

ASSEMBLEE DE CORSE

2 EME SESSION ORDINAIRE DE 2022

REUNION DES 24 ET 25 NOVEMBRE 2022

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

**LINGUA CORSA : RAPORTU D'URIENTAZIONE NANT'À A
PULITICA LINGUISTICA**

**LINGUA CORSA : RAPPORT D'ORIENTATION SUR LA
POLITIQUE LINGUISTIQUE**

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent document constitue le premier « rapport d'orientation » soumis à l'Assemblée de Corse.

Le principe de ce nouveau format, proposé par le Président du Conseil exécutif de Corse et la Présidente de l'Assemblée de Corse et débattu en Conférence des Présidents, vise à mettre en place une nouvelle méthode de travail entre le Conseil exécutif de Corse, l'Assemblée de Corse, les instances consultatives, et au-delà, les acteurs concernés, dans des domaines de l'action publique appelant des réformes profondes ayant vocation à être adossées à une consultation et, chaque fois que possible, à un consensus large.

Cette proposition s'est notamment inspirée de la lettre et de l'esprit du « Rapport sur l'évolution institutionnelle de la Corse », en particulier dans la première partie « *Un renforcement démocratique pour des institutions plus efficaces* ».

Ce rapport a été commandé par le Président du Conseil exécutif de Corse à la Professeure Wanda Mastor, remis par celle-ci le 11 octobre 2021.

La volonté d'une coopération et d'une articulation plus fortes du Conseil exécutif de Corse et de l'Assemblée de Corse, dans le respect des prérogatives de chacun des deux organes exécutif et délibératif, avait été réaffirmée avec force par le Président du Conseil exécutif de Corse dès son discours d'investiture en date du 1^{er} juillet 2021.

Il en était de même de la volonté d'impliquer plus fortement les instances consultatives de la Collectivité de Corse, et plus largement la société corse tout entière, dans les travaux de la Collectivité.

L'institution d'un modèle de rapport dit « d'orientation » participe de cette double volonté.

A l'heure actuelle, l'élaboration d'un rapport emprunte un circuit unique : le Conseil exécutif de Corse propose un document, éventuellement en procédant à une consultation informelle des élus et acteurs concernés par son contenu, adressé aux conseillers à l'Assemblée de Corse au plus tard quinze jours avant la session (sauf procédure d'urgence).

Pendant ce délai, les commissions de l'Assemblée de Corse et, le cas échéant, les instances consultatives, formulent un avis sur ce rapport.

L'Assemblée de Corse en débat ensuite en session, peut y apporter des

amendements et délibère.

Cette procédure de droit commun, particulièrement lorsqu'elle concerne des dossiers stratégiques, présente incontestablement des carences et suscite un sentiment partagé d'insatisfaction, voire de frustration, au sein des différents organes exécutif, consultatifs, et délibératif.

L'organisation des séquences ne permet ni aux différents organes de s'approprier le contenu du rapport, ni à l'Exécutif de pouvoir intégrer leurs avis à leur juste mesure.

La possibilité pour les élus de proposer des évolutions au rapport existe uniquement par voie d'amendement, au moment de son examen en séance publique : en amont, le Conseil exécutif est privé de la possibilité d'enrichir sa réflexion ; en aval, la procédure ne permet pas à l'Assemblée de Corse de faire évoluer de façon significative le texte initialement proposé.

Plusieurs propositions d'évolution de la méthode de production et d'examen des rapports, au demeurant cumulatives, ont été envisagées pour permettre un travail mieux planifié et mieux coordonné : modification de la fréquence des sessions ; définition partagée d'une programmation permettant d'avoir de la lisibilité sur les rapports importants; répartition optimisée des rapports entre la Commission Permanente et la session plénière, pour consacrer celle-ci au traitement des dossiers stratégiques.

Le « rapport d'orientation » est une des modalités innovantes de cette méthode nouvelle.

Cette option permet, quand la nature ou l'importance du thème le justifie, de saisir l'Assemblée de Corse une première fois avec le « rapport d'orientation ».

Ce dernier éclaire le thème abordé, soumet au débat et à la réflexion commune des objectifs, les moyens et des pistes d'action proposés par le Conseil exécutif de Corse.

Ce rapport est présenté et discuté devant l'Assemblée de Corse, sans qu'il fasse l'objet d'une délibération.

Il est ensuite envoyé en commission(s) compétente(s), afin de permettre un travail de fond sur le sujet.

Le Conseil exécutif de Corse peut, sur invitation de la Commission, participer à ses travaux et mener des consultations auprès des acteurs concernés.

Également saisies du rapport d'orientation, les instances consultatives (CESEC, Chambre des Territoires et Assemblea di a Giuventù) peuvent, si elles le souhaitent, engager une réflexion sur le thème du rapport.

Au terme de ce cycle de travaux (qui peut durer de 3 à 6 mois), la ou les commission(s) de l'Assemblée et les instances consultatives transmettent au Conseil exécutif le fruit de leurs travaux.

Synthèse en est faite par le Conseil exécutif de Corse, qui propose un rapport final empruntant le circuit traditionnel, au terme duquel l'Assemblée de Corse débat, le cas échéant amende, et délibère définitivement sur les propositions qui y figurent.

Le choix de la langue corse pour thème du premier rapport d'orientation s'est imposé pour des raisons symboliques, politiques, et opérationnelles.

Sur le plan symbolique, la langue corse appartient à tous les Corses et à toutes celles et ceux qui souhaitent la comprendre, la parler, l'écrire et la faire vivre. La question de la politique linguistique en faveur du Corse incarne donc, mieux que n'importe quelle autre, la nécessité de créer les synergies institutionnelles et sociétales indispensables à sa sauvegarde et à son rayonnement.

Sur le plan politique, la volonté de sauver et promouvoir la langue corse fait l'objet, depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies, d'un très large consensus au sein de la société corse. Il est donc indispensable de chercher à prolonger ce processus sur le terrain des mesures à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif partagé.

Sur le plan opérationnel, la volonté de renforcer quantitativement et qualitativement les politiques publiques en faveur de la langue constitue une orientation majeure et prioritaire du Conseil exécutif de Corse et de la majorité territoriale issue des urnes en juin 2021, choix mis au cœur du projet validé par le suffrage universel. Ce choix a commencé à se concrétiser lors de la première année de mandature, notamment à travers le renforcement du soutien à des dispositifs innovants (« Case di a lingua ») ou à l'objectif défendu par la Collectivité de Corse dans le cadre du nouveau CPER (doublement de l'enveloppe consacrée à la langue corse).

L'objectif qualitatif est de passer d'une politique en faveur de la langue corse à une véritable politique linguistique.

Le process initié par le présent rapport d'orientation doit permettre d'impliquer l'ensemble des élus, des organes de la Collectivité de Corse, ainsi que l'ensemble des acteurs de la langue - celles et ceux qui le sont historiquement comme ceux qui ont vocation à le devenir - dans la définition et la mise en œuvre d'une véritable politique linguistique.

Le calendrier de travail proposé pourrait être le suivant :

- Présentation du rapport d'orientation devant l'Assemblée de Corse lors de la session des 27 et 28 octobre 2022 ;
- Phase de travaux et de consultation sur la base du rapport d'orientation : novembre 2022 - janvier 2023 ;
- Restitution de l'avis de l'Assemblée de Corse (et des éventuels avis des instances consultatives) : février 2023 ;
- Rapport du Conseil exécutif de Corse pour débat et vote de l'Assemblée de Corse : avril 2023.

Afin d'éclairer les travaux est annexée au présent rapport l'enquête sociolinguistique sur la langue corse commandée par la Collectivité de Corse.

Deux rapports opérationnels sont soumis concomitamment à l'Assemblée de Corse, portant sur les « Case di a lingua », et « Scola Corsa », formant avec le présent rapport un corpus cohérent.

Le présent rapport d'orientation s'articule en deux parties, selon le plan suivant :

Partie 1/ La question linguistique, un enjeu central dans la question corse

- A) Principales étapes de la revendication**
- B) Le rappel des avancées juridiques successives et de la situation normative actuelle**
- C) L'action actuelle de la Collectivité de Corse en faveur de la langue**
- D) Le rapport actuel des corses à leur langue**

Partie 2/ Pour une véritable politique linguistique de la Collectivité de Corse

- A) La réaffirmation de l'objectif de coofficialité de jure**
- B) La mise en œuvre de la coofficialité de facto**
 - 1. Renforcer la place de la langue corse dans le système éducatif**
 - 2. Réinscrire la langue corse comme langue naturelle dans l'espace social**
 - 3. Créer une nouvelle dynamique en faveur de la langue.**

Partie 1/ La question linguistique, un enjeu central dans la question corse

La question linguistique est centrale, de quelque côté que l'on aborde la réalité de la Corse et du peuple qui y a vécu depuis l'époque des premiers témoignages de présence humaine dans l'île :

-La langue corse est, depuis des temps immémoriaux, l'idiome utilisé par les Corses, permanence affirmée malgré la présence voire la prééminence, au gré des situations politiques, écrite et/orale d'autres langues ou idiomes ;

-La question de l'existence, de la reconnaissance et du devenir de la langue corse a été centrale dans la renaissance de l'idée nationale, pendant tout le vingtième siècle ;

-La question demeure centrale aux yeux des Corses aujourd'hui : l'enquête sociolinguistique commandée par la Collectivité de Corse confirme notamment l'attachement des Corses à leur langue et leur volonté de voir ses usages maintenus et développés ;

-La langue corse est un facteur essentiel d'équilibre de la société corse d'aujourd'hui. Elle est un élément constitutif décisif de l'identité collective. Elle garantit la transmission d'une culture et d'un rapport au monde qui nous ont constitué et façonné en tant que peuple, au fil des millénaires. Elle est un facteur de cohésion, d'intégration, dans une société qui doit apporter des réponses pertinentes à des mutations démographiques et sociologiques d'une ampleur, quelquefois d'une violence sans précédent. Elle est un viatique vers la Méditerranée et une communauté de locuteurs de plus d'un milliard de membres. Enfin, comme toute langue, elle fait partie du patrimoine universel de l'humanité : elle est à ce titre précieuse, irremplaçable, à faire vivre.

Dans cette perspective, il n'est pas indifférent de rappeler les travaux scientifiques ayant conduit à identifier les facteurs contribuant au développement d'une langue (cf. les travaux d'Appel R. et Muysken, P. in Language Contact and Bilingualism, 1987, Londres) :

- Le facteur du statut : plus le statut des locuteurs et le statut de la langue minoritaire sont élevés, plus elle aura de chances de survivre ;
- Le facteur de la démographie : plus les locuteurs sont concentrés géographiquement, surtout en milieu urbain, plus la langue aura de chances de survivre ;
- Le facteur de la similitude culturelle : plus la culture du groupe en question se rapproche de celle de la langue dominante, moins la langue minoritaire aura des chances de survivre.

C'est logiquement que les auteurs concluent que si un groupe est déterminé à préserver une forte identité culturelle, il a de fortes chances de préserver sa langue.

Depuis près de soixante ans dans la période contemporaine, les Corses ont largement fait la preuve, dans un environnement institutionnel hostile, de leur volonté de faire vivre leur langue.

A) Les principales étapes de la revendication

Historiquement, et jusqu'au XVIII^{ème} siècle, la langue corse s'est imposée de façon naturelle comme la langue des Corses, en dehors de tout statut, malgré la férule de pouvoirs extérieurs à l'île.

Ainsi et par exemple, la coexistence du toscan, langue employée par les Génois, et du corse paraît la norme au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, y compris dans l'administration de Pasquale Paoli.

Le rattachement de la Corse à la France coïncide avec l'imposition du standard orthographique et grammatical du français, instrument de cohésion nationale prescrit, y compris de façon autoritaire et coercitive, à l'occasion de la Révolution française et des régimes politiques qui en découlent.

La pratique écrite du corse est décelée en 1896, sous la plume de Santu Casanova dans le journal *A tramuntana*. La langue corse sera bientôt dotée d'un premier dictionnaire : celui de Falcucci, publié en 1915.

Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, les journalistes de l'île optent clairement pour l'emploi de leur langue maternelle.

C'est le cas d'A Cispria, dont la seule parution de 1914 fait le choix du bilinguisme. La langue y est décrite comme élément essentiel d'identité d'une Corse qui « *n'est pas un département français, mais une nation vaincue qui va renaître* ».

La revendication linguistique ressurgit dans l'immédiat après-guerre, dans les journaux tels *A Muvra*, hebdomadaire en langue corse, largement diffusé dès 1920 pendant 20 ans qui érige la langue en thème de revendication : « *que le dialecte corse soit enseigné dans toutes les écoles de Corse, conjointement aux langues italienne et française* ».

La revendication politique ressort également des statuts du Partitu corsu d'Azzione, fondé en 1922, qui poursuit l'objectif de « *l'enseignement de l'histoire locale et de la langue corse dans toutes les écoles* ». En 1934, les États généraux de la Corse se positionnent pour « *qu'il soit consacré dans les écoles primaires et secondaires un temps déterminé à des lectures de textes dialectaux et que le dialecte soit rationnellement enseigné dans les écoles normales* ».

L'écho se fait également entendre pour le volet éducatif : en 1923, Ghjuvan Petru Lucciardi, écrivain et instituteur, est l'auteur d'un rapport portant sur « *l'utilisation du corse dans l'enseignement du français* ». Il y évoque la langue corse en ces termes : « *La langue locale a son génie propre, fait à la mesure de son esprit, en harmonie avec ses mœurs... L'abandonner, c'est abandonner un précieux instrument de culture intellectuelle et morale que les générations antérieures ont façonné pour nous...* ».

Le considérable travail linguistique et culturel ainsi produit sera largement discrédité par les dérives irrédentistes d'une partie de ses auteurs.

Le mouvement de défense de la langue est marqué en 1953 par la création d'une

Académie « *pour la défense du dialecte et des traditions corses* ». Cet objectif est repris en 1955 par la revue U Muntese, qui milite pour que le corse « *soit enseigné dans l'enseignement secondaire à titre de seconde langue, facultative hors de l'île, obligatoire dans l'île* ».

C'est ensuite à la jeunesse de se mobiliser pour lutter contre le risque d'extinction de la langue corse : l'Union nationale des étudiants corses de Paris réclame en 1964 « *l'enseignement dès l'école primaire de la langue et de l'histoire corses* ».

Avec l'apparition d'un mouvement autonomiste, les revendications se précisent. La dispense de cours de langue par des associations se diffuse à compter de l'année 1971 et la fédération Scola corsa demande l'extension de la loi Deixonne au corse. Une campagne importante, une pétition regroupant 12 000 signatures et le vote d'un vœu du conseil général ne permettent pas l'aboutissement de la revendication, qui sera néanmoins entendue l'année suivante.

Dans les années 1970 pour le domaine culturel et éducatif, le mouvement majeur du Riacquistu porte des revendications autour de la défense de l'identité, de la culture et de la langue corses.

Véritable « *réappropriation* » de l'identité corse, le mouvement a constitué, pour reprendre la formule de Toni Casalonga, « *le grand récit de la Corse d'après-guerre* » et reste comme « *un repère fort* ».

Le Riacquistu a fortement contribué à ce que les Corses de la Diaspora et de l'île veuillent se réapproprier leur langue, leur histoire, leur héritage patrimonial, artistique et environnemental, leurs savoir-faire, leurs capacités de produire et de commercer, leurs droits historiques et politiques.

Le chant et la musique tiennent une place de premier rang aussi bien dans le riacquistu de façon générale que dans le rayonnement de la langue corse et la redynamisation de sa pratique.

Avant cela et jusqu'aux années 70, les chanteurs utilisaient certes, pour tout ou partie de leur répertoire, la langue corse : mais cette pratique n'échappait pas à une logique de folklorisation dominante.

Mais avec les groupes culturels issus du Riacquistu, la langue devient centrale dans l'affirmation de l'existence d'un peuple corse historique décidé à reconquérir et exercer ses droits, qui exprime par le chant ses traumatismes, ses rêves et ses espoirs.

Pour des générations de jeunes Corses, l'entrée dans la conscience et l'engagement politiques se fera par la question linguistique et culturelle.

C'est le cas à Nice, Marseille, Aix en Provence et Paris, notamment avec la Consulta di i Studenti Corsi.

C'est le cas dans les collèges et lycées de Corse, où de 1980 à aujourd'hui, auront lieu à intervalles réguliers des mobilisations et manifestations en faveur de la langue corse.

Seront ici cités à titre d'exemples parmi beaucoup d'autres possibles :

-En 1990, à l'initiative des étudiants et notamment de la Cunsulta di i Studenti Corsi, plusieurs manifestations sont organisées à Corti sous le mot d'ordre « Cuufficialità ». Les revendications concernent plus précisément la reconnaissance de la langue corse et la réforme du système éducatif. Elles s'accompagnent d'une grève des lycéens de l'île et d'une occupation de l'inspection académique de Bastia ;

-La grève des lycéens en janvier 1993 : l'ALC (Associu di liceani corsi), soutenue par l'APC (Associu di parenti corsi), appelle à la grève des lycéens pour revendiquer un statut de co-officialité corse-français et d'enseignement obligatoire du corse de la maternelle à l'université ;

-L'occupation par les étudiants de Ghjuventù Paolina de la salle des délibérations du Conseil constitutionnel à Paris, le 18 mars 1994, pour protester contre le silence que leur a opposé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur leurs revendications et notamment sur la généralisation de l'obligation d'enseignement de la langue corse.

-La création, à l'hiver 1997, du Cullettivu pè a lingua corsa regroupant, outre les syndicats étudiants et lycéens, plusieurs organisations politiques et syndicales, associatives, culturelles et institutionnelles, comme le Conseil économique, social et culturel. Le Cullettivu ayant pour objet l' « *action en faveur de la ratification de la Charte des langues minoritaires et la contribution à l'élaboration du Plan de développement pour la langue et la culture corses prévu par l'article 53 de la loi Joxe* » organisera une manifestation importante.

Au fil des années, la question de la langue corse forme un consensus de plus en plus fort au sein de la société corse.

Dans les années 70, de nombreuses forces de gauche prennent position pour la langue corse et de son développement, s'engageant en sa faveur, notamment dans le secteur associatif.

Au lendemain de l'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981 et de la mise en œuvre du statut particulier, le Parti Socialiste (PS) et le Parti Communiste Français (PCF) se prononcent en faveur du bilinguisme. Ce concept est repris et partagé par certains courants de droite, notamment par José Rossi rapporteur du projet de statut Joxe en 1989.

Le PCF contribue également à valider le concept de coofficialité.

Le mouvement de fond qui traverse ainsi la société corse se concrétise dans la délibération de l'Assemblée de Corse n° 13/096 AC du 17 mai 2013, portée par Pierre Ghionga, votée sous la mandature de Paul Giacobbi, adoptée par un vote large, transcendant les appartenances partisans.

Sur le terrain associatif et des mobilisations populaires, le Cullittivu Parlemu Corsu (réunissant plus de 800 membres : 618 personnes, 115 associations et 112 groupes culturels ou artistes) incarne l'engagement multiforme en faveur d'une société bilingue.

L'action remarquable de l'ADECEC, association créée en 1970, en est une autre illustration, avec comme objectif la sauvegarde et la promotion de la langue corse et

du patrimoine de la Corse et les moyens dont elle s'est dotée (une radio locale, Voce Nustrale créée en 1981 et la première à avoir effectué la retransmission des matchs du SCB en langue corse, un musée ethnographique, une banque de données INFCOR et les applications électroniques, un site internet, des parutions, lexiques et livres pour enfants, calendrier annuel en langue corse, cycle de conférences, cours de langue corse, etc). La banque INFCOR (pour INFurmatICA CORsa) mise en place fait office de référence (17 rubriques allant de la définition, aux variantes graphiques et dialectiques, la grammaire, les synonymes, antonymes, étymologie, analogie, les dérivés ou encore les citations d'auteurs), en accès libre.

Cet indispensable rappel historique, bien que nécessairement partiel, souligne bien que la défense de la langue corse constitue, depuis 40 ans, date du statut particulier de la Corse, un point de convergence marqué des élus siégeant à l'Assemblée de Corse et des Corses qu'ils représentent.

La langue corse a fait l'objet d'une mobilisation sociale et sociétale permanente, dans laquelle le mouvement patriotique, dans la diversité de ses composantes, a joué un rôle moteur, même si non exclusif.

Cette double mobilisation, populaire et institutionnelle, a permis des avancées juridiques successives, lesquelles restent très insuffisantes au regard des objectifs assignés.

B) Le rappel des avancées juridiques successives et de la situation normative actuelle

La position de l'Etat face à la langue corse implique, pour être comprise, de brosse à grands traits les éléments idéologiques, historiques et juridiques structurant la sacralisation de l'usage du français.

Ce rappel dresse la trame de fond d'une hostilité de principe à toute reconnaissance réelle du statut de la langue corse, hostilité qui ne laisse la place qu'à quelques concessions faites, dans la seconde partie du XX^{ème} siècle, à une reconnaissance a minima de la valeur patrimoniale des langues minoritaires dites « régionales ».

La Constitution du 4 octobre 1958, en sa version actuellement en vigueur, dispose à l'article 2 que :

« *La langue de la République est le français (...)* »

Cette affirmation insérée en 1992 vient, quelles qu'aient été les explications données au moment de l'adoption du texte (notamment la nécessité de combattre l'hégémonie de la langue anglaise), constitutionnaliser le dogme linguistique d'un Etat centralisateur qui a érigé l'unité linguistique comme vecteur de cohésion nationale.

A l'origine, la recherche d'un standard linguistique ayant conduit François 1^{er} à édicter les ordonnances de Villers-Cotterêts en août 1539 imposant « *un langage maternel français et non autrement* » avait pour objectif de faciliter la compréhension des actes de l'administration, de la justice et d'affermir le pouvoir monarchique.

La création de l'Académie française en 1634 a permis au pouvoir politique de garantir une emprise majeure sur l'usage et l'évolution de la langue majoritaire.

Cependant, le prestige d'un français classique en plein essor ne portait que peu atteinte aux langues régionales, qui demeuraient naturellement en usage.

C'est la période révolutionnaire qui impose le français comme seul vecteur légitime de propagation de la Révolution, et corrélativement tout ce qui n'est pas le français comme ennemi de celle-ci.

Le député Barère engage « la guerre » contre les idiomes, dans la déclaration qu'il adresse à la Convention montagnarde au nom du Comité de Salut Public le 27 janvier 1794.

S'il affirme que « *Chez un peuple libre, la langue doit être une et la même pour tous* », c'est parce qu'il considère que les langues régionales ne servent qu'à camoufler le séparatisme.

Dans le même esprit s'inscrivent les discours de l'Abbé Grégoire, notamment son discours du 4 juin 1794 devant la Convention.

Cette recherche de l'uniformisation linguistique au profit du français s'est construite par différentes étapes pour imposer toujours davantage l'usage de celui-ci. Ne seront mentionnées ici que les mesures parmi les plus significatives.

Ce sont par exemple les lois scolaires prises sous la III^{ème} République et notamment les lois Ferry, de 1881 à 1882, qui imposent le français comme seule langue de scolarisation et prohibent l'usage des langues régionales.

Depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la vitalité persistante des langues régionales impose à l'Etat de les considérer comme un élément patrimonial.

La loi n° 51-46 du 11 janvier 1951 relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, dite *Loi Deixonne*, affirme que « *Le conseil supérieur de l'éducation nationale sera chargé, dans le cadre et dès la promulgation de la présente loi, de rechercher les meilleurs moyens de favoriser l'étude des langues et dialectes locaux dans les régions où ils sont en usage* », que « *Tout instituteur qui en fera la demande pourra être autorisé à consacrer, chaque semaine, une heure d'activités dirigées à l'enseignement de notions élémentaires de lecture et d'écriture du parler local et à l'étude de morceaux choisis de la littérature correspondante.* »

Pour l'enseignement secondaire, « *Dans les lycées et collèges, l'enseignement facultatif de toutes les langues et dialectes locaux, ainsi que du folklore, de la littérature et des arts populaires locaux, pourra prendre place dans le cadre des activités dirigées.* »

Initialement, la loi ne s'appliquait pas à la langue corse, signe d'une volonté politique de dévitalisation de celle-ci, qui était perçue comme un critère décisif d'une identité collective cherchant à être reconnue y compris sur le plan politique.

Ce n'est donc à nouveau qu'au prix d'un combat politique populaire que la légitime intégration de la langue corse au champ d'application de la loi Deixonne est intervenue en 1974.

Mais cet élan trouve ses limites dans la volonté de l'Etat de protection absolue de

l'usage du français, comme l'illustre encore la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, dite loi Toubon.

Le texte rappelle dès l'article 1 que « Langue de la République en vertu de la Constitution, la langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. ». L'article 2 précise que « Dans la désignation, l'offre, la présentation, le mode d'emploi ou d'utilisation, la description de l'étendue et des conditions de garantie d'un bien, d'un produit ou d'un service, ainsi que dans les factures et quittances, l'emploi de la langue française est obligatoire.

Les mêmes dispositions s'appliquent à toute publicité écrite, parlée ou audiovisuelle. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la dénomination des produits typiques et spécialités d'appellation étrangère connus du plus large public. La législation sur les marques ne fait pas obstacle à l'application des premiers et troisièmes alinéas du présent article aux mentions et messages enregistrés avec la marque.

Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics.

Elle est le lien privilégié des Etats constituant la communauté de la francophonie. »

« Toute inscription ou annonce apposée ou faite sur la voie publique, dans un lieu ouvert au public ou dans un moyen de transport en commun et destinée à l'information du public doit être formulée en langue française » (article 3).

La déclinaison détaillée pour chaque acte officiel de la vie courante constitue le corps de la loi.

Dans l'espace progressivement reconnu aux langues régionales a ainsi été créé en 1982 le premier DEUG d'études régionales de France, suivi en 1984 de la création d'un cursus d'études régionales complet et enfin, en 1991, d'un CAPES monovalent de langue régionale.

La Corse bénéficie d'un statut spécifique, renforcé à l'occasion des divers processus de discussions engagés entre la Corse et l'Etat.

A chaque étape importante de l'évolution statutaire de l'île, les textes organisant ces avancées ont consacré des développements à la langue corse, sans pourtant jamais lui conférer de statut juridique :

-La loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse a ainsi prévu, en la matière, que :

« Dans le cadre de la politique nationale de l'enseignement supérieur, le Président du conseil exécutif présente à l'Assemblée de Corse les propositions relatives aux formations supérieures et aux activités de recherche universitaire, après avis de l'université de Corse.

Sur cette base l'Assemblée de Corse établit, en fonction des priorités qu'elle détermine en matière de développement culturel, économique et social et après consultation du conseil économique, social et culturel de Corse, la carte des formations supérieures et des activités de recherche universitaire. Cette carte devient définitive lorsqu'elle a fait l'objet d'une convention entre la collectivité territoriale de Corse, l'Etat et l'université de Corse. »

Sur proposition du conseil exécutif, qui recueille l'avis du conseil économique, social et culturel de Corse, l'Assemblée détermine les activités éducatives

complémentaires que la collectivité territoriale de Corse organise.

L'Assemblée adopte, dans les mêmes conditions, un plan de développement de l'enseignement de la langue et de la culture corses, prévoyant notamment les modalités d'insertion de cet enseignement dans le temps scolaire. Ces modalités font l'objet d'une convention conclue entre la collectivité territoriale de Corse et l'Etat. »

La collectivité territoriale de Corse, après consultation du conseil économique, social et culturel de Corse, conclut avec les sociétés publiques du secteur audiovisuel qui ont des établissements en Corse des conventions particulières en vue de promouvoir la réalisation de programmes de télévision et de radiodiffusion ayant pour objet le développement de la langue et de la culture corses et destinés à être diffusés sur le territoire de la Corse.

Elle pourra également, avec l'aide de l'Etat, favoriser des initiatives et promouvoir des actions dans les domaines de la création et de la communication avec toutes personnes publiques ou privées ressortissantes des Etats membres de la Communauté européenne et de son environnement méditerranéen. » ;

-La loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse a complété ces dispositions :

« I. - Il est inséré, dans la section 4 du chapitre II du titre Ier du livre III de la deuxième partie du code de l'éducation, un article L. 312-11-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 312-11-1. - La langue corse est une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires de Corse. »

II. - Le deuxième alinéa de l'article L. 4424-5 du code général des collectivités territoriales est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« L'Assemblée adopte, dans les mêmes conditions, un plan de développement de l'enseignement de la langue et de la culture corses, dont les modalités d'application font l'objet d'une convention conclue entre la collectivité territoriale de Corse et l'Etat.

« Cette convention prévoit les mesures d'accompagnement nécessaires, et notamment celles relatives à la formation initiale et à la formation continue des enseignants. » ;

« La Collectivité territoriale de Corse, après consultation du Conseil Economique, Social et Culturel de Corse, conclut avec les sociétés publiques du secteur audiovisuel qui ont des établissements en Corse, des conventions particulières en vue de promouvoir la réalisation de programmes de télévision et de radiodiffusion ayant pour objet le développement de la langue et de la culture corses et destinés à être diffusés sur le territoire de la Corse ».

Au niveau constitutionnel, depuis le 25 juillet 2008, la Constitution comporte un article 75-1 qui bien que dépourvu de toute portée normative, déclare que « *Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France* ».

Le Conseil Constitutionnel s'est toutefois empressé de préciser, à l'occasion de l'examen d'une question prioritaire de constitutionnalité que « *cet article (75-1) n'institue pas un droit ou une liberté que la Constitution garantit* » (décision du 20 mai 2011 n° 2011-130QPC)

La position de l'Etat reflète donc de façon générale, soit explicitement, soit implicitement, un refus obstiné de reconnaître pleinement et de sauvegarder les langues constituant pourtant son patrimoine, et ceci nonobstant l'ensemble des textes internationaux signés, parfois ratifiés par la France qui protègent, garantissent

et favorisent l'expansion linguistique des langues minoritaires.

Figurent notamment dans l'arsenal théorique de la protection juridique des langues :

- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la France a adhéré le 4 novembre 1980. L'article 26 interdit toute discrimination et garantit à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de langue. L'article 27 prévoit que « *dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue* ».
- La Convention internationale sur les droits de l'enfant. Ratifiée par la France le 7 août 1990, la convention établit dans l'article 29 que l'éducation de l'enfant doit viser à « *Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne.* » L'article 30 de la Convention demande que « *Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ou des personnes d'origine autochtone, un enfant autochtone ou appartenant à une de ces minorités ne peut être privé du droit d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue en commun avec les autres membres de son groupe* ».
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à laquelle la France a adhéré le 4 novembre 1980, en particulier l'article 13 sur le droit à l'éducation et l'article 15 sur le droit de prendre part à la vie culturelle. Dans son Observation générale 21 sur l'article 15 § 1 a) du Pacte, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a précisé que « *Les États parties devraient prendre des mesures et n'épargner aucun effort pour que les programmes éducatifs destinés aux groupes minoritaires et autochtones leur soient dispensés dans leur propre langue, en prenant en considération les souhaits exprimés par les communautés et les normes internationales relatives aux droits de l'homme pertinentes en la matière* » (E/C.12/CG/21, § 27).
- La Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, en particulier l'article 4.3 : « *Les États devraient prendre des mesures appropriées pour que, dans la mesure du possible, les personnes appartenant à des minorités aient la possibilité d'apprendre leur langue maternelle ou de recevoir une instruction dans leur langue maternelle.* »
- Le Guide du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités intitulé « Droits linguistiques des minorités linguistiques » précise que la mise en œuvre de ces droits humains fait en sorte que lorsque « *la demande est suffisamment élevée au plan numérique, les services de l'enseignement public doivent être dispensés dans une langue minoritaire dans la mesure appropriée, suivant de*

manière globale une approche proportionnelle. Cette mesure concerne tous les niveaux de l'enseignement public, de la maternelle à l'université. Si la demande, la concentration de locuteurs ou d'autres facteurs en empêchent la faisabilité, les autorités gouvernementales devront dans la mesure du possible s'assurer que l'enseignement d'une langue minoritaire soit disponible. De plus, tous les enfants doivent avoir une opportunité d'apprendre la/les langue(s) officielle(s) »

- La Déclaration des droits collectifs des peuples, assemblée générale de la Conférence des nations sans États d'Europe occidentale (CONSEO) établie à Barcelone le 27 mai 1990 proclame que : « *Tout peuple a le droit d'exprimer et de développer sa culture, sa langue et ses règles d'organisation et de se doter pour ce faire de ses propres structures politiques, d'enseignement, de communication et d'administration publique, sur son aire de souveraineté* » (article 9).
- La Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires signée par la France le 7 mai 1999, mais non ratifiée :
- La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO adoptée par la France le 20 octobre 2005, affirmant que « *toute communauté linguistique a le droit de disposer des moyens nécessaires pour assurer la transmission et la pérennité de sa langue* ».

La position du juge administratif et constitutionnel français sur les questions linguistiques reflète un équilibre dialectique entre sacralisation de la langue française, obligation d'emploi exclusif du français dans tous les actes de la vie publique ou les activités relevant de l'espace public et prise en compte inévitable, toujours a minima, de la diversité linguistique dans les territoires relevant aujourd'hui de la souveraineté française.

La jurisprudence du Conseil Constitutionnel et du Conseil d'Etat illustre bien cette stratégie de contournement du devoir de protection prévu par les textes internationaux.

Ainsi, dans sa décision du 15 juin 1999, le Conseil constitutionnel estime que certains articles de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires précitée comporte des clauses contraires à la Constitution et qu'en y adhérant, la France méconnaîtrait les principes constitutionnels d'indivisibilité de la République, d'égalité devant la loi, d'unicité du peuple français et d'usage officiel de la langue française.

Cette appréciation a été reprise par le Conseil d'État en 2013, lequel a en outre émis un avis négatif au projet de loi constitutionnelle autorisant la ratification de la Charte (avis consultatif du 31 juillet 2015 relatif à la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires).

Ce projet de loi constitutionnelle a également été rejeté par le Sénat le 27 octobre 2015.

Dans le même esprit, le Conseil Constitutionnel a censuré par une décision DC2021-818 du 31 mai 2022 certaines dispositions de la loi relative à la protection patrimoniale des « langues régionales » et à leur promotion, concernant l'enseignement en « langues régionales », dite loi Molac, sur les langues autochtones de différents territoires de France en métropole et d'outre-mer, ainsi que le droit à leur usage.

Cette position a attiré l'attention du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, qui a adressé au gouvernement français une lettre le 31 mai 2022, s'étonnant de plusieurs aspects de la décision du Conseil Constitutionnel :

« La décision (n° 2021-818 DC) du Conseil constitutionnel établit l'inconstitutionnalité de l'enseignement immersif dans une autre langue que le français et de l'utilisation de signes diacritiques des langues régionales dans les actes d'état civil. Cette décision peut porter atteinte à la dignité, à la liberté, à l'égalité et à la non-discrimination ainsi qu'à l'identité des personnes de langues et de cultures historiques minoritaires de France.

Ces langues, recensées au nombre de 75 [dont le corse] selon le rapport officiel Cerquiglioni en 1999, sont pour la plupart classées par l'UNESCO en danger de disparition.

La décision du Conseil constitutionnel fait suite à l'adoption par l'Assemblée nationale à une très large majorité (247 voix pour, 76 contre et 19 abstentions) le 8 avril 2021, d'une proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion, dite loi Molac, qui avait été adoptée aussi très largement par le Sénat.

Dans sa décision du 21 mai 2021, le Conseil constitutionnel a censuré deux articles essentiels de cette loi, l'article 4 autorisant l'enseignement dit « immersif » en langue régionale et l'article 9 autorisant l'usage des signes diacritiques des langues régionales dans les actes d'état civil pour permettre la prononciation correcte des noms et prénoms dans ces langues.

L'article 4 de la loi « Molac » ajoute à l'enseignement de la langue régionale et à l'enseignement bilingue en langue régionale et en langue française prévus à l'article L. 312-10 du code de l'éducation, une troisième forme reconnue comme la plus efficace pour atteindre un véritable bilinguisme : « un enseignement immersif en langue régionale, sans préjudice de l'objectif d'une bonne connaissance de la langue française ».

Dans le § 18 de sa décision, le Conseil constitutionnel affirme : « Si, pour concourir à la protection et à la promotion des langues régionales, leur enseignement peut être prévu dans les établissements qui assurent le service public de l'enseignement ou sont associés à celui-ci, c'est à la condition de respecter les exigences précitées de l'article 2 de la Constitution ».

Cet article 2, introduit dans la constitution française en juin 1992 mais au moment où le Conseil de l'Europe adoptait la Charte européenne des langues régionales ou minoritaire, déclare : « la langue de la République est le français ».

Au § 19, le Conseil constitutionnel retient une définition selon laquelle

« *l'enseignement immersif d'une langue régionale est une méthode qui ne se borne pas à enseigner cette langue mais consiste à l'utiliser comme langue principale d'enseignement et comme langue de communication au sein de l'établissement* ». Au § 20 il conclut : « *Par conséquent, en prévoyant que l'enseignement d'une langue régionale peut prendre la forme d'un enseignement immersif, l'article 4 de la loi déferée méconnaît l'article 2 de la Constitution. Il est donc contraire à la Constitution.* »

Le Conseil constitutionnel précise que la décision s'applique « *dans les établissements qui assurent le service public de l'enseignement ou sont associés à celui-ci* » (§ 18). Elle concerne donc non seulement les établissements publics qui dépendent directement de l'État, mais aussi tous les établissements associés à l'État c'est à dire les établissements du réseau Eskolim, Seaska, Bressola, Diwan, Calandreta, ABCM, **Scola Corsa**, dont le principe même est l'enseignement immersif. **Cette décision conduit donc non seulement à interdire l'enseignement en immersion dans les établissements publics de l'État, mais aussi à annuler à terme les contrats d'association avec l'État qui finance les postes d'enseignants et assure l'aide des collectivités locales pour leur fonctionnement.**

Il y aurait de plus un traitement différentiel entre l'enseignement dans les langues minoritaires de France (breton, basque, corse, occitan, etc.) et la langue anglaise. Cette dernière serait souvent utilisée comme unique langue d'enseignement ou en format bilingue dans des établissements qui assurent le service public de l'enseignement ou sont associés à celui-ci. Alors que l'enseignement immersif en langues minoritaires de France est interdit, l'enseignement en anglais sous toutes ses formes serait toléré sans difficulté. »

Ensemble avec le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies « **Nous craignons que l'adoption et l'application de cette décision puissent entraîner des atteintes importantes aux droits humains des minorités linguistiques en France** ».

Cette décision du Conseil constitutionnel a provoqué d'importantes manifestations, en Corse (plusieurs centaines de personnes mobilisées devant l'Inspection d'Académie de Bastia) mais aussi au Pays basque (6 à 10 000 manifestants à Bayonne) et en Bretagne (10 à 15 000 manifestants à Guingamp).

Elle a aussi suscité une prise de position du Président de la République, fait inédit à propos d'une décision du Conseil Constitutionnel. Le 26 mai 2021, sur sa page Facebook officielle, Emmanuel Macron a assuré que « *rien ne saurait entraver l'enseignement immersif en langues régionales* », et a « *demandé au gouvernement et au Parlement de trouver les moyens de garantir leur transmission* ».

L'Education nationale a alors publié une circulaire sur l'enseignement immersif, datée du 14 décembre 2021, confortant ce modèle. Il s'agit d'une ouverture nouvelle du Ministère de l'Education nationale à cette forme de transmission pour les langues dites régionales, mais sa portée reste limitée, au sein d'un corpus juridique constant, issu du passé, fortement marqué par la logique de rejet de ces langues.

Seule une réforme constitutionnelle, sans doute à travers le renforcement de l'article 75-1 de la Constitution qui mentionne les langues dites régionales, pourrait conforter

ces orientations en faisant état de la nécessité de transmission de ces langues par tous moyens, y compris l'enseignement par immersion. C'est le sens de la position exprimée, à la demande notamment du Président du Conseil exécutif de Corse et de la Présidente de l'Assemblée de Corse, par l'Association des Régions de France le 8 mars 2022 dans le livre blanc intitulé « Vers une République de la confiance », qui indique comme proposition visant à protéger les caractéristiques historiques, sociales et culturelles du territoire qu'il convient de « *Sécuriser l'enseignement immersif des langues régionales, en complétant l'article 75-1 de la Constitution de la manière suivante : « La République concourt à la défense et à la promotion des langues régionales, notamment par la méthode de leur enseignement immersif. »* »

Ainsi, l'enseignement des langues dites régionales serait pleinement compatible avec l'affirmation du français comme langue de la République, qui figure à l'article 2 de la Constitution.

Se superposent ainsi trois mouvements incompatibles qui permettent de comprendre la situation insatisfaisante dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui : la sacralisation du français, perçu comme standard garant d'une unité institutionnelle ; la volonté d'adhérer à la seule vision démocratique internationalement promue, soit la protection des langues minoritaires comme partie intégrante d'un patrimoine culturel commun ; la réponse législative apportée pour tenter en Corse de résoudre ce dilemme, par des mesures partielles et inabouties.

Face à ce paradoxe impossible à surmonter sur la base de ses seuls efforts, l'Assemblée de Corse a néanmoins construit avec une permanence remarquable, qui n'a fait que se renforcer, des propositions et des dispositifs visant à sauvegarder et promouvoir la langue corse.

Dès le 8 juillet 1983, à travers une motion déposée par Michel Castellani, au nom du groupe UPC, la première Assemblée de Corse avait débattu et voté une motion déposée en faveur du bilinguisme et de l'enseignement obligatoire de la langue corse.

La délibération relative à la notion de peuple corse n° 88-59 de l'Assemblée de Corse du 13 octobre 1988, affirme l'existence « *d'une communauté historique et culturelle vivante (...) le peuple corse* », et propose notamment « *l'enseignement de la langue corse dès la maternelle et à tous les niveaux du cursus scolaire et universitaire comme une matière à part entière dotée de moyens, de la considération et de la place réservée à une langue qui vit conformément aux recommandations de la résolution du Conseil de l'Europe sur les langues minoritaires ou régionales* ».

Une motion du 26 juin 1992 sur l'officialisation de la langue corse a précédé la délibération n° 05/112 AC du 1^{er} juillet 2005 de l'Assemblée de Corse approuvant les orientations stratégiques pour le développement et la diffusion de la langue corse.

La délibération n° 11/187 AC de l'Assemblée de Corse du 29 juillet 2011 adopte une motion relative à la demande de mise en œuvre de moyens juridiques pour un statut de coofficialité de la langue corse.

Le 17 mai 2013, l'Assemblée de Corse adopte la délibération n° 13/096 AC approuvant les propositions pour un statut de coofficialité et de revitalisation de la langue corse, en défendant la nécessité d'un arsenal juridique spécifique :

« La coofficialité signifie l'insertion de la langue corse au sein du système juridique, par la création de droits linguistiques territoriaux et d'obligations nouvelles pour tous les pouvoirs publics et le secteur privé sur le territoire insulaire » [...]

« I / Principes Généraux. Article 1 Le projet du présent statut :

1. Le présent statut vise à protéger, encourager et normaliser l'usage du corse dans tous les domaines et à garantir l'emploi officiel du français et du corse à parité sur le territoire de la Corse.

2. Les objectifs principaux du présent statut sont les suivants :

a) protéger et encourager l'emploi du corse par tous les habitants, dans tous les domaines d'usage, qu'il s'agisse de la vie privée ou de la vie publique,

b) rendre effectif l'emploi officiel du français et du corse, sans aucune discrimination envers tous les habitants,

c) normaliser et encourager l'emploi du corse dans les collectivités locales, l'administration, l'enseignement, les médias, les industries culturelles, le monde socioéconomique et sportif,

d) garantir l'accès à la connaissance et à la pratique du corse à tous les habitants,

e) définir les devoirs des pouvoirs publics afin de faire respecter les droits de l'ensemble des locuteurs. ».

Par délibération n° 15/253 AC du 16 avril 2015, l'Assemblée de Corse adopte le Pianu « Lingua 2020 ».

La volonté de l'Assemblée était de concrètement organiser, susciter et fédérer les initiatives autour de 80 fiches-actions pour permettre la revitalisation de la langue corse dans tous les secteurs de la société insulaire.

L'accession des nationalistes corse aux responsabilités en décembre 2015 a conduit à renforcer les dispositifs opérationnels existants et à en mettre en œuvre de nouveaux, notamment en réponse à des défis ou enjeux inédits.

La délibération n° 16/140 AC du 23 juin 2016 a permis l'adoption de la convention de mise en œuvre du plan de développement de l'enseignement de la langue et de la culture corses.

Une série de délibérations visant à assurer le maintien des jeunes professeurs stagiaires de l'IUFM de Corse (délibérations n° 04/155 AC du 25 juin 2004, n° 11/192 AC du 29 juillet 2011, n° 17/192 AC du 27 janvier 2017) ont complété la délibération n° 17/192 du 27 janvier 2017 donnant mandat au Président du Conseil exécutif de Corse pour négocier auprès du Ministre de l'Education nationale la mise en œuvre d'un cadre normatif spécifique pour l'Académie de Corse.

En parallèle, un grand plan de formation des enseignants en langue corse pour former les professeurs des écoles du primaire a été mis en place par délibération n° 16/248 AC du 28 octobre 2016.

L'Assemblée de Corse s'est également mobilisée et a adopté une motion par délibération n° 19/055 AC du 22 février 2019, à la suite de la réforme générale du baccalauréat de 2019, dite Blanquer, élaborée sans concertation et aux effets directs négatifs sur la politique éducative comme sur la politique linguistique de normalisation de la langue corse défendue par l'Assemblée de Corse.

Il s'agissait de rétablir un coefficient attractif d'au-moins 10 % dans la note finale de la spécialité en langue dite régionale.

Le Président du Conseil exécutif de Corse avait en parallèle interpellé le Ministre de l'Education, sur la question de la réforme du baccalauréat et plus globalement sur la nécessité de renforcer l'enseignement dans la langue corse dans le système éducatif.

Enfin, des textes visant à normaliser l'usage de la langue corse au sein de la Collectivité de Corse ont été adoptés.

Le nouveau règlement intérieur de l'Assemblée de Corse, entériné par délibération en date du 16 décembre 2021, comme celui du Conseil exécutif de Corse adopté le 8 février 2022, indiquent que « Les langues des débats sont le corse et le français. »

Dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité, le préfet de Corse alors en fonction a, dans une lettre d'observations en date du 10 février 2022, jugé irrecevable l'usage de la langue corse, mais également la notion de « peuple corse », indiquant que les deux dispositions étaient « contraires à la Constitution ».

Le recours exigeait donc que le règlement soit révisé « en supprimant les mentions relatives au 'peuple corse' et instituant la langue corse comme langue de débat ».

Le Conseil exécutif de Corse et l'Assemblée de Corse ont choisi de ne pas procéder à ces corrections, expliquant par courrier en réponse à la lettre d'observations du Préfet les raisons politiques et juridiques de la position retenue, aussi bien concernant la référence à l'usage de la langue corse qu'à la notion de « peuple corse ».

Les textes continuent donc de s'appliquer tel qu'adoptés dans leur version originale.

Au-delà des avancées ci-dessus rappelées et capitalisées au fil des décennies, le présent rapport d'orientation vise à permettre un bond quantitatif et qualitatif des politiques publiques mises en œuvre en faveur de la langue corse, tant en termes de statut qu'en termes de pratiques sociales et sociétales.

C) L'action actuelle de la Collectivité de Corse en faveur de la langue

Dans le cadre juridique ci-dessus présenté, la Collectivité de Corse s'est dotée de moyens humains, budgétaires et de dispositifs dédiés à la politique en faveur de la langue, ainsi que d'indicateurs d'évaluation visant à en permettre l'amélioration constante et l'efficacité.

Les principaux documents structurants dans lesquels s'inscrit cette action sont :

1) Le Contrat de Plan Etat-Région

La fin de l'application et le bilan du CPER 2015-2020

Quatre axes ont été définis dans le cadre du CPER 2015-2020 :

-le déploiement d'un grand plan de formation à destination des personnels

enseignants du premier degré ;

-le cofinancement du fonctionnement des centres de séjour et d'études corses ou centres d'immersion linguistique ;

-la production et la diffusion d'outils pédagogiques performants ;

-l'aide au développement des sites bilingues.

Dans le premier degré, à la rentrée scolaire 2020, près de 11 000 élèves du premier degré sont inscrits en filière bilingue ce qui représente 45 % des effectifs et une progression de 9 points par rapport au taux enregistré en 2016.

A la même date, l'Académie de Corse compte 156 écoles avec une filière bilingue, soit 60 % de l'ensemble des écoles de l'académie. Le nombre de classes bilingues, de 564 est en nette augmentation sur la même période, soit 45 % du nombre total de classes (36 % en 2016).

Dans le second degré, plus de 99 % des élèves de sixième suivent un enseignement en langue et culture corses (92 % en 2016) et 30 % d'entre eux sont inscrits en filières bilingues (plus 11 points par rapport à 2016).

Les ressources en personnel ont de même augmenté, plus de 300 professeurs ayant pu suivre le grand plan de formation en langue corse, ce qui a permis, d'une part, de développer l'enseignement de la langue corse sur le mode extensif et, d'autre part, d'habiliter 152 enseignants pour l'enseignement bilingue. A la rentrée 2020, 654 enseignants du premier degré étaient habilités à enseigner en langue corse, soit 36.5 % de l'effectif global.

Le bilan de la mise en œuvre des mesures du CPER 2015-2020 fait apparaître :

-en positif : une progression significative de la diffusion de l'enseignement de la langue et de la culture corses, que l'on considère le nombre d'élèves concernés ou le vivier des professeurs habilités ;

-en négatif : en dehors des chiffres fournis, peu de retours d'ordre qualitatif (pédagogique) de l'Education nationale sur les dispositifs mis en place (centres d'immersion, Grand Plan De Formation en Langue Corse) ; des procédures et un calendrier à revoir pour l'aide au développement des sites bilingues (ex : suppression de l'aide aux séjours linguistiques hors de Corse) ; un taux de consommation en-deçà du prévisionnel en ce qui concerne l'Education nationale qui intègre parfois des dépenses annexes pour masquer cette carence. Ainsi, pour le CPER 2015-2020, l'Education nationale affiche un taux de consommation de 60 % contre 90 % pour la Collectivité de Corse.

La Collectivité de Corse et l'Etat ont validé, sur le principe, poursuivre et d'amplifier cette politique à la faveur du CPER 2021-2027.

La Collectivité de Corse plaide, dans le cadre des négociations en cours, en faveur d'un renforcement des moyens budgétaires et humains (notamment doublement des crédits), d'une plus grande transparence de la part de l'Etat sur les moyens consacrés et les différentes statistiques, et d'une montée en puissance de l'évaluation.

La finalisation du CPER 2022-2027 :

La contractualisation proposée par la Collectivité de Corse dans le cadre du prochain CPER s'élève à 30,8 M€, au lieu de 17,1 M€ pour le CPER précédent avec un engagement de 19,7 M€ pour la Collectivité de Corse.

Ce doublement des crédits dédiés à la langue dans le cadre de ce programme contractualisé financera notamment le soutien à l'équipement des filières bilingues, la production de ressources pédagogiques, la diversification de l'offre immersive, et le plan de formation des enseignants du premier et du second degré. Ce nouveau CPER a également comme ambition d'intégrer un volet sociétal en déclinant certaines des mesures présentées à destination du grand public, telles que la production de ressources pédagogiques et la formation par immersion.

Les principales mesures concernées sont :

- L'enseignement :

L'objectif sera de poursuivre une stratégie volontariste en faveur d'une généralisation de l'offre d'enseignement bilingue dans le double but de transmission de la langue corse et du développement des capacités intellectuelles, linguistiques et culturelles des élèves. L'enseignement bilingue devra aussi inciter les élèves à l'apprentissage d'autres langues, en particulier du latin et des langues romanes, et les ouvrir aux cultures méditerranéennes.

- La formation :

Dans le premier degré

Depuis sa mise en œuvre en 2016, le grand plan de formation a permis de former plus de 300 enseignants à l'enseignement en langue corse et de conduire 152 professeurs des écoles à l'habilitation. Dans le droit fil de la circulaire sur les langues et les cultures régionales du 14 décembre 2021 consacrant la notion de bilinguisme et abordant le principe de l'enseignement bilingue par immersion, principes naturellement repris dans la lettre cadre relative au dispositif académique de l'enseignement de la langue corse pour le premier et le second degré, le grand plan de formation est reconduit pour la période du présent CPER.

La généralisation de l'enseignement dit « extensif » de trois heures en filières standard, la possibilité de proposer à terme une filière bilingue dans toutes les écoles maternelles et élémentaires de l'académie et le développement de l'enseignement de type immersif en sont les objectifs principaux.

Compte tenu des dispositions de la nouvelle lettre-cadre de l'enseignement de la langue corse dans l'Académie, il est désormais possible, pour tous les enseignants du 1^{er} degré, d'avoir recours à l'enseignement de type immersif dans les filières bilingues. La maquette du grand plan de formation pour le premier degré comportera un temps de formation dédié à cette méthode d'enseignement.

Pour cela, le ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse maintient son effort d'allocation de moyen de remplacement à l'Académie de Corse à raison de 20 ETP par an pour assurer en lien avec l'INSPE l'offre de stages linguistiques et didactiques. La Collectivité de Corse continue pour sa part de soutenir financièrement l'organisation de ces stages.

Dans le second degré

L'habilitation en langue corse des enseignants des disciplines non linguistiques devra être encouragée par une formation linguistique et didactique adéquate. L'objectif sera de renforcer les filières existantes dans les collèges et d'assurer une continuité des apprentissages en lycée.

Cette formation a vocation à être dispensée sur site, au sein de l'établissement ou dans le cadre de groupements d'établissements sans exclure, en tant que de besoin, des regroupements en réseau. La formation est confiée au sein de l'établissement aux professeurs de langue et culture corses et aux professeurs habilités des disciplines non linguistiques.

L'immersion :

Les quatre centres de séjour et d'études corses (centres de Bastia, Loreto di Casinca, Savaghju et Bastelica) accueillent dans un cadre extrascolaire des groupes d'élèves et leurs enseignants. Ils proposent des activités favorisant une utilisation naturelle de la langue corse et offrent une immersion linguistique pouvant aller d'une journée à une semaine.

Dans le cadre du CPER 2015-2020, l'Académie de Corse et la Collectivité de Corse cofinancent le fonctionnement de ces séjours qui sont complémentaires de l'enseignement de la langue et de la culture corses.

Le prochain CPER devra permettre de soutenir également la création de deux nouveaux centres de séjour et d'études corses (un centre long séjour et un centre à la journée), dont l'un au moins en zone urbaine et destiné en priorité aux élèves scolarisés en milieu rural et de montagne.

- L'équipement linguistique :

La production d'outils pédagogiques en langue corse est une forme d'équipement linguistique. La Collectivité de Corse veut élargir ce champ d'action en soutenant d'autres acteurs tels que les éditeurs privés, qui en ont la capacité et produisent déjà des ressources linguistiques pour l'apprentissage de la langue corse. La Collectivité de Corse veut également élargir le public qui bénéficiera de cet équipement avec la production de ressources pour le grand public.

Cette production, ainsi que la diffusion d'outils pédagogiques performants a également été soutenue par l'Académie de Corse (CANOPE, Neuromediasoft pour Ecolia, ligue corse des échecs).

Si la production de ressources pédagogiques « classiques » pour l'apprentissage en/de la langue corse reste une préoccupation primordiale car indispensable aux enseignants et aux élèves, il convient également de faire un effort important pour soutenir des outils d'apprentissage modernes comme ceux permettant la formation à distance par exemple. Et il convient également de créer voire de transformer certaines ressources afin de s'adresser au grand public.

Il est également nécessaire d'aider à la création d'outils de normalisation

linguistique en sollicitant des experts, et prioritairement l'Université di Corsica par l'entremise du Cunsigliu di a Lingua.

Aussi est-il proposé dans le domaine de la production et la diffusion de ressources linguistiques, de soutenir la création de :

- Ressources pédagogiques pour l'enseignement du Corse (CANOPE et éditions diverses)
- Outils de normalisation linguistique : lexiques thématiques, professionnels, certification (travaux du Cunsigliu Linguisticu en lien avec l'Université di Corsica)
- Outils numériques de formation à distance ;
- Pour les sites bilingues :

Il s'agit d'apporter un soutien aux filières bilingues et immersives du 1^{er} et 2nd degré avec :

- Dotations de fonctionnement aux filières immersives et bilingues du 1^{er} et 2nd degré
- Appel à projets pédagogiques pour les filières immersives du 1^{er} degré
- Appel à projets pédagogiques pour filières bilingues 1^{er} et 2nd degré (cahier des charges pour convention)

2) **Le Plan « Lingua 2020 »**

Outil de planification, le plan « Lingua 2020 » s'articule autour de 3 axes principaux :

- Un état des lieux documenté, analysant les résultats de l'enquête sociolinguistique comprenant une évaluation du plan stratégique 2007-2013 et 2015-2020 et la construction de perspectives pour 2030 ;
- Les objectifs du plan Lingua 2021 déclinés en fiches-actions, domaine par domaine ;
- La ventilation des moyens financiers, notamment issus des programmes contractualisés.

Le Plan Lingua 2020, vise globalement la normalisation de la langue corse et l'atteinte du bilinguisme au travers de 5 objectifs présentés ci-après en substance :

- Permettre à chacun d'apprendre le corse, quel que soit son âge, sa situation professionnelle ou ses origines ;
- Offrir à chaque locuteur un maximum d'opportunités d'usage de la langue corse ;
- Créer les conditions de l'offre de services bilingues par les organismes publics et privés ;
- Veiller à la qualité de l'équipement de la langue ;
- Assurer le rayonnement de la Corse, en Corse et à l'extérieur.

A travers les cinq objectifs opérationnels précités, le document cadre de référence souhaite pouvoir créer une dynamique autour de la langue.

Soit la synthèse suivante :

Objectif	Composantes	Actions
1. La revitalisation de langue Corse	1.1. Donner un statut de coofficialité à la langue Corse	Action n°1 : Fonder la politique de revitalisation linguistique concernant le bilinguisme sur un dispositif égal en droit entre le Corse et le Français
	1.2. La transmission familiale de la langue	Action n°2 : Développer la transmission familiale de la langue Corse
	1.3. Une éducation bilingue pour la corsophonie	Action n°3 : Transmettre la langue pour une jeunesse bilingue
	1.4. La Corsophonie des adultes	Action n°4 : Donner à tous les droits et les moyens de se former en langue Corse et de parler Corse
	1.5. La culture	Action n°5 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse
	1.6. Les médias	Action n°6 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse
	1.7. Sport et loisirs	Action n°7 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les sports et loisirs
	1.8. Les services publics	Action n°8 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les services publics
	1.9. Les entreprises	Action n°9 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les entreprises
	1.10. La qualité de la langue Corse	Action n°10 : Soutenir l'étude de la langue corse et la production de ressources linguistiques
	1.11. Les technologies de langue	Action n°11: Soutenir l'élaboration de logiciels en langue corse et pour la langue Corse
	1.12. La sensibilisation, la motivation et le désir de la langue	Action n°12: Soutenir la construction de représentation positive de la langue Corse
	1.13. La promotion de la langue à l'extérieur	Action n°13: Faire de la langue corse le support de l'épanouissement culturel et économique de la Corse en Méditerranée et en Europe

Plusieurs événements de promotion de la langue sont dans ce cadre organisés par

la Collectivité : A Festa di a lingua, Linguimondi ou les Premii (Fazi, Libru), permettant d'élargir encore davantage l'action de la direction et d'assurer un maillage annuel, territorial et varié de la politique de promotion linguistique menée par la Collectivité de Corse.

Un soutien systématique à toutes les manifestations et initiatives en faveur de la langue est également assuré.

3) L'organisation interne :

Afin de permettre la réalisation des objectifs, la direction di a lingua corsa a modifié sa structuration et son organisation, pour ventiler l'ensemble des effectifs (à ce jour 14 agents) en trois services :

- Le service Formation, chargé des relations avec les services de l'Etat, notamment l'Education nationale,
- Le service de diffusion linguistique, chargé de coordonner les actions de diffusion de la langue corse dans tous les secteurs de la société,
- Le Cunsigliu linguisticu, chargé de l'organisation des événements de promotion de la langue corse et du volet expertise et observatoire de la langue.

En termes d'organisation administrative, la Direction est présente sur trois sites (Bastia, Aiacciu, Corti).

En termes de volumes financiers, l'évolution du budget de la Collectivité dédié à la langue corse ci-dessous est présentée depuis 2008 et décomposée en deux périodes. Jusqu'en 2012, année de création de la direction lingua corsa, ce budget est essentiellement consacré au volet éducatif (dotations et équipements sites bilingues, création ressources pédagogiques).

BP	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Totale CP (M€)	0,950	0,950	0,955	1,350	1,855	2,333	2,530
Totale AE/AP (M€)	1,030	1,030	1,030	1,870	3,066	3,383	3,450

Depuis 2016, le budget de la direction ne cesse d'augmenter pour dépasser le volume annuel de 3 millions d'€ en 2019.

Cette croissance se maintient sur les exercices suivants pour atteindre 3,5 M€ en 2021, soit une augmentation de 10 %.

Soit l'évolution suivante :

BP	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Totale (CP)- M€	2,831	3,061	2,400	3,240	3,391	3,535	3,100

D) Le rapport actuel des Corses à leur langue

Constituant des outils d'extraction et d'agrégation de données intéressantes, les contributions extérieures, notamment l'enquête sociolinguistique dont le rapport intégral figure en annexe, sont une aide à l'analyse et à la décision politique.

Ils permettent par ailleurs de confirmer globalement ce que nous observons et cherchons à mettre en pratique depuis plusieurs décennies :

- le nombre de locuteurs varie selon les tranches d'âge, les microrégions et les lieux d'usage.
- l'amélioration de la situation passe nécessairement par un effort polysectoriel : place de la langue dans le système éducatif ; accompagnement familial et associatif ; utilité de la langue dans la sphère économique et sociale ;
- la technique immersive demeure, comme le démontre le droit comparé, la plus efficace pour diffuser la langue et augmenter le nombre de locuteurs.

❖ L'enquête sociolinguistique commandée par la Collectivité de Corse :

Commandée par la Collectivité de Corse pour mesurer la vitalité de la langue sur le territoire corse, l'enquête vise à objectiver la place de la langue dans notre société.

L'enquête réalisée en 2021 a comporté deux phases : une première partie auprès d'un panel de personnalités qualifiées, interrogées afin de cibler les questions à poser à l'échantillon représentatif de la population (1500 personnes majeures issues de toutes les microrégions de l'île, à parité de sexe et d'âge variés).

Traités par des étudiants de l'Università di Corsica, les questionnaires ont été présentés en langue corse (version Pumonte et Cismonte) pour les répondants affirmant être capables de le parler, en français pour ceux ne s'en sentant pas la capacité.

L'objectif général de l'étude était de confirmer ou d'infirmer une quinzaine d'hypothèses de travail visant à définir la perception des compétences, de l'usage, des moyens d'apprentissage et de la représentation de la langue corse en Corse.

1- Principaux résultats

Ci-après sont présentés les résultats les plus significatifs issus de cette enquête. Le premier chiffre est éloquent : plus de 40% des personnes interrogées ont souhaité répondre en corse.

Maîtrise de la langue

- 30% se déclarent bilingue ;
- 13% affirment bien le parler et bien le comprendre ;
- 20% disent bien le comprendre et le parler un peu.

63% sont considérés comme « locuteurs au sens large » du corse, à cela s'ajoutent 20% de « locuteurs passifs », le comprenant mais ne le parlant pas. Cette proportion englobe les 3 profils suivants :

- Je suis bilingue ;
- Je comprends bien et je sais bien parler ;
- Je comprends bien et je sais un peu parler.

Cette proportion renverrait à un nombre total de locuteurs de plus de 18 ans compris entre **164 400** et **177 500**. Ce chiffre doit être pris avec précaution : il comptabilise des individus qui sont des « locuteurs réels » ou actifs et des individus qui sont des « locuteurs potentiels », qui ont une expérience et/ou une certaine connaissance de la langue mais ne la pratique pas.

Pour obtenir une estimation plus fiable de la proportion et du nombre de locuteurs, les consultants ont proposé de s'intéresser aux « locuteurs actifs » qui, indépendamment de leur niveau de maîtrise de la langue, vont saisir les occasions qui s'offrent à eux de l'utiliser au quotidien. A partir de cette définition, on peut estimer la proportion de locuteurs actifs à **39,1%** de la population adulte vivant en Corse. Cela correspondrait à un nombre total de locuteurs actifs adultes en Corse compris entre **99 000** et **112 000** environ. L'estimation centrale retenue est donc de **105 500** « locuteurs actifs ».

Une répartition disparate entre les territoires

- Pays Ajaccien 18% bilingues, 59% de locuteurs ;
- Centre Corse 50% bilingues, 75% de locuteurs ;
- Pays Bastiais 36% bilingues, 70% locuteurs ;
- Extrême Sud 25% bilingues, 35% locuteurs.

Un contraste important s'observe entre les zones rurales ou faiblement touristiques et les zones à fort développement de population.

L'usage au quotidien

- 2% ont déclaré parler uniquement corse au quotidien ;
- 34% déclarent utiliser le français et le corse au quotidien ;
- 20% disent utiliser le français et occasionnellement le corse.

Compétences écrites vs. Compétences orales

- 67% des +50ans contre 46% des -40ans estiment bien ou très bien comprendre une personne à l'oral ;
- 58% des +50ans contre 28% des -40ans pensent pouvoir tenir une conversation ;
- 13% des +50 ans contre 24% des -40ans affirment pouvoir écrire un texte.

Les compétences écrites sont faibles, mais plus présentes chez les plus jeunes, à l'inverse des compétences orales.

Apprentissage et transmission du corse

- 94% des parents souhaitent que leurs enfants parlent le corse ;
- 40% estiment que la transmission familiale se perd ;
- 55% des corsophones parlent corse et français à leur enfant, ¼ seulement le français ;
- 72% des répondants considèrent qu'on parle de moins en moins le corse à la maison.

L'apprentissage est perçu comme essentiellement familial et en recul bien qu'il bénéficie d'une image très positive.

L'école et les outils d'apprentissage du corse

- 34% des répondants ont eu un enseignement en langue corse (rappel 50% ont +50ans) ;
- 63% de ceux-ci estiment l'apprentissage satisfaisant ;
- 93% l'ont considéré très important pour eux ;
- 68% estiment que cet apprentissage est insuffisant à la maîtrise ;
- 66% estiment qu'il existe de plus en plus d'outils d'apprentissage ;
- 62% considèrent le corse plus mis en avant dans les médias.

L'école est jugée utile, voire indispensable, mais insuffisante et trop peu bilingue, alors que les outils extérieurs sont de plus en plus mis en avant.

La langue dans les usages

- 37% des locuteurs du corse utilisent essentiellement le français au quotidien ;
- 85% déclarent parler le corse en famille, 71% à la maison ;
- 40% des locuteurs -25 ans le parlent au quotidien contre 77% des + 50ans ;
- 60% de ceux qui ne parlent que le français sont des femmes ;
- 58% des hommes contre 42% de femmes parlent les 2 au quotidien.

Le corse est une langue de « groupes » parlée en famille, au village ou entre personnes se sachant locutrices ; elle est davantage parlée par les hommes et les personnes plus âgées.

La représentation du corse

- 52% des répondants (locuteurs ou non) ont un attachement très fort (10/10) à la langue corse, seuls 9% lui attribuent un attachement faible (inf. à 5/10) ;
- 88% estiment important de sauvegarder la langue corse ;

- 97% se déclarent fier de savoir le parler ;
- 99% des répondants estiment que la langue fait partie de l'identité corse ;
- 79% considèrent que c'est une langue comme les autres.

La langue est perçue comme essentielle et structurante de la société et sa sauvegarde est vue comme nécessaire, 71% des répondants considèrent que la coofficialité est nécessaire.

2- Interprétation

Il semble donc exister un consensus social autour de la langue corse, même si la pratique diminue. Il convient toutefois de tempérer la présomption d'homogénéité de la société. Si une majorité de la population se positionne en faveur de la langue, voire du bilinguisme, l'acception du terme peut varier selon les individus, tous n'y rattachant pas les mêmes effets ou implications.

Toutes les personnes interrogées considèrent que la langue est un marqueur fort de l'identité. La langue corse a perdu sa fonction communicative mais sa fonction identitaire s'est accrue. Elle est vectrice d'un sentiment d'appartenance, même si elle peut avoir un usage très limité (« *un mot, une expression, un tee-shirt suffiront* »), par-delà les frontières insulaires : ainsi, d'après l'un des acteurs interrogés, les continentaux arrivant sur le territoire seraient motivés pour apprendre le corse, le jugeant comme nécessaire.

Pour autant, malgré les progrès des divers supports existants et les soutiens manifestés, un usage massif du corse ne s'impose pas encore de manière naturelle au sein de la population. Un premier contact corsophone paraît constituer un préalable à l'utilisation de la langue.

La dimension psychologique de la crainte de mal s'exprimer peut constituer un blocage.

3- Conclusion

La proportion de locuteurs passifs présumée (environ 170 000) paraît surestimée. En revanche celle des locuteurs actifs (105 000) correspond aux estimations de la précédente enquête de 2012, mais ne reflète pas nécessairement les pratiques quotidiennes de la langue corse. En effet, une partie non négligeable des bilingues ne le pratiquent pas régulièrement.

L'enquête a permis de noter que la langue corse est perçue de manière très positive par la population. Elle est perçue comme étant en danger et les actions visant à la promouvoir sont jugées nécessaires. Les répondants estiment que le corse est insuffisamment parlé dans la société et que la langue est trop souvent cantonnée au registre du privé, du cercle familial ou amical ou du village. Sa place tend, selon eux, à décroître dans la société, notamment chez les plus jeunes et chez les femmes, mais les initiatives des médias et des structures extérieures afin de promouvoir la langue sont jugées utiles.

L'apprentissage à l'école jouit d'une image très favorable et son renforcement est estimé comme nécessaire, mais non suffisant, au développement de la langue. Ainsi, la formation d'enseignants en langue corse est une proposition largement formulée

par les répondants (90%).

La transmission intergénérationnelle, facteur important de la survie d'une langue, perçue comme essentielle est indispensable et jouit d'une volonté positive des parents (ou futurs parents) : 55% affirment parler corse et français à leurs enfants, 11% le corse uniquement. Ceux-ci affirment largement, lorsqu'ils sont locuteurs souhaiter transmettre le corse à leurs enfants, même si dans les faits ¼ des locuteurs n'utilisera que le français avec ses enfants.

Parmi les propositions formulées par les répondants, celles visant à l'amélioration de l'enseignement et de la formation arrivent en tête (contenu des enseignements, valorisation de l'apprentissage scolaire, bilinguisme scolaire). Concernant les adultes, la création et l'amélioration des dispositifs existants (cours, ateliers), la promotion dans les médias ou encore l'apprentissage à destination des étrangers sont régulièrement cités.

Etant donné la part importante du travail réalisé dans le domaine de l'enseignement, il paraîtrait intéressant de détailler certains résultats et les préciser, comme le niveau de langue.

➤ Concernant l'éducation :

- Premier degré :

- L'enseignement Bilingue (année scolaire 2020-21)

- L'enseignement bilingue concerne 44,6 % des élèves du 1^{er} degré répartis dans 156 écoles (61,7 %) ;

- Une progression de 9 points du nombre d'élèves en filière bilingue en 5 ans (+ 1 600 élèves) ;

- L'enseignement de la langue (année scolaire 2020-21)

100 % des élèves concernés par l'enseignement de la langue corse. Parmi eux, 55,2 % reçoivent un enseignement extensif. Le niveau attendu (juin 2019)

- 23,77 % des élèves de CM2 standard atteignent le niveau A2 et 45,61 % des élèves en filière bilingue atteignent le niveau B1.

- Les ressources humaines (période 2016-2021)

- 360 enseignants formés ;

- 128 enseignants certifiés ;

- 126 enseignants habilités.

- Second degré :

- L'enseignement Bilingue :

- 29 collèges proposent un enseignement bilingue ;

- 3 510 élèves suivaient un enseignement bilingue en 2020-2021 au collège, toutes classes confondues (soit environ 27 % des élèves) ; ;

- On rapporte un manque de coordination entre l'école élémentaire et le collège pour recruter d'autres élèves corsophones qui n'étaient pas en filière bilingue.

- L'enseignement de la langue :

- 8 595 élèves ont bénéficié d'un enseignement en Langue Vivante Régionale de complément au cours de l'année 2020-2021.

- Les ressources humaines :

- 303 personnels habilités en Langue et Cultures Corses en 2020 en collèges et lycées.

- L'enseignement Bilingue au lycée

- Le suivi des filières bilingues n'est assuré que dans certains lycées (3).

- Seulement 100 élèves suivaient une filière bilingue en seconde à la rentrée 2020 ;

- La même année, ils n'étaient plus que 10 à suivre un enseignement bilingue en 1^{ère} et 0 en terminale.

- L'enseignement de la langue : malgré la création d'un groupe de travail destiné à renforcer la présence de la langue corse au lycée, le pourcentage d'élèves qui étudie le corse demeure inférieur à celui observé au collège. Il s'agit d'à peine 20,4 % des élèves de seconde et 14,6 % en 1^{ère} ainsi qu'en terminale (filière bilingue et option confondues).

En 2021, 29 élèves de terminales avaient choisi le corse comme enseignement de spécialité.

- La formation en direction des adultes :

La collectivité met en place une formation pour adultes dans laquelle 500 stagiaires ont été formés et 180 sont certifiés.

- Concernant les vecteurs de communications :

- Médias :

La télévision :

- Un partenariat entre la Collectivité de Corse et quatre médias insulaires a permis de former des journalistes corsophones via des contrats de professionnalisation ;

- 23 % des programmes de France 3 Corse ViaStella sont en langue corse. Une formation continue est proposée aux journalistes.

La Radio :

- Une convention partenariale est signée avec RCFM pour diffuser la langue corse dans les programmes (plutôt des objectifs qualitatifs que quantitatifs).

La presse écrite :

- Une diffusion de la langue corse considérée comme marginale (symbolique) dans la presse écrite qui progresse difficilement malgré de nombreux partenariats avec des magazines locaux.

- Les outils au service de la langue :

- La charte de langue corse a été adoptée pour permettre l'utilisation de la langue dans les collectivités publiques, entreprises, administrations et associations. En 2021, 147 communes, 5 intercommunalités, 27 établissements publics, 8 médias, 28 entreprises, ainsi que 58 associations avaient signé la charte.
- Les Case di a lingua :

Les Case di a lingua se définissent comme un pacte entre les acteurs qui souhaitent s'engager au service de la langue et la Collectivité de Corse, pour sauver, transmettre, partager et donner accès à la langue corse.

L'objectif est de définir au sein d'un territoire, un programme d'activités en lien avec la langue corse en fédérant des acteurs divers.

Cette enquête laisse clairement apparaître qu'il existe une large fraction de la population adulte en Corse, 24% environ, qui se déclare en capacité de parler la langue corse mais ne le fait pas nécessairement quand l'occasion se présente.

Les locuteurs réels, qui parlent le corse quand ils le peuvent, représentent environ 40 % environ de la population adulte résidente.

❖ **L'étude du réseau Network to Promote Language Diversity (2022) :**

Le réseau Network to Promote Language Diversity (NPLD) vient de présenter une étude comparative des modèles « d'éducation dans la langue », qui met en évidence l'utilité de l'immersion, en s'appuyant sur quatre exemples : le Pays Basque, le Pays de Galles, la Bretagne et l'Irlande. Le verdict est sans appel : l'enseignement par immersion totale est le seul espoir d'avenir pour les langues menacées de disparition, telles que répertoriées par l'UNESCO, et dont fait partie la langue corse.

L'étude compare ainsi les résultats obtenus par les enfants selon les modalités de leur scolarisation et la répartition de leur exposition durant le temps scolaire, en classe et hors la classe, entre la langue menacée et la langue officielle dominante.

Ainsi en est-il entre basque et espagnol, gallois et anglais, breton et français et gaélique et anglais.

Au Pays Basque (Euskadi)

Les Basques sont répartis sur sept provinces historiques : Labourd, Basse Navarre et Soule dans l'Etat français, la Navarre, et les trois provinces de la Communauté Autonome Basque, la Gipuzkoa, la Biscaye et l'Alava. Dans la Communauté Autonome Basque, il y a plus de deux millions d'habitants, dont un tiers environ sont bascophones (631 000) auxquels s'ajoutent 356 000 locuteurs passifs selon l'étude sociolinguistique réalisée en 2016.

Le système éducatif actuel est en vigueur depuis 1982, date de l'autonomie obtenue après la chute du franquisme. La loi sur la normalisation de l'usage de l'euskara énonce le droit pour tous d'être scolarisés aussi bien en basque qu'en castillan, et

fixe comme objectif « une compétence pratique suffisante dans les deux langues officielles à la fin de l'éducation obligatoire ».

Pour cela il est proposé aux parents trois possibilités :

- Cursus A dont la langue d'instruction et de la vie scolaire est le castillan, et où le basque est seconde langue obligatoire ;
- Cursus B, où le bilinguisme est général ;
- Cursus D dont la langue d'instruction et de la vie scolaire est le basque, et où le castillan est seconde langue obligatoire.

Le cursus faisant la part belle au basque a été largement plébiscité par les parents.

Dans l'école primaire, au départ, en 1985, le cursus B-espagnol était majoritaire (70 % des enfants), le cursus D-basque loin derrière (20 %) et le reste pour le cursus B-bilingue (10 %). Au tournant de l'an 2000, après 15 ans, les proportions étaient inverses : le cursus D-basque accueillait 52 % des élèves, le cursus B-bilingue 30 % et le cursus A-espagnol 18 %. Vingt ans plus tard, en 2019, les écarts se sont encore creusés : cursus D-basque 77 %, cursus B-bilingue 18 % et le cursus A-espagnol moins de 5 %.

Dans le secondaire la tendance est la même : cursus A-espagnol 73 % des enfants en 1985, 6 % en 2019 ; cursus B-bilingue 7,5 % en 1985, 22 % en 2019 : cursus D-basque : 15 % en 1985, 72 % en 2019.

Entre les trois cursus les résultats obtenus concernant la maîtrise de la langue basque sont incomparables :

- En cursus D-basque, le pourcentage des enfants maîtrisant le basque en fin de scolarité varie de 56,4 % dans l'enseignement public à 67,5 % dans l'enseignement privé.
- En cursus B-bilingue, le pourcentage des enfants maîtrisant le basque à l'issue de la scolarité est de 22,3 % dans le public et 42,2 % dans le privé.
- En cursus A-espagnol, les pourcentages s'effondrent à 1,8 % dans le public, et 12,4 % dans le privé.

Au total, sur les trois cursus confondus, 54,4 % des enfants basques sortent du système scolaire en maîtrisant la langue basque alors que seulement 19,2 % venaient d'un milieu familial où le basque est pratiqué.

Ce bon résultat est entièrement dû au développement de l'enseignement par immersion, tant dans le privé que dans le public.

Parallèlement la maîtrise du castillan par les jeunes basques est excellente pour 86,8 % d'entre eux, soit un résultat supérieur à celui de l'Espagne entière qui est de 77,3 %. Pour le français, les études montrent un taux de bonne connaissance du français, à la fin de la scolarité primaire, de 79,3 %, sur la base de six critères : sens des mots, syntaxe, maîtrise des phrases, compréhension des textes, capacité à la lecture, à l'écrit comme à l'oral.

Au Pays de Galles (Cymru)

Le Pays de Galles compte 562 000 locuteurs du gallois pour une population

d'environ trois millions d'habitants. La planification linguistique décidée par le gouvernement autonome gallois fixe un objectif d'un million de locuteurs en 2050 (Cymraed 2050).

Le système éducatif gallois en vigueur date du « Welsh Language Act » de 1993 qui fixe une obligation d'égalité entre anglais et gallois et prévoit en conséquence de favoriser le gallois face à l'anglais largement dominant.

Comme au Pays Basque leur système éducatif propose un enseignement « welsh-medium » où le gallois est langue d'enseignement et langue de toute la scolarité ; un module english-medium où le gallois est enseigné comme seconde langue ; et un système intermédiaire bilingue, avec des graduations allant de 20 % à 70 % pour le gallois. En fait il s'agit d'un statut de transition par lequel le gallois prend progressivement plus de place dans une école, jusqu'à remplacer l'anglais en évoluant vers un site « welsh-medium » au bout de plusieurs années.

Sur 475 000 enfants scolarisés en primaire et secondaire dans l'ensemble du Pays de Galles, 350 000 sont dans des écoles classiques « english-medium », 80 000 (16,9 %) dans la filière immersive « welsh-medium » et 50 000 dans des sites bilingues intermédiaires. La proportion d'élèves « welsh-medium » dans le primaire est de 21 %, l'immersion se développant en commençant par les plus petites classes.

L'étude de ces modèles conclut ainsi : « L'éducation en immersion « welsh-medium » est la méthode principale qui assure que les enfants sont capables de développer leurs compétences en gallois, et de créer de nouveaux locuteurs en gallois » ; « les enfants qui ont suivi le cursus « gallois seconde langue » ne sont pas capables d'user de leurs compétences acquises en dehors de la salle de classe ».

Pour les enfants ayant suivi une scolarité « welsh-medium », l'évaluation faite à l'âge de 11 ans montre 80,3 % de locuteurs maîtrisant le gallois. Pour la maîtrise de l'anglais, 78 % réussissent les tests, contre 72,7 % des enfants issus d'une scolarité en anglais comme langue véhiculaire.

En Bretagne (Breizh)

L'UNESCO catégorise la langue bretonne parmi les « langues sévèrement menacées de disparition ». Il y avait 1,1 million de locuteurs bretons au début du 20^{ème} siècle, ils sont 210 000 en 2018, dont 80 % ont plus de 60 ans.

La langue bretonne est présente dans l'enseignement selon trois cursus : écoles associatives Diwan qui pratiquent l'enseignement par immersion ; dans les écoles publiques bilingues ; dans les écoles privées bilingues.

Le système Diwan scolarise 4 500 enfants environ, sur les 20 000 qui reçoivent un enseignement significatif du breton, les autres étant scolarisés dans les écoles bilingues publiques (2/3) et privées (1/3).

A l'issue du collège, en classe de 3^{ème}, les évaluations donnent une compétence linguistique B2 pour 65,4 % des élèves Diwan. Ce taux chute à 26,8 % dans le bilingue public, et 18,8 % dans le bilingue privé. Les taux de réussite au Brevet est de 99 % pour la filière Diwan, alors qu'elle est de 87,30 % nationalement.

En Irlande (Eire)

Le Gaélique en Irlande est évalué comme une langue « définitivement menacée de disparition », bien qu'elle soit langue co-officielle avec l'anglais, et bien qu'elle soit une des 24 langues officielles de l'Union Européenne.

40 % des Irlandais peuvent parler irlandais, et 4,2 % le font quotidiennement. Dans une partie du territoire bien délimitée, appelée Gaeltacht, où vivent environ 100 000 habitants sur les 5 millions d'Irlandais, les deux tiers connaissent et peuvent s'exprimer en gaélique.

Dans les écoles « English-medium », le gaélique est enseigné comme une seconde langue obligatoire. Les écoles « Irish-medium » sont bien moins nombreuses, et l'étude distingue celles qui sont implantées dans Gaeltacht, et celles qui sont dans le reste de l'Irlande.

La proportion d'enfants du primaire dans une école « irish-medium » est faible, 7,5 %. Il n'est que de 4,5 % dans le secondaire, dont 2,5 % en immersion totale.

Les résultats sont édifiants : dans les écoles « english-medium », seuls 2% des enfants parlent couramment le gaélique à leur entrée en sixième, dans les écoles immersives, cette proportion est de 56%, proportion qui monte à 75% quand ces écoles sont sur le territoire Gaeltacht.

La mise en perspective historique des mobilisations militantes, populaires et le rappel de l'action volontariste de la Collectivité de Corse depuis la création de l'Assemblée de Corse par le statut particulier de 1982, témoignent d'un fait : la volonté de sauvegarde et de développement de la langue corse constitue aujourd'hui un point de convergence politique majeur.

Les combats menés depuis plus d'un demi-siècle ont empêché que le pire, qui était programmé, n'advienne : la disparition de la langue corse a été évitée.

Mais ils n'ont pas permis d'atteindre les objectifs qui sont aujourd'hui l'objet d'un large consensus : garantir la reconnaissance statutaire de cette langue et en assurer le rayonnement, en lui permettant de redevenir une langue naturelle d'usage dans tous les actes de la vie publique et privée, dans la Corse et le monde du 21^{ème} siècle.

Ce sont ces objectifs que doit nous permettre d'atteindre la nouvelle politique linguistique de la Collectivité de Corse, qui a vocation à être adoptée au terme d'un processus d'élaboration dont le présent rapport d'orientation marque le point de départ.

Partie 2/ Pour une véritable politique linguistique de la Collectivité de Corse

Il existe une différence importante, qui va très au-delà de la simple sémantique, entre une politique en faveur de la langue et une politique linguistique.

Les politiques mises en œuvre « en faveur » des langues minoritaires regroupent des initiatives diverses, non contraignantes et en-dehors de l'espace public officiel.

A l'inverse, une politique linguistique nécessite qu'un statut officiel soit conféré à une langue, identifiée dans l'espace public et utilisable dans le cadre des actes officiels de la vie courante.

La langue corse est aujourd'hui dans une situation de diglossie (compétences différentes des locuteurs locaux selon qu'ils parlent français ou corse) et de minoration par rapport au français.

Les conditions juridiques, politiques et socio-économiques, ainsi que les évolutions démographiques du XX^{ème} siècle ont amené au recul de sa pratique.

La renaissance de l'idée nationale corse a conduit à une relative revalorisation de ses représentations et à la conquête de nouvelles sphères d'usage, notamment depuis le Riacquistu des années soixante-dix.

Une telle réalité exige donc une politique linguistique contribuant efficacement à l'équipement, à la normalisation, à la promotion et à la diffusion de la langue corse, tout en garantissant un respect scrupuleux des droits linguistiques de tous les citoyennes et citoyens.

La langue corse est reconnue comme l'élément le plus visible et le plus caractéristique de l'identité collective des Corses, en tant que communauté historique et culturelle originale.

Sa permanence nous constitue, sa disparition nous condamnerait en tant que peuple : « *persa a lingua, persu u populu* ».

La langue corse est donc bien évidemment un instrument de transmission de la culture et des valeurs de la société corse.

Et ce rôle apparaît encore plus indispensable à l'aune des enjeux et défis qui se posent avec une acuité sans précédent à la société insulaire.

La langue corse est, pour une société corse exposée au risque de fragmentation sociale et culturelle, un ciment plus que jamais nécessaire, susceptible de donner une portée effective au concept de communauté de destin : on naît corse, mais on peut être également corse parce qu'on a choisi, au-delà du lieu de naissance, de la couleur de peau, de la religion ou du choix de ne pas croire, de devenir corse, en s'affirmant partie prenante, notamment par la langue, du destin de ce peuple.

La langue corse est donc aussi un outil puissant de cohésion sociale et d'intégration (devenu encore plus indispensable dans une société qui reçoit plus de 5 000 néo-arrivants par an, dont la plupart n'ont aucun lien antérieur avec la Corse), ainsi que de communication, de création et un vecteur d'ouverture, indissociable d'un

projet politique et d'une citoyenneté voulus comme ouverts sur la Méditerranée, l'Europe, et le monde.

Malgré ses atouts et les initiatives déployées depuis près de quarante ans, malgré une unanimité des forces politiques sur le sujet, malgré une claire conscience des enjeux attachés à sa sauvegarde et à son rayonnement, la langue corse est aujourd'hui plus que jamais menacée de disparition.

Sa survie et son développement nécessitent l'obtention d'un statut de coofficialité.

La politique linguistique que compte proposer et mettre en œuvre le Conseil exécutif de Corse repose sur deux piliers indissociables :

- L'obtention d'un statut juridique de coofficialité pour la langue corse (la coofficialité *de jure*) : les scientifiques s'accordent à dire qu'un tel statut est la condition nécessaire, même si non suffisante, pour garantir la survie d'une langue en situation de diglossie ;
- La mise en œuvre d'une politique de coofficialité *de facto* qui doit conduire la langue corse à réinvestir l'ensemble des espaces de la vie publique et privée, sans attendre la coofficialité *de jure*.

Au travail de construction et d'obtention d'un statut juridique de coofficialité, qui impose une évolution de nature constitutionnelle, doit donc se superposer une action volontariste, déterminée en faveur de la langue, laquelle dépend en premier lieu de la volonté collective de la société corse.

A) La réaffirmation de l'objectif de coofficialité *de jure*

Sans un statut de coofficialité pour la langue corse, il ne saurait y avoir de véritable politique linguistique, ni surtout de politique linguistique véritablement efficace.

Clairement défini dans la délibération de 2013, le concept de coofficialité du français et du corse sur le territoire administré par la Collectivité de Corse est proposé comme le fondement d'une politique de préservation et de diffusion de la langue corse résolue et efficace.

Cette politique répond à quatre devoirs :

- un devoir de mémoire envers les générations qui ont façonné cette langue et nous l'ont transmise ;
- un devoir envers l'Humanité tout entière : maintenir la diversité linguistique est un enjeu majeur reconnu par l'UNESCO, car c'est préserver le génie créatif humain ;
- un devoir sociétal, car le bilinguisme favorise l'apprentissage, l'agilité intellectuelle, l'ouverture, l'intégration et la performance économique ;
- un devoir envers les citoyens, car le bilinguisme ouvre au plurilinguisme et favorise la réussite individuelle, scolaire et professionnelle.

La coofficialité signifie l'insertion de la langue corse au sein du système juridique, par la création de droits linguistiques territoriaux et d'obligations pour tous les pouvoirs

publics sur le territoire insulaire.

Seul un statut spécifique permettra de protéger, encourager et normaliser l'usage du corse dans tous les domaines et de garantir l'emploi officiel du français et du corse à parité sur le territoire de la Corse.

Dès lors les deux langues, le corse et le français, pourront être utilisées comme langues officielles sur le territoire administré par la Collectivité de Corse, être employés indistinctement et sans discrimination par les citoyens et citoyennes dans toutes leurs activités privées ou publiques.

Les actes juridiques seront dressés en l'une et/ou l'autre des deux langues officielles.

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et dans le cadre d'un statut de coofficialité, chacun aurait le droit de :

- a) connaître les deux langues officielles ;
- b) s'exprimer indifféremment et sans choix imposé dans ces deux langues officielles, oralement et par écrit, dans ses relations avec les pouvoirs publics et dans ses actes publics et privés ;
- c) être accueilli dans l'une et l'autre des deux langues officielles ;
- d) ne pas subir de discrimination en raison de la langue officielle qu'il utilise.

Enfin, chacun doit pouvoir s'adresser aux tribunaux pour qu'ils protègent judiciairement son droit à utiliser la langue de son choix dans les situations de la vie courante.

Il s'agirait d'un droit individuel reconnu au citoyen, non d'une contrainte faite aux tribunaux de rendre leurs actes en langue corse.

Il aurait pour corolaire l'obligation de l'enseignement du corse dans l'enseignement scolaire, qui deviendrait une « langue statutaire », selon la terminologie adoptée par les linguistes qui classent les langues de l'Europe en 3 groupes : « langues statutaires », « langues non (encore) statutaires », « langues disparues ». Dans leur livre intitulé *La formazione dell'Europa linguistica*, (BANFI 1993) les auteurs classent le corse dans le deuxième groupe, celui des langues non (encore) statutaires. Le statut actuel du corse serait donc intermédiaire, à mi-chemin entre langues statutaires et langues disparues.

L'octroi d'un statut juridique de la langue, telle la coofficialité, est donc un impératif pour la construction d'une politique linguistique dans les faits.

B) La mise en œuvre de la coofficialité *de facto*

Pour engager une nouvelle dynamique sans attendre la coofficialité juridique, la Collectivité de Corse doit poursuivre sa politique de sauvegarde et d'expansion de la langue corse, en mobilisant les vecteurs identifiés comme nécessaires pour la diffusion d'une langue, prise en ses dimensions polynomiques, richesse de la langue corse.

L'amplification de cette coofficialité de facto répond à plusieurs exigences cumulatives :

- Assurer le renforcement de la place de la langue corse sans attendre l'aboutissement du combat politique mené pour la coofficialité de jure ;
- Démontrer que la société corse tout entière se mobilise sur un enjeu érigé en priorité politique et sociétale ;
- Susciter des synergies et des effets démultiplicateurs en créant un « choc de progression linguistique » : augmenter de façon rapide le nombre d'espaces où la langue se parle de façon naturelle, ainsi que le nombre de locuteurs, en donnant les moyens à ces derniers ou à de nouveaux locuteurs de devenir immédiatement des transmetteurs ;

Dans cette perspective, le Conseil exécutif de Corse propose d'organiser, dans la nouvelle politique linguistique de la Collectivité de Corse, un renforcement massif de l'aide aux projets et actions basés sur l'immersion linguistique.

Les propositions présentées ci-dessous ont vocation à servir de pistes d'actions possibles dans le cadre du cycle de travaux ouvert par le rapport d'orientation.

1° Renforcer la place de la langue corse dans le système éducatif

Evoquée à travers l'étude du droit comparé, l'efficacité du système immersif conduit à privilégier celui-ci pour poursuivre les objectifs de bilinguisme et d'augmentation du nombre de locuteurs que la Collectivité s'assigne.

Par délibération n° 22/088 AC en date du 30 juin 2022, l'Assemblée de Corse a adopté un rapport stratégique en matière de promotion de l'immersion comme un outil au service de l'apprentissage de la langue corse.

Le système de l'immersion peut prendre plusieurs formes, notamment pour le volet éducatif.

Le Conseil exécutif de Corse propose de mener de pair la généralisation de l'immersion dans le système public, système public dont le renforcement et la qualité sont des priorités absolues, et le soutien déterminé à l'immersif associatif, dont les résultats et le caractère stimulant sur le système éducatif public sont démontrés par les expériences menées dans les territoires qui ont développé une expérience dans ce domaine.

- Le système éducatif public (primaire, secondaire et universitaire) :

Plusieurs expérimentations sont actuellement conduites par six écoles maternelles publiques de l'Académie (U Viscuvatu, A Ghisunaccia ; Ponte Novu ; Bucugnà ; Aiacciu- S. Veil ; A Munacia d'Auddè), initiées il y a 3 ans et concernant 312 élèves à la rentrée scolaire 2021/2022.

Ce système est ouvert par appel à candidatures de projets d'enseignement immersif dans les écoles maternelles bilingues, lancé par le Rectorat sur l'Académie.

La langue corse y est à la fois langue enseignée et langue principale d'enseignement

dans la majorité des matières, au sein d'un environnement scolaire adapté.

Cette mesure figure dans la convention Etat-Collectivité de Corse relative au plan de développement de l'enseignement de la langue corse 2016-2021.

La lettre-cadre de l'enseignement de la langue corse dans l'Académie pour l'année 2021/2022, datée du mois de mars, en matière d'enseignement du corse par immersion cite la circulaire du 14 décembre 2021 prévoyant et précisant les nouvelles perspectives pour l'enseignement en mode immersif.

Il ne serait plus exclusivement réservé à la maternelle et pourrait s'étendre jusqu'au CM2, mais resterait à l'initiative pédagogique de l'enseignant et à la discrétion des familles.

Des formules intermédiaires pourraient être envisagées, afin de rendre le contact avec la langue corse plus immédiat que dans le seul cadre de l'immersion totale (à 50% dans le primaire, par exemple).

Le règlement des aides actuel ne prévoyant pas de dotation spécifique pour les sites immersifs, de nouvelles aides sont envisagées pour être mises en place à l'occasion d'une prochaine modification.

Il est à noter que la réflexion devra se porter avec une acuité particulière sur la transition entre CM2 et passage en collège, période dans laquelle l'évaporation des élèves en immersif est la plus marquée.

Une attention toute particulière devra également être portée à la continuité inter-cycles, la perte d'effectifs dans l'enseignement bilingue étant massive entre le troisième et le quatrième cycle (passage sixième-cinquième) et entre le quatrième et le cinquième cycle (troisième-seconde).

Il conviendra également de mettre en place des dispositifs d'évaluation de ces nouvelles structures, mettant en perspective le nombre d'élèves accueillis, les moyens alloués, les orientations en classes bilingues en poursuite de scolarité, le niveau de langue en fin de cycle.

Enfin, il conviendra d'imaginer la suite des expérimentations par nature temporaires mais indispensables à la diffusion de la langue, notamment en déclinant le plan de formation langue corse dans le premier degré, en incluant des professeurs des écoles bilingues.

Il conviendra d'ajouter des périodes de formation en immersion et d'y allouer les moyens spécifiques.

Ces orientations méritent d'être travaillées et ont vocation à intégrer la nouvelle maquette du CPER.

En tout état de cause, l'enseignement public par immersion devra bénéficier d'un cadre juridique stable, de nature à en permettre le développement.

Par ailleurs, le système éducatif public hors immersion a vocation à être irrigué par la pratique de la langue, dans le cadre du champ de compétences de la Collectivité et

notamment la formation, l'accompagnement, l'évaluation et la valorisation des personnels en contact direct avec les publics scolaires ou jeunes :

- Agents de la Collectivité intervenant dans les établissements publics locaux d'enseignements, notamment dans les cantines et fonctionnaires territoriaux issus d'autres collectivités, amenés à intervenir au contact des élèves, en établissements scolaires pu en centres de loisirs ;
- Agents des crèches ;
- Personnels ATSEM ;
- Moniteurs de centres aérés.

En ce qui concerne le système universitaire, dans le cadre de la convention tripartite 2019-2020, l'Université de Corse apporte des réponses scientifiques par transfert de ses recherches en faveur du bilinguisme et du plurilinguisme comme vecteur de développement économique et d'ouverture vers le monde.

Dans le cadre de la prochaine contractualisation, la Collectivité et l'Université de Corse s'attacheront à poursuivre cette dynamique autour d'actions ciblées contribuant à soutenir ce vecteur identitaire fort.

Une convention bilatérale Université de Corse/Collectivité de Corse portant sur les orientations stratégiques en matière de langue et culture corses est également en cours de finalisation.

La mise en œuvre du Grand Plan de Formations en langue corse (GPFLC) sera un des axes forts d'actions dans ce domaine, additionné à une politique vertueuse de certifications et de formation des personnels.

Il s'agit d'identifier des besoins qui vont dans le sens du développement global de la langue corse dans la société par la mise en œuvre d'un bi-plurilinguisme respectueux de l'identité des Corses et ouvert sur l'Europe et la Méditerranée.

L'action de l'Université vise à contribuer à l'élaboration d'une langue corse commune à l'usage des professionnels. Parmi les choix possibles en conformité avec le plan Lingua 2020 de la Collectivité de Corse, il apparaît opportun d'orienter l'action sur un triptyque favorisant l'émergence d'une langue corse polynomique, pratique et commune et la mise en place d'outils structurants a priori utiles à l'ensemble des acteurs de terrain :

- Une politique d'acquisition de fonds bibliothèque et archives numérisées (à des fins de recherche et de préparation de concours et examens) ;
- Une labellisation et une certification harmonisées pour l'ensemble de la société corse (CLE, habilitation académique, Université) ;
- Mise en ligne d'un cadre de référence commun et polynomique de la langue corse (Certification, lexique et grammaire).

S'y ajoute un projet interne à l'Université, qui favorise l'immersion linguistique des scolaires en milieu urbain : un espace d'immersion linguistique dédié à la culture corse au sein du centre de transfert didactique (projet « École normale » d'Aiacciu).

Seule filière de l'enseignement supérieur en mesure de délivrer des formations en langue corse, la filière Studii corsi pourrait être élargie et renforcée.

La concertation incontournable avec l'Université pourrait permettre de réfléchir à l'attractivité de la filière, qui s'adresse essentiellement aux étudiants se destinant à l'enseignement et à son éventuel élargissement.

L'obtention d'un diplôme ou d'une certification spécifique en langue corse pourrait notamment permettre de valoriser la compétence du point de vue économique et professionnel.

- L'enseignement immersif dans le secteur associatif :

Des structures associatives portent également des projets de filières d'enseignement immersif en langue corse. C'est notamment le cas de l'association Scola Corsa depuis septembre 2021.

Scola Corsa est une association loi 1901 qui projette de créer un réseau d'enseignement immersif en Corse, sur un modèle analogue à ceux existant au Pays basque français ou en Bretagne.

L'association est membre du réseau Eskolim, créée en 2009 regroupant des écoles associatives d'enseignement immersif et regroupant aujourd'hui les six réseaux d'établissements scolaires associatifs par immersion en langue régionale : Seaska (pour le basque), Bressola (le catalan), Diwan (le breton), Calendreta, (l'occitan), ABCM ZweiSprachigkeit (pour l'alsacien et l'allemand standard) et Scola Corsa (pour le corse).

Dans ces écoles, les élèves, dès la maternelle, sont placés dans un environnement exclusivement en langue corse à tout moment de la vie scolaire (cours, loisirs, jeux, cantine, garderie, animations, sorties scolaires...). L'enfant est, à tout moment, en mesure d'entendre ou de pratiquer la langue. Le choix de l'immersion totale offre ainsi les conditions d'un bilinguisme véritable dès l'école maternelle, pour donner à chaque enfant l'opportunité de bâtir de bonnes constructions cognitives.

Au vu des éléments de droit comparé précédemment cités, il paraît légitime et indispensable de soutenir ces initiatives.

Ainsi, afin d'amorcer cet ambitieux projet, pour l'année scolaire 2021/2022, la fédération Scola Corsa a accompagné deux municipalités volontaires, à savoir Bastia et Biguglia, pour mettre en place les premières expérimentations : mise à disposition de personnel, information aux familles, coordination avec les autorités et les différentes collectivités partenaires.

Pour la première année, le nombre d'inscriptions était limité à 18 enfants et l'enseignement est cantonné à deux niveaux : les petites et moyennes sections.

A la rentrée 2022, Scola Corsa a inauguré une nouvelle école sur la commune de Sarrula à Carcupinu, portant ainsi le nombre de sites immersifs Scola Corsa à 3 avec Bastia et Biguglia, avec 5 classes de maternelle : 3 petite et moyenne section et 2 classes de moyenne et grande section, pour un total approchant 70 élèves.

Il est utile de préciser que la Collectivité de Corse a également accompagné la commune de Sarrula pour l'aménagement des locaux qui accueilleront l'école

immersive, à travers une subvention d'un montant de 150 095 € dans le cadre du dispositif « dotation école » prévu par le règlement d'aide aux communes. Ce soutien concerne les travaux d'aménagement d'une salle de classe, de restauration, d'une cour de récréation et d'une garderie.

De l'accueil à la cantine en passant par la garderie et les activités périscolaires, dans ces écoles maternelles, gratuites et laïques, la scolarité s'effectue intégralement en langue corse.

Les parents sont uniquement sollicités pour adhérer à l'association, éventuellement à apporter un soutien libre pour aider au fonctionnement de l'association qui fédère l'ensemble des écoles.

La question du soutien financier de l'État, à travers une convention pour la prise en charge des enseignants au terme d'une certaine période, est un objectif central pour l'association.

C'est le sens de la délibération n° 21/183 AC de l'Assemblée de Corse du 28 octobre 2021, qui demande au gouvernement d'adapter l'article L. 442-33 du Code de l'Éducation, compte tenu des compétences spécifiques de la Collectivité de Corse en matière d'enseignement de la langue corse et du soutien apporté par la présente délibération à la mise en place de cette offre nouvelle d'enseignement, en vue de permettre une réduction à 1 an, du délai de contractualisation entre l'Éducation nationale et l'association Scola Corsa, pour la prise en charge des salaires des enseignants.

La Collectivité de Corse a vocation à accompagner pleinement ces structures, mais également, si nécessaire, les communes volontaires pour accueillir des classes, dans le cadre des règlements d'aides en vigueur.

Dans le domaine de l'immersion à destination du public scolaire, la Collectivité de Corse doit également poursuivre ses travaux de mobilisation des structures idoines.

Parmi ses priorités au sein du volet langue corse, les centres d'immersion linguistique, évoqués dans le cadre du CPER, constituent un dispositif d'appui important de la mise en œuvre de la politique de la Collectivité de Corse en matière d'enseignement de la langue corse.

Actuellement, les centres d'immersion du Cismonte (Savaghju, Loretu di Casinca, Bastia) sont gérés par une convention tripartite entre la Collectivité de Corse, l'Éducation nationale et l'Association PEP2B, alors que la gestion du centre d'immersion de Bastelica est assurée par un marché à bons de commande de la Collectivité de Corse, qui permet d'assurer une gratuité.

On distingue les centres d'accueil à la journée et les centres dits de longs séjours, proposant une pension complète aux scolaires et leurs accompagnants.

L'objectif de la Collectivité est évidemment de favoriser la création de nouveaux centres, mais également de renforcer le maillage territorial.

S'agissant de la création d'un centre long séjour, la communauté de Costa verde et la commune de Valle d'Alisgiani a proposé à la Collectivité de Corse en 2019, un

projet de centre d'immersion linguistique sur le modèle des centres longs-séjours de Savaghju et Bastelica, avec la mise à disposition des locaux de l'ancienne école et de bâtiments de la commune de Valle d'Alesgiani. Ce centre permettrait d'avoir une offre sur la plaine orientale susceptible de rayonner y compris dans l'extrême sud de la Corse.

La demande de création d'un nouveau centre d'immersion à la journée doit également être une priorité. Le choix de la ville d'Aiacciu pour accueillir ce centre est soutenu par la Collectivité de Corse et l'Académie de Corse.

Un appel à projets « Lingua Corsa è Natura » est également envisagé avec le Parc Naturel Régional de Corse (PNRC), qui dispose d'animateurs corsophones en mesure d'animer des ateliers en immersion linguistique ainsi que des structures d'accueil dédiées aux thématiques environnementales : a Casa di a Natura à Vizzavona, a Casa Marina de Galeria, a Casa di u Mele de Murzu, a Casa Paoletti de Nucariu.

D'autres initiatives existent et ont vocation à se développer, à l'instar des Ateliers de Pratiques Artistiques en langue corse dans le premier degré. Il s'agit de développer les pratiques artistiques chez les élèves de classes bilingues tout en faisant de l'immersion en langue corse un outil de perfectionnement de la pratique linguistique.

Ce dispositif connaît un succès certain : en 2022, il concerne 300 classes pour plus de 5 500 élèves bénéficiant de 3 500 heures d'exposition à la langue corse en immersion, avec un accompagnement financier de la Collectivité.

Il est envisagé d'étendre le dispositif à d'autres secteurs (thématiques scientifiques et de pleine nature) et de poursuivre la démarche dans le second degré.

La déclinaison de dispositifs doit être encore enrichie et développée, en parallèle d'une construction ambitieuse d'immersion en écoles publiques à garantir avec l'Académie, aux côtés desquelles les écoles immersives associatives conserveront toute leur place.

2° Réinscrire la langue corse comme langue naturelle dans l'espace social

• La langue corse dans les institutions

Les différentes institutions sont appelées à développer une politique d'exemplarité en matière de pratique linguistique, toutes administrations confondues : Collectivité de Corse, agences, offices et organismes satellites, communes/ intercommunalités, institutions consulaires, centres de formation (CNFPT, AFPA, CFA, etc...).

Le rôle des élus de l'Assemblée de Corse paraît aussi symbolique que fondamental : un cadrage permettant de mieux mesurer l'utilisation du Corse (estimée à environ 3 % des débats de l'Assemblée dans l'enquête sociolinguistique) serait utile.

Les élus détiennent, à travers la légitimité confiée par le suffrage universel et la visibilité de leur action, une capacité forte à renforcer la place de la langue corse dans l'institution.

Des objectifs pourraient ainsi être définis en commun en termes d'utilisation de la

langue dans l'expression publique des élus, en particulier lors des sessions plénières de l'Assemblée de Corse, mais aussi en termes de formation à l'utilisation systématique de la langue pour les non-locuteurs.

Les élus locuteurs pourraient également participer à cette démarche de formation et ainsi transmettre leurs savoirs.

Enfin, la faisabilité de la mise en place d'un système de traduction simultanée dans l'hémicycle devra être étudiée, à l'instar de ce qui est fait dans d'autres territoires, comme en Bretagne où le Conseil régional a lancé en avril 2022 l'expérimentation d'un dispositif qui assure la traduction simultanée des propos tenus en breton ou en gallo.

Le caractère systématique de l'emploi des deux langues devra également être généralisé dans les communications externes.

En interne, la formation des personnels représentera un enjeu majeur. Des modules de formation spécifiques pourraient être conçus avec les centres de formation et le CNFPT.

Les agences, offices et satellites de la Collectivité de Corse seront également invités à s'engager dans la mise en œuvre au sein des établissements, de la politique linguistique voulue par la Collectivité de Corse.

Certaines actions efficaces en la matière ont déjà été mises en place et pourraient faire l'objet d'un recensement, d'une évaluation pour envisager une généralisation, après débat à l'Assemblée de Corse.

Il pourra s'agir de généraliser la signature de la Charte en faveur de la langue Corse avec une dimension opérationnelle renforcée, de mutualiser les moyens pour organiser la formation des agents à la pratique de la langue ou de toute autre initiative permettant son rayonnement.

Ce volet « politique linguistique » aurait vocation à être intégré dans les contrats d'objectifs et de performance conclus entre la Collectivité de Corse et ses Agences, Offices, et « organismes satellites ».

- **Médias et numérique :**
 - Plan media lingua corsa

Le plan media voté en 2017 commence à porter ses premiers résultats et permet d'afficher un partenariat renforcé avec les médias insulaires au travers de conventions pour un montant annuel global de 500 k€ des projets audiovisuels (émissions pour enfants, films, doublage, sous-titrage etc.) et numériques (applications en langue corse pour smartphone, supports multimédias, etc) pour un montant approximatif de 300 k€.

Ce soutien au volet sociétal est allé en augmentant depuis 2015.

A titre d'exemple, l'action de l'association Fiura Mossa permet de mesurer l'efficacité de ce type de dispositifs.

Il convient d'encourager le développement de contenus différenciés, adaptés aux tranches d'âges et aux moyens de communications des différents publics.

Après cinq années de mise en place, le plan média permet aux acteurs insulaires (CNI, RCFM, Radio Frequenza Nostra, Via Stella, Alta Frequenza, Telepaese, Paroles de Corse, etc) de proposer plus de langue corse dans leur diffusion. Une autre action notable est la mise en place d'un Diplôme Universitaire « journalisme et corsophonie » par conventionnement entre l'Università di Corsica et l'ESJ de Lille. Trois sessions de diplôme universitaire ont permis à une vingtaine de journalistes d'être formés afin de pouvoir exercer leur métier en langue corse (RCFM ; ViaStella ; Alta ; CNI ; Telepaese ; Corse-Matin).

Un travail pourrait voir le jour visant à élaborer une banque de données, en organisant la collecte de la donnée, sa numérisation, son archivage, en utilisant les compétences de la Collectivité et au-delà, en collaboration avec les acteurs.

- Applications, nouveaux moyens de communications

Il paraît utile de poursuivre et d'augmenter le soutien aux initiatives permettant la diffusion de la langue, à l'instar de l'application pour smartphones Dì, en cours d'élaboration et co-portée par la Ville de Bastia et la Collectivité de Corse, qui doit pouvoir devenir un équipement décisif à valeur de dictionnaire officiel une fois validé par le Cunsigliu di a Lingua. Elle comportera la base de données du Dictionnaire U Muntese dont les 80 000 entrées sont proposées sous formes écrite et orale, près de 300 000 entrées réparties en lexiques de néologismes pour l'essentiel permettant d'adapter la langue corse aux besoins langagiers modernes, mais aussi un conjugueur développé par le réseau Canopé.

La base de données du dictionnaire du Muntese fait figure de référence, un dictionnaire analogique permettant de nous approcher au maximum d'un traducteur automatique pour l'heure inopérant via les moteurs de type Google Translate car ne pouvant nourrir suffisamment les algorithmes de recherche et traduction, la cartographie complète de la Corse avec la toponymie originelle, les routes de découverte du dispositif Osteria Spartuta et donc le réseau des commerçants, artisans et personnes ressources, guides et accompagnateurs, détenteurs de mémoire et de savoirs disséminés dans l'île. L'application est développée pour pouvoir obtenir des correspondances entre le corse et huit langues majeures.

Des campagnes de communication pourraient enfin être organisées, après analyse des publics cibles, afin de promouvoir l'utilisation de la langue dans la société.

- **Renforcer le soutien aux acteurs et aux territoires**

Il s'agira ici de favoriser l'irrigation de la société par l'éclosion du plus grand nombre possible de projets portés par les acteurs, en tenant compte de la diversité des territoires et de la nécessité de territorialiser l'action en faveur de la langue, notamment grâce au maillage du territoire par les Case di a Lingua.

A travers la technique de l'appel à projets, il s'agira d'accompagner tout acteur ou regroupement d'acteurs (associations, individus, organismes) ayant pour objectif la mise en œuvre ou la mutualisation de moyens afin d'assurer un programme d'événements, d'activités à visée pédagogique (ateliers d'apprentissage de et en

langue corse) en immersion linguistique.

Les Case di a Lingua, par la multitude et la diversité des compétences des formateurs (dans les domaines de la langue mais aussi de la musique, des arts, du graphisme, de la photographie ou encore du maquettage, des arts du verbe et des pratiques sportives...) permet le soutien à la dynamique entrepreneuriale par la création de plateformes d'échanges.

Au nombre de dix aujourd'hui (Bastia, Aiacciu, Sartè, Migliacciaru, Moriani, Cervioni, Lisula, Corti, Lecci, Siscu), elles doivent garantir l'accès à la langue corse à travers des modules de formations regroupés dans des départements de formation, eux-mêmes gérés par un coordonnateur par Casa.

De nombreux projets pourraient voir le jour dans ce cadre, notamment :

. Un Cunservatoriu Pupulare : à travers ce projet de conservatoire populaire, nous pouvons envisager la concrétisation d'Ecoles de Chant, Danse et de pratiques Instrumentales où des formateurs reconnus peuvent transmettre sur le modèle traditionnel Corse de l'écoute/reproduction les pratiques traditionnelles et modernes de la création musicale nustrale mais également assurer la formation à d'autres types de genres musicaux.

. L'Accademia d'Arte Creative : regroupant les modules de formation à la photographie, au dessin et à la peinture, mais également aux arts du verbe tels que le théâtre ou la littérature. Il doit permettre la formation mais également l'accompagnement à la professionnalisation du grand public ou de personnes du métier.

. Ciucciaghja : capable de garantir aux enfants de 3 à 12 ans une gamme d'activités en langue corse extrascolaires et compléter ainsi les enseignements publics et associatifs scolaires.

. Un Institut de Formation Professionnelle : devant permettre l'acquisition par les professionnels de différents secteurs (commerce, communication publique, santé, sport, enseignement, journalisme et animation...) des champs lexicaux et bagages linguistiques dédiés.

. Ambiu è Locu : capable d'assurer la découverte et la transmission des savoir-faire liés à la terre, en partenariat avec les associations œuvrant dans ce secteur.

. Scola Internazionale di e lingue : réparties sur l'ensemble des Case di a Lingua, en partenariat avec les écoles, collèges, lycées et l'Université, elle serait conçue comme un espace d'interformation aux langues où les publics scolaires comme le grand public doit pouvoir parfaire sa pratique du corse ainsi que des langues étrangères.

L'interformation à distance par moyen de visioconférence avec des groupes du monde entier permet la formation simultanée à plusieurs langues, ancre le corse au cœur de son aire linguistique de prédilection (la Romania) qui compte 1 milliard et demi de locuteurs sur la planète et ouvre ainsi la perspective d'échanges linguistiques, culturels, universitaires mais aussi touristiques et économiques.

Si les secteurs d'intervention prioritaires ne sont pas limitatifs, certains apparaissent

comme particulièrement stratégique pour favoriser la promotion de la langue : secteur de la petite enfance, production littéraire ou pédagogique, services d'aide à la personne, offre de services à visée commerciale (restauration, productions visuelles ou audiovisuelles artistiques ou non), mais l'amplitude des initiatives de création ne doit pas être limitée.

La transmission intergénérationnelle devra être encouragée, le contact avec les anciens trouvant un sens particulier lorsqu'il s'agit de communiquer sur les aspects linguistiques mais également culturels, traditionnels de l'identité corse.

Tous les champs sont à explorer, notamment le secteur de production agroalimentaire identitaire, pour lequel il existe un intérêt naturel au développement de moyens de communication en langue corse et répondre au mieux à certaines habitudes de consommation. A titre d'exemple, l'aide à la traduction pour communication sous tous supports (étiquetage, publicité tous formats...) pour les entreprises produisant en Corse pourrait être simplifiée via le réseau di e Case di a Lingua, pouvant apporter le soutien logistique et technique nécessaire, en collaboration avec la Direction de la Langue Corse de la Collectivité de Corse.

Pour compléter ce volet territorial, l'accompagnement des communes et intercommunalités dans leurs initiatives de promotion et de diffusion de la langue constitue un enjeu majeur.

Des projets portés par ces collectivités sont d'ores et déjà soutenus par la Collectivité de Corse dans le cadre des dispositifs existants, comme par exemple la mise en place de signalétiques en langue corse ou la création d'applications mobiles bilingues.

Cet accompagnement pourra être renforcé.

Le travail sur la micro et la macro-toponymie, déjà entamé, devra être poursuivi et mené à son terme.

Un travail de normalisation de la toponymie, dont une grande partie n'est pas enregistrée par les cartes de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), est indispensable.

Un projet global de retranscription en langue Corse des toponymes de l'IGN via un site Internet participatif a été initié en 2017 (délibération n° 17/179 AC du 30 juin 2017) et de la rédaction d'une convention impliquant la CTC et l'IGN.

Un cahier des charges a été élaboré, croisant les compétences de plusieurs directions de la Collectivité de Corse pour un accompagnement visant à permettre « *Mettre en place une plateforme Web contributive pour la réalisation de la base de données des toponymes corses* ».

Ce projet a été relancé en août dernier.

Le comité de massif intervient également, à travers son règlement des aides pour soutenir des projets tels que :

- L'extension du Centre d'immersion de Valle d'Alisgiani porté par la

- communauté de communes de Costa Verde ;
- La réhabilitation d'une maison de maître à Valle d'Alisgiani pour le logement des intervenants du centre d'immersion ;
- La programmation culturelle autour de la langue corse de l'Association Zia Mattea dans le Cruzini ;
- Le financement de la signalétique basée sur le toponyme en langue corse ;
- L'analyse linguistique des variétés de corse dans chaque estive et leur étude toponymique.

Le projet d'une « Strada di a puesia è di u cantu : strada educativa patrimoniale è turisitica » est également en cours de définition au sein du comité de massif : mise en valeur du patrimoine immatériel (chant, paghjelle, chjam'è rispondi, poésie écrite...), identification de personnages historiques de leurs œuvres, d'événements et manifestations autour du chant et de la poésie, etc... Cette démarche pourra s'accompagner de la création de nouveaux équipements culturels, d'événements, et d'outils numériques destinés à un public scolaire, mais également un public touristique, afin de valoriser la langue corse et son usage.

Concernant les acteurs culturels, ayant toujours participé activement à la préservation de la langue corse, notamment dans le cadre du Riacquistu, ils constitueront évidemment des acteurs centraux de la démarche de renforcement de la place de la langue corse dans la société et d'une nouvelle dynamique en faveur de celle-ci.

Les leviers à mobiliser autour du monde associatif et culturel sont particulièrement nombreux.

A titre d'exemple, l'enquête sociolinguistique démontre que le chant peut être un élément déclencheur à la pratique effective de la langue pour les locuteurs passifs.

Le secteur associatif et culturel est d'ores et déjà systématiquement accompagné par la Collectivité de Corse à travers différents règlements d'aide et dispositifs.

La réflexion qui s'engage doit permettre d'étudier de nouvelles pistes, d'améliorer l'existant et d'imaginer des actions nouvelles, dans le sens d'un effort toujours plus poussé en faveur de la langue et de son usage dans tous les champs de la société.

Dans le domaine du sport et de la jeunesse, les projets soutenus devront favoriser la formation des encadrants (à titre d'exemple les éducateurs des clubs sportifs), la diffusion naturelle de la langue s'opérant de façon efficiente en complément de l'enseignement dispensé dans les systèmes scolaires. Un dispositif de formation à l'entraînement sportif en langue corse à destination des jeunes femmes a d'ores et déjà été prévu par le Plan d'action en faveur de l'égalité femme-homme de la Collectivité de Corse.

Ce principe est également mis en œuvre dans le cadre d'un projet innovant lancé par la Collectivité de Corse en 2019 : les « Imbasciatrice è Imbasciatori Spurtivi di Corsica ».

Ce dispositif permet de mettre en lumière et soutenir les jeunes sportifs insulaires de haut niveau qui s'engagent, à travers ce titre officiel, à participer à la diffusion et la transmission des valeurs du sport dans la Corse entière et notamment à destination des jeunes.

La pratique de la langue corse y tient une place importante puisqu'elle fait partie des critères de sélection, que son utilisation est fortement encouragée dans le cadre des missions et interventions proposées et qu'une formation en langue corse est mise en place pour tous les ambassadeurs, prise en charge par la Collectivité de Corse.

Plus globalement, le Conseil exécutif de Corse souhaite intégrer dans l'ensemble des règlements d'aides de la Collectivité à destination des associations et entreprises un principe de conditionnalité des aides autour de la langue corse.

Ce dispositif pourrait être pensé en termes de réserve de performance « langue et culture corses » : par exemple, sur un volume d'aide théorique mobilisable de 100, 90 seraient conditionnés par les critères techniques relevant de la matière concernée par le règlement des aides. Les 10 autres seraient débloqués en fonction de l'implication du pétitionnaire dans la mise en œuvre de la politique linguistique de la Collectivité de Corse.

Au-delà du champ d'intervention actuel de la Collectivité de Corse, l'élargissement du champ des locuteurs et locutrices et l'encouragement à devenir à leur tour des transmetteurs doit s'accompagner de la construction de systèmes de certification de ressources humaines et pédagogiques.

La multiplication des canaux de transmission et diffusion de la langue, participant à la construction ou reconstruction d'une communauté linguistique, faciliterait également l'intégration pleine et entière des personnes ayant choisi de vivre en Corse, quelle que soit leur origine.

- **La langue corse comme atout pour la promotion professionnelle et dans l'activité économique et sociale**

La politique linguistique de la Collectivité de Corse doit permettre de valoriser la langue corse comme un atout dans l'accès à l'emploi, dans la progression professionnelle, et comme une plus-value corse dans l'activité économique (entreprises, tourisme).

Il sera pour mémoire rappelé que le cadre juridique actuel interdit toute valorisation de la langue corse, jusqu'à l'absurde : ainsi, un employeur, public ou privé peut très bien décider que la maîtrise de la langue anglaise ou chinoise est un prérequis légitime pour postuler à tel type d'emploi, tandis que la même exigence de maîtrise de la langue corse sera considérée comme discriminatoire dans le droit positif actuel.

Les travaux engagés par le présent rapport d'orientation auront notamment vocation à faire évoluer le droit positif, y compris à droit constitutionnel constant.

Il est en effet évident que la possibilité d'exiger la maîtrise de la langue corse, ou simplement le fait de pouvoir la considérer comme un « plus » dans une candidature, améliorerait radicalement le caractère incitatif des dispositifs d'apprentissage de la langue.

Un système de « corsophonisation des emplois », sur le modèle de valorisation du français au Québec pourrait être étudié : les entreprises peuvent être titulaires de certificats spécifiques attestant de leur capacité à fonctionner en français (documents, interlocuteurs, etc), en opposition avec l'usage exclusif de l'anglais.

En effet, pris dans les contingences quotidiennes, soumis aux impératifs d'optimisation des choix de formation, les publics, de la formation initiale comme de la formation continue, ont besoin de voir un « intérêt » à l'acquisition ou l'amélioration de la compétence linguistique, pour l'accessibilité à l'emploi comme pour l'optimisation de la carrière.

En permettant aux entreprises d'y avoir également un intérêt (accès aux aides, labels, etc), un encouragement vertueux à la maîtrise de la langue corse dans le monde du travail serait alors réellement un atout de progression professionnelle.

Et les dispositifs existants ou à réactiver, y compris à destination des entreprises, trouveraient naturellement un espace beaucoup plus large.

On citera ici pour mémoire le programme Impresa bilingua développé par l'ADEC permettant d'aider les entreprises notamment dans la traduction de documents et de contenus, ou encore les labels du type « Qui si parlà corsu » pourraient être envisagés, pour distinguer les établissements aux pratiques particulièrement vertueuses en la matière et après la conception d'un cahier des charges précis.

3°) Créer une nouvelle dynamique institutionnelle en faveur de la langue

- **Une animation politique et institutionnelle repensée : vers un « Parlement de la langue » ?**

La nouvelle politique linguistique de la Collectivité de Corse, que nous avons pour ambition d'élaborer et de mettre en œuvre ensemble, dans le respect des prérogatives des organes exécutif, délibératif, et consultatifs, aura d'autant plus de chance de réussir qu'elle pourra bénéficier d'une animation politique et institutionnelle forte, large, et efficace.

Dans cette perspective, il importe de rappeler, y compris pour en réinterroger la pertinence à l'aune des nouveaux enjeux, les instances existantes ou évoquées dans le domaine de la politique en faveur de la langue corse.

Concernant l'existant, il convient d'abord bien évidemment de mentionner u Cunsigliu di a lingua.

Initialement créée en 2005, l'instance avait été mise en place pour aider à l'élaboration du plan de développement de la langue corse, en s'appuyant notamment sur des enseignants-chercheurs de l'Università, au sein d'un comité scientifique.

Le Cunsigliu avait été d'abord conçu comme une structure d'appui à l'élaboration de ce plan.

Installé officiellement le 8 décembre 2012 à Corti, il a été alors présenté comme un instrument consultatif destiné à éclairer l'Assemblée de Corse en matière de sauvegarde et de promotion de la langue corse.

Il est alors structuré en 5 collèges :

- Elus,

- Universitaires,
- Experts,
- Société civile,
- Membres extérieurs.

Il se compose de 6 commissions :

- Education,
- Toponymie,
- Promotion de la langue dans les médias,
- Sociolinguistique,
- Terminologie,
- Littérature.

Les deux dernières commissions sont placées sous l'autorité de l'Academia di i vagabondi.

Chaque commission est présidée par un élu.

Un comité de pilotage chapeaute le dispositif, composé du Président di u Cunsigliu, du Président de l'Academia di i vagabondi, des présidents et rapporteurs des différentes commissions, des représentants de la direction di a lingua corsa. Ce comité suit les travaux d'élaboration et d'évaluation des plans di a lingua.

Les missions du Cunsigliu sont de suivre et d'évaluer les politiques linguistiques, de contribuer au processus d'élaboration linguistique et de promouvoir la langue.

En Assemblée générale, il est consulté sur la politique linguistique.

La complexité de l'organisation n'a pas permis à l'institution de fonctionner de façon efficace.

Une restructuration a été opérée par délibération de l'Assemblée de Corse n° 17/291 AC du 22 septembre 2017.

Les deux instances (Academia di i vagabondi et Cunsigliu) ont été fusionnées au bénéfice du nom Cunsigliu.

Les collèges ont été conservés à l'exception de celui des personnalités extérieures. Le comité de pilotage a été supprimé et le nombre de commissions a été réduit à 4 :

- cummissione di a tupunimìa,
- cummissione di a terminulugia,
- cummissione di a leteratura (nommée Accademia di i vagabondi),
- cummissione di l'urtugrafia.

Devenu organe indépendant, les élus y participent mais au sein de leur collège uniquement, non plus aux travaux des commissions.

La question du défraiement des membres et de leur éventuelle rémunération était posée pour étude, le bénévolat étant un frein à la professionnalisation de cette

instance essentielle.

A ce jour et à l'exception de la commissione di a letteratura mobilisée pour la remise des prix, les commissions ne se réunissent pas.

Tout en tenant compte de cet historique, mais également des contraintes nouvelles pesant sur la Collectivité de Corse (fusion du 1^{er} janvier 2018 à parachever ; perspective de rattachement des chambres consulaires à concrétiser dans les deux années ; contraintes budgétaires majeures ; réflexions sur l'évolution des Agences et Offices etc...), il semble opportun de réfléchir à plusieurs hypothèses de réorganisation.

Le présent rapport d'orientation en évoque de façon sommaire et non exhaustive quelques une, un travail partagé de réflexion devant être là encore menée dans le cadre du processus initié par ledit rapport.

Le Cunsigliu pourrait par exemple être restructuré, modifié dans son fonctionnement et/ou sa composition ou encore intégré à un organe plus large, de type Offiziu di a lingua.

➤ La piste d'une modification du fonctionnement du Cunsigliu :

Tel qu'organisé à ce jour, le Cunsigliu ne parvient pas à bénéficier d'une visibilité et d'une efficacité de son fonctionnement, du fait du caractère hybride de sa composition et de son mode d'intervention.

Ni tout à fait Conseil Scientifique, ni réellement instance de pilotage, il pourrait gagner en efficience en devenant le cœur battant de l'élaboration de la politique linguistique, par une amélioration de son architecture institutionnelle et la mise en place d'une organisation administrative rattachée.

➤ L'hypothèse d'un établissement public administratif de type « Offiziu di a lingua » :

Hypothèse évoquée en 2014 à l'occasion de la venue de la Ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, cette piste de réflexion pourrait être creusée.

Quelle que soit l'option retenue, la structure pourrait être dotée d'une unité d'ingénierie, en mesure de délivrer une expertise et d'accompagner les personnes publiques ou privées intervenant dans le secteur.

Quelle que soit l'instance retenue, il conviendra de s'intéresser à la création d'un dictionnaire général de la langue corse basé sur l'usage observable, oral et écrit. Il est une condition de la qualité des outils pédagogiques produits, qui à défaut restent non harmonisés, souvent peu adaptés au principe polynomique par l'impossibilité de s'appuyer sur des ouvrages de référence (et donc de se prononcer sur l'appartenance de telle ou tel élément local à la "langue corse"). Ce chantier devra

nécessairement faire l'objet d'un travail commun avec l'Université.

- Le renforcement des moyens budgétaires et humains

Les travaux à venir s'attarderont nécessairement sur la question des moyens budgétaires et humains à mobiliser dans le cadre d'une nouvelle politique de la langue.

La volonté d'opérer un renforcement tant qualitatif que quantitatif de celle-ci et le caractère ambitieux que devront revêtir les objectifs poursuivis, nécessiteront inévitablement une progression au niveau budgétaire et des ressources humaines.

Cette démarche d'augmentation significative des crédits affectés à la politique linguistique est d'ores et déjà initiée par le Conseil exécutif, à l'image de ce qui est envisagé dans le cadre du prochain CPER avec, comme rappelé précédemment, une augmentation de 50 % des crédits dédiés à la langue.

Dans le contexte budgétaire particulièrement contraint que connaît aujourd'hui la Collectivité de Corse, ce débat pourra s'avérer particulièrement complexe et nécessitera in fine des arbitrages forts, y compris possiblement au détriment d'autres politiques publiques déployées par l'institution.

Il conviendra de rechercher l'ensemble des leviers mobilisables, y compris par exemple au niveau des financements européens, pour augmenter nos capacités budgétaires dans ce domaine.

- Une généralisation et un renforcement de l'évaluation

A l'instar de toute autre politique publique, mais peut-être plus encore que toute autre, du fait de sa nature, par les objectifs quantifiables qu'elle s'assigne et par le contexte de menaces sur la pratique de la langue dans lequel elle se déploie, la politique linguistique doit être soumise à une évaluation renforcée.

La Collectivité de Corse doit, dans le domaine linguistique, formuler des objectifs qualitatifs et quantitatifs précis et quantifiables, se donner les moyens d'analyser et de contrôler le respect de ces objectifs et la maîtrise de leur calendrier de réalisation.

Dans le cadre des dispositifs de soutien actuellement mis en œuvre, les conventions prévoient d'ores et déjà des mécanismes d'évaluation.

C'est le cas par exemple des médias accompagnés dans le cadre du Plan Media lingua corsa, pour lesquels un comité de suivi annuel de la convention est organisé en présence des représentants du média, du Conseil exécutif, de l'Assemblée de Corse, des instances consultatives, et des services de la Collectivité de Corse.

Ces réunions permettent de faire le point sur les conditions d'exécution de la convention, d'évaluer la qualité des actions mises en œuvre et d'échanger sur les éventuelles pistes de progression.

Néanmoins, cette politique d'évaluation reste pour l'heure globalement insuffisante et a donc vocation à s'étendre, à se renforcer.

En effet, l'accroissement et le développement d'aides dans le secteur de la langue corse, tout comme l'application du principe de conditionnalité des aides en lien avec l'utilisation ou la promotion de la langue dans les autres secteurs d'intervention, devront nécessairement s'accompagner de moyens supplémentaires, voire de nouveaux mécanismes de contrôle et d'évaluation.

Conclusion

La politique linguistique a vocation à irriguer de façon globale notre projet de société, et non plus seulement à être, comme cela a été globalement le cas jusqu'à aujourd'hui, un volet largement sectorisé.

Le présent rapport d'orientation initie un cycle de travail qui doit nous permettre de déboucher sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une véritable politique linguistique de la Collectivité de Corse.

Cette politique linguistique vise à atteindre un objectif ambitieux, mais légitime et réaliste : redonner à la langue corse sa place et son statut de langue naturelle des Corses et de la société corse du XXI^{ème} siècle.

Un objectif qui ne menace ou ne diminue en rien la place qu'occupe, en fait et en droit, la langue française.

Une partie de la réalisation de cet objectif, aujourd'hui comme par le passé, dépend de notre volonté, individuelle et collective.

La langue corse ne se sauvera pas par procuration, et elle ne se sauvera pas sans la volonté des Corses de la parler, de l'écrire, de la transmettre, et de la vivre au quotidien.

C'est la coofficialité du quotidien, de la volonté commune, de l'affirmation collective, dont le présent rapport a tenu à souligner l'importance et dont nous avons à concrétiser les différentes expressions à travers les choix qui relèvent de notre responsabilité.

Une autre partie de l'objectif, celle qui relève de la coofficialité de jure, dépend de l'issue de la négociation et du rapport de force politique à mener avec l'Etat.

Certains considèrent qu'un statut de coofficialité contribuerait à créer deux catégories de citoyens, ce qui serait une « ligne rouge » pour la République Française.

A ceux-là, il sera rappelé que là où il y a une volonté politique, il y a un chemin constitutionnel, dans le domaine linguistique comme dans tous les autres.

Et notamment ceux de la reconnaissance de droits spécifiques en matière d'accès à l'emploi, à la propriété foncière, ou encore de citoyenneté.

Il sera à cet égard rappelé le considérant ci-après, extrait de la décision du Conseil Constitutionnel n° 99-410 DC du 15 mars 1999, relative à la Loi organique relative à la Nouvelle-Calédonie :

« 3. Considérant, en premier lieu, que rien ne s'oppose, sous réserve des prescriptions des articles 7, 16 et 89 de la Constitution, à ce que le pouvoir constituant introduise dans le texte de la Constitution des dispositions nouvelles qui, dans les cas qu'elles visent, dérogent à des règles ou principes de valeur constitutionnelle, ces dérogations pouvant n'être qu'implicites ; que tel est le cas en l'espèce ; qu'il résulte en effet des dispositions du premier alinéa de l'article 77 de la Constitution que le contrôle du Conseil constitutionnel sur la loi

organique doit s'exercer non seulement au regard de la Constitution, mais également au regard des orientations définies par l'accord de Nouméa, lequel déroge à un certain nombre de règles ou principes de valeur constitutionnelle ; »

Les accords de Nouméa ont notamment permis une reconnaissance des langues kanaks comme langues d'enseignement et de culture, avec le français.

Un raisonnement analogue a été tenu par le Conseil Constitutionnel à l'occasion cette fois-ci de la décision n° 2004-490 DC du 12 février 2004, Loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française :

*« 8. Considérant, en premier lieu, que **rien ne s'oppose**, sous réserve des prescriptions des articles 7, 16 et 89 de la Constitution, à ce que le **pouvoir constituant introduise dans le texte de la Constitution des dispositions nouvelles qui, dans les cas qu'elles visent, dérogent à des règles ou principes de valeur constitutionnelle ; que, toutefois, la mise en œuvre de telles dérogations ne saurait intervenir que dans la mesure strictement nécessaire à l'application du statut d'autonomie ; qu'il en est ainsi des dispositions édictées en faveur de la population locale en vertu du dixième alinéa de l'article 74 de la Constitution ;***

13. Considérant que l'article 1 de la loi organique, après avoir précisé la configuration territoriale de la Polynésie française, énonce les principes généraux applicables à la Polynésie française, collectivité d'outre-mer dont l'autonomie est régie par l'article 74 de la Constitution ; que, s'il désigne cette dernière comme « pays d'outre-mer », cette dénomination n'emporte aucun effet de droit ; que, dans ces conditions, l'article 1 n'est pas contraire à la Constitution ; »

Ces décisions ouvrent la voie à une reconnaissance constitutionnelle d'un statut de la langue corse, laquelle figure parmi les revendications essentielles auxquelles nous avons reçu mandat du suffrage universel de donner forme et réalité.

U documentu presentatu qui hè u primu « raportu d'orientazione » sottopostu à l'Assemblea di Corsica.

U principiu di stu novu furmatu prupostu da u Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica è a Presidente di l'Assemblea di Corsica è discussu in cunferenza di i Presidenti, hà per fine di avvià un metudu novu di travagliu trà u Cunsigliu esecutivu di Corsica, l'Assemblea di Corsica, l'organi consultativi è al di là, l'attori interessati, in i duminii di l'azione publica chi anu bisognu di riforme approfondite da arrimbà à consultazione è, ogni volta ch'ella hè pussibile, à un cunsensu largu.

Sta pruposta s'hè ispirata in parte da a lettara è u spiritu di u « Raportu nantu à l'evuluzione istituzionale di a Corsica » è in particolare da a prima parte « *Un rinforzu democraticu per una miglior' efficacità di l'istituzione* »

Stu raportu l'hà cumandatu u Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica à a Profressora Wanda Mastor, chì l'hà rimessu l'11 d'ottobre di u 2021.

A vulintà di cuoperazione è di un'articulazione più strette di u Cunsigliu esecutivu di Corsica è di l'Assemblea di Corsica, in u rispettu di signe prerogative di i dui organi, esecutivu è deliberativu, era stata riaffermata cun forza da u Presidente di u Cunsigliu esecutivu di Corsica in u so discorsu d'investitura di u 1mu di lugliu di u 2021.

Di listessa manera, ci era a vulintà d'assucià di più l'organi consultativi di a Cullettività di Corsica è al di là, tutta a sucetà corsa à i travagli di a Cullettività.

L'istituzione di un mudellu di raportu dettu d'« orientazione » face parte di 'ssa doppia vulintà.

Sin'ad avà, l'elaborazione di un raportu seguita un prucedimentu unicu : u Cunsigliu esecutivu di Corsica prupone un documentu, forse dopu pigliatu avisi in modu infurmale di l'eletti è d'altri attori interessati da u so cuntenutu, mandatu à i consiglieri à l'Assemblea di Corsica 15 ghjorni à u più nanzu à a sessione (fora di a prucedura d'urgenza).

Mentre issu cumportu, e cummissione di l'Assemblea di Corsica è s'ella accorre, l'organi consultativi, rendenu un avisu nantu à issu raportu.

L'Assemblea di Corsica ne dibatte dopu in sessione è ci pò purtà emendamenti di soiu prima di deliberanne.

Issa prucedura di dirittu cumunu, in particolare quand'ella tocca à cartulari strategichi, presenta di sicuru certi difetti è genereghja un sintimu spartutu di scuntenenza, o ancu di frustrazione, ind'è i sfarenti organi, esecutivu, consultativi è deliberativu.

L'organizzazione di e sequenze ùn permette nè à l'organi diversi di fà soiu u cuntenutu di u raportu, nè à l'Esecutivu d'integrà l'avisi cumu si deve.

A pussibilità per l'eletti di prupone cambiamenti in u raportu si face solu per via d'emendamenti, quand'ellu hè esaminatu durante a seduta publica : capunanzu, u Cunsigliu esecutivu hè privu di a pussibilità di arricchisce a so riflessione ; a prucedura ùn permette nemmenu à l'Assemblea di Corsica di fà cambià di manera significativa u testu prupostu à l'iniziu.

Parechje pruposte d'evuluzione di u metudu di pruduzione è d'esame di i raporti,

cumulative d'altronde, sò state imagineate da permette un travagliu pianificatu è cuurdinatu megliu : mudificazione di a frequenza di e sessione ; definizione spartuta di una prugrammazione affine di assicurà a leghjibilità di i raporti di primura ; ripartizione efficiente di i raporti trà a Cummissione Permanente è a sessione pienaria, chì deve esse cunsacrata à i cartulari strategichi.

U « raportu d'orientazione » hè una di e mudalità nuvatrice di stu metudu novu.

Hè un'ozzione chì permette, quand'ella hè ghjustificata da a natura o l'impurtanza di u tema, di mettelu in manu à l'Assemblea una prima volta, per via di u « raportu d'orientazione ».

Stu raportu d'orientazione schjarisce u tema accustatu, sottupone à u dibattitu è à a riflessione cumuna ugettivi, mezi è piste d'azione, pruposti da u Cunsigliu esecutivu di Corsica

Stu raportu hè presentatu è discussu davanti à l'Assemblea di Corsica, senza deliberazione.

Hè mandatu dopu à a/e cummissione cumpetente per un travagliu di fondu nantu à stu sugettu.

U Cunsigliu esecutivu di Corsica pò esse inviatu da a Cummissione à participà à i so travagli è fà consultazione pressu à l'attori interessati.

L'istanze consultative (CESEC, Camera di i Territorii è Assemblea di a Giuventù), destinatarie anch'elle di u raportu, ponu dinù lancià una riflessione nantu à u tema di u raportu.

À u termine di 'ssu ciculu di travagli (chì pò durà da 3 à 6 mesi) a/e cummissione di l'Assemblea è l'istanze consultative trasmettenu à u Cunsigliu esecutivu u risultatu di i so travagli.

Ne face una sintesi u Cunsigliu esecutivu di Corsica, chì prupone un raportu finale secondu u prucedimentu tradiziunale sin'à a messa in manu à l'Assemblea di Corsica, chì dibatte, pò purtà emendamenti è in fine, delibereghja nantu à e pruposte chì ci figureghjanu.

A scelta di a lingua corsa per tema di u primu raportu d'orientazione s'hè impostu per mutivi simbolichi, pulitichi è operaziunali.

À u livellu simbolicu, a lingua corsa appartene à tutti i Corsi è à tutte quelle è tutti quelli chì a volenu capisce, parlà, scrive è fà campà. A quistione di a pulitica linguistica à prò di u corsu ripresenta dunque megliu ch'è tutte l'altre, a necessità di creà e sinergie istituzionale è sucetale chì accorrenu à a so salvezza è à u so spannamentu.

À u livellu puliticu, a vulintà di salvà è di prumove a lingua corsa scontra dapoì parechji anni è ancu parechji dicennii, un cunsensu largu in tutta a sucetà corsa. Hè dunque una necessità assoluta di circa di allargà stu prucedimentu per via di e misure da mette in opera affine di accimà u scopu spartutu.

À u livellu operaziunale, a vulintà di rinfurzà in quantità è in qualità e pulitiche

pubbliche à prò di a lingua hè un'orientazione maiò è priuritaria di u Cunsigliu esecutivu è di a maiurità territoriale isciuta da l'elezzione di ghjugnu di u 2021, scelta messa in core à u prugettu validatu da u suffragiu universale. Sta scelta hà cuminciatu à esse cuncretizata in cor di a prima annata di a mandatura, in particolare cù u rinforzu di u sustegnu à dispositivi innuativi (« Case di a lingua ») o à l'ugettivu difesu da a Cullettività di Corsica in u quatru di u novu CPER (duppiamentu di i crediti pè a lingua corsa).

U scopu qualitativu hè di passà da una pulitica à prò di a lingua corsa à una vera pulitica linguistica.

U prucessu iniziatu da stu raportu d'orientazione deve permette d'assucià l'inseme di l'eletti, di l'organi di a Cullettività di Corsica è l'inseme di l'attori di a lingua - quelle è quelli storichi cum'è quelli chì anu vucazione à diventalli – in a definizione è a messa in opera di una vera pulitica linguistica.

U Calendariu di travagliu prupostu si puderia svoglie cusì :

- Prisentazione di u raportu d'orientazione davanti à l'Assemblea di Corsica à a sessione di i 27 è 28 d'ottobre di u 2022 ;
- Tempu di travagli è di cunsultazione à partesi da u raportu d'orientazione : nuvembre 2022 – ghjennaghju 2023 ;
- Restituzione di l'avisu di l'Assemblea di Corsica (è di l'avisu eventuali di l'istanze cunsultative) : ferraghju 2023 ;
- Raportu di u Cunsigliu esecutivu per dibattitu è votu di l'Assemblea di Corsica : aprile 2023 ;

Affine di schjarisce i travagli hè messu in appicciu à stu raportu l'inchiesta sociolinguistica nantu à a lingua corsa cumandata da a Cullettività di Corsica.

Attempu, dui raporti operazionali sò sottuposti dinù à l'Assemblea di Corsica, in quantu à e « Case di a lingua » è « Scola corsa », chì custuiscenu cun stu raportu d'orientazione un *corpus* cuerente.

Stu raportu d'orientazione s'organizaghja in duie parte, secondu u pianu quì sottu :

Parte 1 / A quistione linguistica, un inghjocu centrale in a quistione corsa

- A) Tappe principale di a rivendicazione**
- B) Ramentu di l'avanzate ghjuridiche successive è di a situazione nurmativa attuale**
- C) L'azione attuale di a Cullettività di Corsica à prò di a lingua**
- D) U raportu attuale di i Corsi cù a so lingua**

Parte 2 / Per una vera pulitica linguistica di a Cullettività di Corsica

- A) A riaffermazione di l'ugettivu di cuufficialità *de jure***
- B) A messa in opera di a cuufficialità *de facto***
 - 1. Rinfurzà a piazza di a lingua corsa in u sistema educativu**
 - 2. Riscrive a lingua corsa cum'è lingua naturale in u spaziu suciale**
 - 3. Creà una dinamica nova à prò di a lingua**

Parte 1/ A quistione linguistica, un inghjocu centrale in a quistione corsa

A quistione linguistica hè centrale, qualsiasi l'angulu d'accostu di a rialità di a Corsica è di u populu chì ci hà vissutu dapoi i tempi di e prime prove di a prisenza umana in l'isula :

- Dapoi i tempi di li tempi, a lingua corsa hè a lingua parlata da i Corsi, permanenza affermata malgratu a prisenza, è ancu a preminenza, secondu e situazione pulitiche, scritta è urale, d'altre lingue o idioma ;
- A quistione di l'esistenza, di a ricunniscenza è di l'avvene di a lingua corsa hè stata à u centru di a rinascita di l'idea naziunale, in u corsu di u XXmu seculu ;
- A quistione ferma centrale pè i Corsi d'oghje : l'inchiesta suciolinguistica cumandata da a Cullettività di Corsica cunferma a primura di i Corsi pè a so lingua è a so vulintà di vede i so usi mantenuti è sviluppati ;
- A lingua corsa hè un fattore essenziale d'equilibriu di a sucetà corsa oghjinca. Hè un elementu custitutivu déterminante, di l'identità cullettiva. Hè garante di a tramandera di una cultura è di un raportu à u mondu chì ci anu fattu è mudillatu da populu, longu à i millenarii. Hè vettore di cuesione, d'integrazione, in una sucetà chì deve purtà risposte cumpiute à mutazione demografiche è sociulogiche di dimensione maiò o qualchì volta di viulenza, quantu mai. Hè un viaticu pè u Mediterraniu è una cumunità di locutori di una miliarda è più di membri. Infine, cum'è ogni lingua, hè una parte di u patrimoni universale di l'umanità : hè dunque preziosa, irrimpiazzevule è deve campà.

In issa pruspettiva, hè utule di ramintà i travagli scientifici chì anu purtatu à identificà i fattori chì cuntribuiscenu à u sviluppu di una lingua (cf i travagli di Appel R. è Muysken P. in Language Contact and Bilingualism, 1987, Londra) :

- U fattore di u statutu : più u statutu di i locutori è u statutu di a lingua minoritaria sò alti, più averà prubabilità di sopravive ;
- U fattore di a demografia : più i locutori sò cuncentrati geugraficamente, soprattutto in cità, più a lingua averà prubabilità di sopravive ;
- U fattore di a sumiglianza culturale : più a cultura di u gruppu minoritariu s'avvicina di quella di a lingua duminante, menu a lingua minoritaria averà prubabilità di sopravive.

L'autori cuncludenu cun logica chì un gruppu decisu à priservà un'identità culturale forte, hà prubabilità assai di priservà a so lingua.

Dapoi quasi sessanta anni in u periodu cuntemporaniu, i Corsi anu fattu a prova, malgratu un ambiente istituzionale ostile, di a so vulintà di fà campà a so lingua.

A) E tappe principale di a rivendicazione

In a storia è sinu à XVIIImu seculu, a lingua corsa s'hè imposta naturalmente cum'è a lingua di i Corsi, senza nisunu statutu, malgratu a duminazione di puteri furesteri.

Per indettu, a cuesistenza di u tuscanu, lingua aduprata da i Ghjenuvesi, è di u corsu pare a norma à u XVIImu è u XVIIImu seculu, ancu in l'amministrazione di Pasquale Paoli.

U rattaccamentu di a Corsica à a Francia hè cuntemporaniu di l'imposizione di a norma ortografica è grammaticale di u francese, strumentu di cuesione nazionale impostu, ancu in modu auturitariu è cuercitivu, in i tempi di a Rivuluzione francese è di i regimi pulitichi chì seguitanu.

A pratica scritta di u corsu hè sculinata in u 1896, sottu à a penna di Santu Casanova in u ghjurnale A Tramuntana. A lingua corsa averà prestu u so primu dizziunariu : quellu di Falcucci, publicatu in u 1915.

In a prima metà di u XXmu seculu, i ghjurnalisti di l'isula sceglienu senza altru di aduprà a so lingua materna.

Hè u casu di A Cispra, chì sceglie u bilinguisimu pè a so sola escita in u 1914. A lingua ci hè discritta cum'è un elementu essenziale di l'identità di una Corsica chì « ùn hè micca un dipartimentu francese, ma una nazione vinta è chì hà da rinasce »

A rivendicazione linguistica torna à spuntà ghjustu dopu à a guerra, in ghjurnali cum'è A Muvra, settimanale in lingua corsa, spartu largamente durante 20 anni à partesi da u 1920 è chì face di a lingua un tema di rivendicazione : « *chì u dialettu corsu sia insignatu in tutte e scole di Corsica, insieme cù a lingua taliana è u francese* ».

A rivendicazione pulitica cumparisce dinù in i statuti di u Partitu corsu d'Azzione, fundatu in u 1922, chì hà per scopu « *l'insignamentu di a storia lucale è di a lingua corsa in tutte e scole* ». In u 1934, i « Stati Generali di a Corsica » si pusizioneghjanu per « *ch'ellu sia cunsacratu in e scole primarie è secundarie un tempu determinatu à letture di testi dialettali è chì u dialettu sia insignatu in modu raziunale in e Scole Nurmale* ».

Ci hè ancu un ribombu pè a parte educativa : in u 1923, Ghjuvan Petru Lucciardi, scrivanu è stitutore, scrive un raportu nantu à « *l'adopru di u corsu in l'insignamentu di u francese* ». Ci parla di a lingua corsa cusì : « *a lingua lucale hà u so propiu geniu, fattu à a misura di u so spiritu, in armonia cù i so usi... Abbandunalla, hè abbandunà un strumentu preziosu di cultura intellettuale è murale chì e generazione di i nostri antenati anu mudillatu per noi...* »

U travagliu linguisticu è culturale tamantu ch'elli anu pruduttu issi autori serà screditatu assai da e derive irredentiste di unipochi.

A mossa di difesa di a lingua hè marcata in u 1953 da a creazione di una Accademia « *pè a difesa di u dialettu è di e tradizioni corse* ». Issu scopu hè ripresu in u 1955 da a Rivista « U Muntese » chì porta rivendicazione da chì u corsu « *sia insignatu in e scole secundarie cum'è seconda lingua, facultativa fora di l'isula, ubligatoria in l'isula* »

Tuccherà dopu à a giuventù di mubilizassi per luttà contru à u risicu di sparizione di a lingua corsa : l'Unione naziunale di i studenti corsi di Parigi dumanda in u 1964 « l'insignamentu à partesi da a scola primaria di a lingua è di a storia corsa »

Cun l'apparizione di un muvimentu autunumistu, si preciseghjanu e rivendicazione. I corsi di lingua corsa dati da l'associ si sparghjenu à partesi da l'annu 1971 è a federazione Scola corsa dumanda l'appiegazione di a lege Deixonne à u corsu. Una campagna maiò, per via di una petizione firmata da 12 000 persone è un votu di u cunsigliu generale ùn permettenu puru à a rivendicazione di sbuccà, ma serà intesa quantunque l'annu dopu.

In l'anni 1970 pè u duminiu culturale è educativu, a mossa maiò di u Riacquistu porta rivendicazione in tornu à a difesa di l'identità, di a cultura è di a lingua corsa.

« *Riappropriazione* » da veru di l'identità corsa, u muvimentu hè statu, per ripiglià a furmulazione di Toni Casalonga, « *u gran racontu di a Corsica di dopu guerra* » è ferma da « *riferimentu forte* ».

U Riacquistu hà purtatu una cuntribuzione maiò in u fattu chì i Corsi di a spalluzzerà appianu vulsutu riappropriassi a so lingua, a so storia, a so lascita patrimoniale, artistica è ambientale, u so sapè fà, e so capacità di prудuce è di fà u cummerciu, i so diritti storichi è pulitichi.

U cantu è a musica tenenu una piazza di primu pianu tantu in u riacquistu in modu generale ch'è in a sparghjera di a lingua è a rivitulita di a so pratica.

Nanzu è sinu à l'anni 70, s'è i cantarini adupravanu a lingua corsa, per tuttu o una parte di u so ripertoriu, issa pratica ùn si francava micca da a fulclurizzazione duminante tandu.

Eppuru cù i gruppi culturali isciuti da u Riacquistu a lingua diventa centrale in l'affermazione di l'esistenza di un populu corsu storicu decisu à ricunquistà è à esercità i so diritti, chì sprime in u cantu e so offese, i so sonnii è e so speranze.

Per generazione di giovani Corsi, l'entrata in a cuscenza è l'indiatura pulitica si ferà per via di a quistione linguistica è culturale.

Hè u casu in Nizza, Marseglia, Ecchisi è Parigi, in particolare cù a Cunsulta di i Studenti Corsi.

Hè u casu in i collegi è licei di Corsica induve, da u 1980 sin'ad avà, ci seranu mubilizzazione è manifestazione regolare à prò di a lingua corsa.

Sò mintuvati quì da esempi, frà tanti altri pussibili :

-In u 1990, à l'iniziativa di i studenti è in particolare quelli di a Cunsulta di i Studenti Corsi, parechje manifestazione sò organizzate in Corti cù u mottu « Cuufficialità ». E rivendicazione toccanu più precisamente à a ricunniscenza di a lingua corsa è a riforma di u sistema educativu è sò accumpagnate da una greva di i liceani di l'isula è da un'occupazione di l'Ispezzione accademica di Bastia ;

-A greva di i liceani di ghjennaghju di u 1993 : l'ALC (Associu di liceani corsi),

sostenuta da l'APC (Associu di parenti corsi), chjama i liceani à fà greva per rivendicà un statutu di cuufficialità corsu-francese è d'insignamentu ubligatoriu di u corsu da a scola materna à l'Università

-L'occupazione da i studenti di Ghjuventù Paolina di a sala di e deliberazione di u Cunsigliu Custituziunale in Parigi, u 18 di marzu di u 1994, per prutestà contru à u silenziu chì li hè statu oppostu da u ministeru di l'Insignamentu superiore è di a Ricerca in quantu à e so rivendicazione è in particolare nantu à a generalizzazione di l'ubligazione d'insignamentu di a lingua corsa.

-A creazione, d'invernu di u 1997, di u Cullettivu pè a lingua corsa chì adunia i sindacati studenti è liceani, organizzazione pulitiche è sindacale, assuciative, culturale è istituziunale, cum'è u Cunsigliu ecconomicu, suciale è culturale. U Cullettivu indiatu per « l'azione à favore di a Cartula di e lingue minoritarie è a cuntribuzione à l'elaburazione di u Pianu di sviluppu pè a lingua è a cultura corsa privistu da l'articulu 53 di a lege Joxe » organizerà una manifestazione impurtante.

Cù u tempu, a quistione di a lingua corsa forma un cunsensu di più in più forte in a sucetà corsa.

In l'anni 70, parecchje forze di manca piglianu a pratesa di a lingua corsa è di u so sviluppu, impignendusi in particolare in u settore assuciativu.

Dopu à l'elezzione di François Mitterrand u 10 di maghju di u 1981 è a messa in opera di u statutu particolare, u Partitu Sucialistu (PS) è u Partitu cumunistu Francese (PCF) si prununcianu à favore di u bilinguisimu. Issu cuncettu hè ripigliatu da José Rossi, rapurtadore di u prugettu di statutu Joxe in u 1989.

U PCF contribueghja dinù à validà u cuncettu di cuufficialità.

A mossa di fondu chì attraversa a sucetà corsa trova un sboccu in a deliberazione di l'Assemblea di Cosica n° 13/096 AC di u 17 di maghju di u 2013, purtata da Pierre Ghionga è vutata sottu à a mandatura di Paul Giacobbi, aduttata da un votu largu, al di là di l'appartenenze partigiane.

Nantu à u terrenu assuciativu è di e mubilizzazione popolare, u Cullittivu Parlemu Corsu (più di 800 soci, 115 associ è 112 gruppi culturali) incarna l'impegnu multiplice à favore di una sucetà bilingua.

L'azione di trinca di l'ADECEC, associu creatu in lu 1970, n'hè un'altra illustrazione, cù l'ogettivu di salvezza è prumuzione di a lingua corsa è di u patrimoni di a Corsica è i mezi ch'ella s'hè acquistu (una radio lucale, Voce Nustrale creata in lu 1981 è a prima chì hà ritrasmessu e partite di ghjoca à ballò di u SCB in lingua corsa, un museu etnograficu, una banca di dati INFCOR è appiegazione elettroniche, un situ internet, paruzione, lessichi è libri per i zitelli, almanaccu in lingua corsa, ciculu di cunferenze, corsi di lingua corsa, ecc). A banca INFCOR (per INFurmativa CORsa) messa in piazza hè diventata una referenza (17 rubriche chì vanu da a definizione, à e variante grafiche è dialettiche, a gramatica, i sinonimi, antonimi, ettimulugia, analugia, derivati o citazione d'autori), in accessu liberu.

Stu ramentu storicu indispensabile, di sicuru incumpletu, mostra bè chì a difesa di a lingua corsa hè dappoi 40 anni, data di u statutu particolare di a Corsica, una primura spartuta trà l'eletti à l'Assemblea di Corsica è i Corsi ch'elli ripresentanu.

A lingua corsa hè l'ughettu di una mubilizzazione suciale è sucetale permanente è u movimentu patrioticu, in a so diversità, hà avutu un rollu mutore, ancu s'ellu ùn hè sclusivu.

Issa doppia mubilizzazione, pupulare è istituziunale, hà permessu avanzate ghjuridiche successive, chì puru ùn bastanu manc' appena per raportu à l'ughettivi purtati.

B) U ramentu di l'avanzate ghjuridiche successive è di a situazione nurmativa attuale

A pusizione di u Statu di pettu à a lingua corsa, per esse capita, deve esse spiegata attraversu à l'elementi ideologichi, storici è ghjuridichi chì strutturehjanu a sacralizzazione di l'usu di u francese.

Stu ramentu disegna a tela di fondu di un'attitudine cuntraria per principiu, à qualisasi ricunniscenza vera di un statutu di a lingua corsa, ustilità chì ùn lascia passà chè unepoche di cuncessione fatte, in a seconda parte di u XXmu seculu, à una ricunniscenza *a minima* di u valore patrimoniale di e lingue minoritarie dette « regionale ».

L'articulu 2 di a Custituzione di u 4 d'ottobre di u 1958 in la so versione attuale spacificheghja :

« A lingua di a Ripublica hè u francese (...) »

St' affermazione inserita in u 1992, al di là di e spiegazione date tandu, cum'è a necessità di luttà contru à l'egemonia di l'inglese, di fatti vene à dà u valore custituziunale à a duttrina linguistica di un Statu centralizzatore chì hà intrunizatu l'unità linguistica da vettore di cusionazione nazionale.

À l'origine, a ricerca di un standard linguisticu chì hà purtatu François u Primu à dicrità l'ordinanze di Villers-Cotterêts d'agostu di u 1539, chì imponenu « *un linguagiu maternu francese è nunda altru* » avia per scopu di facilità a capiscitura di l'atti amministrativi è di a ghjustizia è di assudà u putere reale.

A creazione di l'Accademia francese in u 1634 hà permessu à u putere puliticu di garantì un'auturità putente nantu à l'adopru è l'evuluzione di a lingua maiuritaria.

Eppuru u prestighiu di un francese classicu chì spiccava u so volu purtava pocu pregiudiziu à e lingue regionale, chì eranu sempre aduprate.

Hè u periodu rivuluziunariu chì impone u francese cum'è u solu vettore legittimu di sparghjiera di a Rivuluzione, è cunsidereghja tandu tuttu ciò chì ùn hè u francese cum'è u nimicu di a Rivuluzione.

U diputatu Barrère lancia a « guerra » contru à tutti l'idioma, in a dichjarazione ch'ellu indirizza à a Cunvenzione muntagnola à nome di u Cunitatu di Salutu Publicu u 27 di

ghjennaghju di u 1794.

Affirma chì « ind'è un populu liberu, a lingua deve esse una è listessa per tutti » perchè pensa chì e lingue regiunale ùn ghjovanu à nunda altru ch'è à piattà u separatismu.

U stessu spiriti si ritrova in i discorsi di l'Abbé Grégoire, cum'è in u so discorsu di u 4 di ghjugnu di u 1794 davanti à a Cunvenzione.

Issa ricerca di l'unifurmizzazione linguistica à u benefiziu di u francese s'hè custruita in varie tappe per impone sempre di più u so usu.

Ùn sò mintuvate quì chè e misure più significative.

Per indettu, sò e lege sculare di a Illma Republica è in particolare e lege Ferry, da u 1881 à u 1882, chì imponenu u francese cum'è sola lingua di a scola è pruibiscenu l'usu di e lingue regiunale.

Da a seconda metà di u XXmu seculu, a vitalità di e lingue regiunale chì ferma impone à u Statu di cunsideralle cum'è patrimoni.

A lege n^u 51-46 di l'11 di ghjennaghju di u 1951 relativa à l'insignamentu di e lingue è dialetti lucali, detta *Lege Deixonne*, afferma chì « U cunsigliu superiore di l'educazione naziunale serà incaricatu, in u quatu è subbitu da a prumulgazione di sta lege, di ricircà i migliò mezi di favurizà u studiu di e lingue è dialetti lucali in e regione induv'elli sò in usu », chì « Ogni stitutore chì ne ferà a dumanda puderà esse autorizatu à cunsacrà ogni settimana un'ora d'attività dirette à l'insignamentu di nuzione elementare di lettura è di scrittura di a parlata locale è à u studiu di stratti scelti di a literatura currispundente »

Per l'insignamentu secundariu, « In i licei è cullegi, l'insignamentu facultativu di tutte e lingue è dialetti lucali, è dinù di u folcloru, di a literatura è di l'arte pupulare locale, si puderà fà in u quatu di l'attività dirette »

Prima a lege ùn s'appiegò à a lingua corsa, segnu di una vulintà pulitica di divitalizalla, perchè era vista cum'è un elementu determinante di un'identità cullettiva chì cercava a ricunniscenza, ancu à u livellu puliticu.

Ci volse dunque torna una lotta pulitica pupulare da chì l'integrazione legittima di a lingua corsa in u campu d'appiegazione di a lege Deixonne fussi decisa in u 1974.

Ma stu primu lampu impetta nantu à a vulintà di u Statu di prutege à tutti patti l'usu di u francese, cum'ella si vede in a lege n^u 94-665 di u 4 d'agostu di u 1994 relativa à l'usu di a lingua francese, detta lege Toubon.

U testu ramenta subbitu da l'articulu 1 chì « *Lingua di a Republica per via di a Custituzione, a lingua francese hè un elementu fundamentale di a persunalità è di u patrimoni di a Francia.* » L'articulu 2 precisa chì « *In a designazione, l'offerta, a presentazione, u modu d'impiegu o d'utilizzazione, a descrizione di a stesa è di e cundizione di garanzia di un bè, di un pruduttu o di un serviziu, è dinù in e fatture è e ricevute, l'usu di a lingua francese hè d'obligu* »

S'appieganu e listesse dispusizione à ogni publicità scritta, parlata è audiuisiva. E dispusizione di st'articulu ùn s'appieganu à a denuinazione di i prudutti tipichi è specialità d'appellazione furestera cunnisciuti da u publicu più largu. A legislazione nantu à e marche ùn face ostaculu à l'appiegazione di i primu è terzu alineà di st'articulu à e menzione è messaggi arrigistrati cù a marca. Hè a lingua di l'insignamentu, di u travagliu, di i scambii è di i servizii publichi. Hè u ligame privilegiatu trà i Stati chì cumponenu a cumunità di a francufunia. »
« Ogni iscrizione o annunzia posta o fatta nantu à a via publica, in un locu apertu à u publicu o in un mezu di trasportu cullettivu è destinata à l'infurmazione di u publicu deve esse furmulata in francese » (articulu 3).
L'appiegazione ditagliata per ogni attu ufficiale di a vita cutidiana cumpone u corpu di a lege.

Cusì, ind'è u spaziu pocu à pocu ricunisciutu à e lingue regionale, fù statu creatu in lu 1982 u primu DEUG di studie regionale di Francia, seguitatu in lu 1984 di a creazione di un cursus di studie regionale cumpletu è infine, in lu 1991, un CAPES monovalente di lingua regionale.

A Corsica benefizieghja di un statutu specificu, rinfurzatu à l'occasione di varii prucessi di discussione chì si sò tenuti trà a Corsica è u Statu.

Ad ogni tappa impurtante di l'evuluzione statutaria di l'isula, i testi chì organizeghjanu l'avanzate anu cunsacratu sviluppi à a lingua corsa, senza puru cunedeli mai un statutu ghjuridicu :

-A lege n^u 91-428 di u 13 di maghju di u 1991 chì porta statutu di a Cullettività Territoriale di Corsica hà privistu in issa materia, chì :
« In u quattu di a pulitica naziunale di l'insignamentu superiore, u Presidente di u cunsigliu esecutivu presenta à l'Assemblea di Corsica e pruposte relative à e furmazione superiore è à l'attività di ricerca universitaria, dopu avisu di l'Università di Corsica.

Nant'à sta basa l'Assemblea di Corsica stabilisce, secondu e priurità ch'ella decide in fattu di sviluppu culturale, ecunomicu è suciale è dopu cunsultatu u cunsigliu ecunomicu, suciale è culturale di Corsica, a carta di e furmazione superiore è di l'attività di ricerca universitaria. Issa carta diventa definitiva quand'ella hè l'ugettu di una convenzione trà a Cullettività territoriale di Corsica, u Statu è l'Università di Corsica. »

Nant'à pruposta di u cunsigliu esecutivu, chì ricoglie l'avisu di u Cunsigliu ecunomicu, suciale è culturale di Corsica, l'Assemblea determina l'attività educative complementare ch'ella organizeghja a Cullettività di Corsica.

L'Assemblea adotta in listesse cundizione, un pianu di sviluppu di l'insignamentu di a lingua è di a cultura corsa, chì privede in particolare e mudalità d'inserzione di stu insegnamentu in u tempu sculare. Isse mudalità sò l'ugettu di una convenzione trà a Cullettività territoriale di Corsica è u Statu. »

A cullettività territoriale di Corsica, dopu cunsultatu u Cunsigliu ecunomicu, suciale è culturale di Corsica cunclude cù e sucetà publiche di u settore audiuisivu chì anu stabilimenti in Corsica convenzione particolare pè a rializzazione di prugrammi di televisione è di radiodiffusione chì anu per ugettu u sviluppu di a lingua è di a cultura

corsa è destinate à esse diffusati nantu à u territoriu di a Corsica.

Puderà dinù, cun l'aiutu di u Statu, prumove iniziative è azione in i settori di a creazione è di a cumunicazione cun persone publiche o private di i Stati membri di la Cumunità Eurupea è di u so circondu mediterraniu. »

-A lege n^u 2002-92 di u 22 di ghjennaghju di u 2002 relativa à a Corsica hà cumplittatu ste dispusizione :

« I. – Hè inseritu in a sezione 4 di u capitulu II di u titulu primu di u libru III di a seconda parte di u codice di l'educazione un articulu L. 312-11-1 ridattu cusì :

« Art. L. 312-11-1. – A lingua corsa hè una materia insignata in u quattru di l'orariu normale di e scole materne è elementare di Corsica. »

II. – U secondu alineà di l'articulu L. 4424-5 di u codice generale di e cullettività territoriale hè rimpiazzatu da dui alineà ridatti cusì :

« L'Assemblea adotta, in listesse cundizione, un pianu di sviluppu di l'insignamentu di a lingua è di a cultura corsa, e mudalità d'appiegazione fendu l'ugettu di una convenzione cunclusa trà a cullettività territoriale di Corsica è u Statu.

« Sta convenzione prevede e misure d'accumpagnamentu necessarie, è frà altru quelle relative à a furmazione iniziale è à a furmazione cuntinua di l'insignanti. » ;

« A Cullettività Territoriale di Corsica, dopu cunsultatu u Cunsigliu Economicu, Sociale è Culturale di a Corsica, cunclude cù e sucietà publiche di u settore audiuisivu chì anu stabbilimenti in Corsica convenzione particolare in l'ottica di prumove a realizzazione di programmi televisivi è di radiudiffusione chì anu per scopu u sviluppu di a lingua è di a cultura corsa è chì sò destinati à esse diffusati nant'à u territoriu Corsu. Puderà dinù, cun l'aiutu di u Statu, favurizà iniziative è prumove azione in i duminii di a creazione è di a cumunicazione cù ogni persona publiche o private chì sortenu da i Stati membri di a Cumunità Eurupea è di u so ambu Mediterraniu. »

À u livellu custituzionale, dipoi u 25 di lugliu di u 2008, a Custituzione cumporta un articulu 75-1 chì benchì spruvistu di a minima purtata normativa, dichjara chì « E lingue regionale sò di u patrimoniu di a Francia ».

U Cunsigliu custituzionale hà puru fattu in furia à precisà, à l'occasione di l'esame di una quistione priuritaria di custituzionalità chì « st'articulu (75-1) ùn instituisce micca un dirittu o una libertà ch'ella garantisce a Custituzione » (decisione di u 20 di maghju di u 2011 n°2011-130QPC)

A pusizione di u Statu palesa dunque di modu generale, sia esplicitu, sia implicitu, un ricusu chjucutu di ricunosce pienamente è di salvà e lingue chì macaru custituiscenu u so propiu patrimoniu, è quessa malgradu l'inseme di i testi internazionali signati, à di le volte ratificati da a Francia chì prutegenu, garantiscenu è favurizeghjanu a sparghjera linguistica di e lingue minurate.

Figuranu di modu particolare in l'arsanale teoricu di a prutezzione ghjuridica di e lingue :

- U Pattu internaziunale relativu à i diritti civili è pulitichi chì a Francia ci hà adderitu u 4 di novembre di u 1980. L'articulu 26 interdisce ogni discriminazione è garantisce à tutte e persone una prutezzione para è efficace contr'à ogni discriminazione, particularmente linguistica. L'articulu 27 prevede chì « in i Stati induv'elle esistenu minorità etnica, religiose o linguistiche, e persone chì appartenenu à ste minorità ùn ponu esse prive di u dirittu d'avè, in cumunu cun l'altri membri di u so gruppu, a so propria vita culturale, di professà è praticà a so propria religione, o d'impieca a so propria lingua. »
- A Convenzione internaziunale nant'à i diritti di u zitellu. Ratificata da a Francia u 7 d'agostu di u 1990, a convenzione stabilisce in l'articulu 29 chì l'educazione di u zitellu deve avè per scopu di « inculcà à u zitellu u rispettu di i so parenti, di a so identità, di a so lingua i di i so valori culturali, quant'è u rispettu di i valori nazionali di u paese ch'ellu ci campa, di u paese chì ne sorte è di e civilizzazione differente da a soia ». L'articulu 30 di a Convenzione dumanda chì « In i Stati ch'elle ci sò minorità etniche, religiose o linguistiche o persone di u locale, un zitellu di u locale o appartenendu à una trà quelle minorità ùn pò esse privu di u dirittu d'avè a so propria vita culturale, di professà è praticà a so propria religione, o d'impieca a so propria lingua in cumunu cù l'altri membri di u so gruppu ».
- A Convenzione internaziunale relativa à i diritti economici, sociali è culturali chì a Francia ci hà adderitu u 4 novembre di u 1980, in particolare l'articulu 13 nant'à u dirittu à l'educazione è l'articulu 15 nant'à u dirittu à piglià parte à a vita culturale. In a so osservazione generale 21 nant'à l'articulu 15 § 1 a) di u Pattu, u Comitatu di i diritti economici, sociali è culturali hà precisatu chì « I Stati partiti averianu da piglià misure è ùn risparmià nisun sforzu da chì i programmi educativi destinati à i gruppi minoritarii è locali li sianu professati in a so propria lingua, pigliendu in contu i voti formulati da e cumunità è e norme internaziunale relative à i diritti di l'omu pertinenti nant'à stu puntu » (E/C 12/CG/21, § 27).
- A Dichjarazione di i diritti di e persone appartenendu à minorità nazionale o etniche, religiose è linguistiche, in particolare l'articulu 4.3 : « I Stati averianu da piglià misure apposta da chì, in a misura di u pussibile, e persone appartenendu à minorità avessinu a pussibilità d'amparà a so lingua materna o di riceve un'istruzione in a so lingua materna ».
- A Guida di u Rapurtadore speciale di e Nazione Unite nant'à e quistione relative à e minorità intitolata « Diritti linguistici di e minorità linguistiche » preciseghja chì a messa in opera di sti diritti umani face di manera chì quandu « a dumanda hè abbastanza alta à u pianu numericu, i servizii di l'insignamentu publicu devenu esse dispensati in una lingua minoritaria in a misura chì cunvene, segondu di modu glubale, una forma prupurziunale. Sta misura cuncerna ogni livellu di l'insignamentu publicu, da a materna à l'università. Sè a dumanda, a cuncentrazione di locutori o altri fattori chì impediscenu di falla, l'auturità di guvernamentale averanu in a misura di u pussibile da assicurassi

chì l'insignamentu di una lingua minoritaria sia disponibile. D'altronde, tutti i cittadini devono avere un'opportunità d'impiego a/e lingua/e ufficiale ».

- A Dichiarazione di i diritti collettivi di i popoli, assemblea generale di a Conferenza di e nazione senza Stati d'Europa occidentale (CONSECO) stabilita in Barcellona u 27 di maghju di u 1990 proclama chì : « Ogni populu hà dirittu à sprimesi è sviluppà a so cultura, a so lingua è e so regule d'organizzazione è di privedesi da falla, di e so proprie strutture pulitiche, d'insignamentu, di cumunicazione è d'amministrazione publica, nant'à a so aghja di suveranità » (articulu 9). ;
- A Carta Europea di e lingue regionale o minoritarie signata da a Francia u 7 di maghju di u 1999, ma micca ratificata.
- A Convenzione nant'à a prutezzione è a prumuzione di a diversità di e spressione culturale di l'UNESCO adduttata da a Francia u 20 d'ottobre di u 2005, affirmendu chì « ogni cumunità linguistica hà dirittu à dispone di mezi necessari da assicurà a tramandera è a perennità di a so lingua ».

A pusizione di u ghjudice amministrativu è custituzionale francese nant'à e quistione linguistiche spechja un equilibriu dialetticu trà sacralizzazione di a lingua francese, obblighu d'impiegu esclusivu di u francese in ogni actu di a vita publica o l'attività chì dipendenu di u spaziu publicu è presa in contu obligatoria, sempre à minimu, di a diversità linguistica in i territorii chì dipendenu oghje di a suveranità francese.

A ghjurisprudenza di u Cunsigliu Custituzionale è di u Cunsigliu di Statu palesa bè sta strategia chì cunsiste à cuntinà u dovere di prutezzione previstu da i testi internazionalii.

Hè cusì chì, in a so decisione di u 15 di ghjugnu di u 1999, u Cunsigliu Custituzionale stima chì certi articuli di a carta europea di e lingue regionale o minoritarie precitata cumportanu clause cuntrarie à a Custituzione è chì adderenduci, a Francia sdicerebbe i principii custituzionali d'indivisibilità di a Repubblica, d'ugualità davanti à a lege, d'unicità di u populu francese è d'usu ufficiale di a lingua francese.

St'apprezzazione hè stata ripigliata da u Cunsigliu di Statu in u 2013, chì hà in oltre emessu un avisu negativu à u prugettu di lege custituzionale chì autorizaghja a ratificazione di a Carta (avisu consultativu di u 31 di lugliu di u 2015 relativu à a ratificazione di a Carta europea di e lingue regionale o minoritarie).

Stu prugettu di lege custituzionale hè statu dinù ricusatu da u Senatu u 27 d'ottobre di u 2015.

Di listessu modu, u Cunsigliu Custituzionale hà censuratu per mezu di una decisione DC2021-818 di u 31 di maghju di u 2022 certe dispusizione di a lege relative à a prutezzione patrimoniale di e « lingue regionale » è à a so prumuzione, concurnendu l'insignamentu in « lingue regionale », detta lege Molac, nant'à e lingue locale di differenti territorii di Francia metropolitana è ultramarina, quant'è chì per u so usu.

Sta pusizione hà interpellatu u Cunsigliu di i diritti di l'Omni di e Nazione unite, chì hà indirizatu à u gvernu francese una lettera u 31 di maghju di u 2022, stunendusi di

parechji aspetti di a decisione di u Cunsigliu custituziunale :

« A decisione (n° 2021-818 DC) di u Cunsigliu custituziunale stabilisce l'incustituzionalità di l'insignamentu immersivu in un'altra lingua chè u francese è di l'usu di segni diacritichi di e lingue regiunale in l'atti di statu civile. Sta decisione pò culpisce a dignità, a libertà, l'ugualità è a non-discriminazione ma dinù l'identità di persone di lingue è culture storiche minoritarie di Francia.

Ste lingue, ricensate chì sò 75 [frà qualesse u corsu] segundu u raportu ufficiale Cerquiglioni in u 1999, sò per a più parte classificate da l'UNESCO in periculu di sparizione.

A decisione di u Cunsigliu custituziunale face seguita à l'adduzione da l'Assemblea naziunale à una larghissima magiurità (247 voti à prò, 76 contra è 19 astensione) l'8 d'aprile di u 2021, d'una pruposta di lege relativa à a prutezzione patrimoniale di e lingue regiunale è a so prumuzione, detta lege Molac, chì era stata addutata dinù largamente da u Senatu.

In a so decisione di u 21 di maghju di u 2021, u Cunsigliu custituziunale hà censuratu dui articuli essenziali di sta lege, l'articulu 4 chì auturizeghja l'insignamentu dettu « immersivu » in lingua regiunale è l'articulu 9 chì auturizeghja l'usu di i segni diacritichi di e lingue regiunale in l'atti di statu civile da permette a prununzia curretta di e casate è di i nomi in ste lingue.

L'articulu 4 di a lege « Molac » aghjunghje à l'insignamentu di a lingua regiunale è à l'insignamentu bislingu in lingua regiunale è in lingua francese previsti à l'articulu L. 312-10 di u codice di l'educazione, una terza forma ricunnisciuta cum'è a più efficace per accustà un veru bislinguistimu : « un insegnamentu immersivu in lingua regiunale, senza preghjudiziu à u scopu di ghjunghje à una bona cunniscenza di a lingua francese ».

In u § 18 di a so decisione, u Cunsigliu custituziunale accerta : « Sè, per cuncorre à a prutezzione è à a prumuzione di e lingue regiunale, u so insegnamentu pò esse previstu in i stabilimenti chì assureghjanu u serviziu publicu di l'insignamentu o ci sò assuciati, hè à cundizione di rispettà l'esigenze precitate di l'articulu 2 di a Custituzione. »

St'articulu 2, intruduttu in a custituzione francese di ghjugnu di u 1992 ma à u mumentu chì u Cunsigliu di l'Europa adduttava a Cartula europea di e lingue regiunale o minoritarie, dichjara : « a lingua di a Republica hè u francese ».

À u § 19, u Cunsigliu Custituziunale ritene una definizione chì dice chì « l'insignamentu immersivu di una lingua regiunale hè un metudu chì ùn si limiteghja à insignà quella lingua ma cunsiste à adupralla cum'è lingua principale d'insignamentu è cum'è lingua di cumunicazione in senu à u stabilimentu ». À u § 20 conclude : « In cunsequenza è in previsione chì l'insignamentu d'una lingua regiunale pò piglià a forma di un insegnamentu immersivu, l'articulu 4 di a lege deferita ùn cunnosce l'articulu 2 di a Custituzione. Hè dunque cuntraria à a Custituzione. »

U Cunsigliu custituziunale preciseghja chì a decisione s'appiega « in i stabilimenti chì assureghjanu u serviziu publicu di l'insignamentu o chì li sò assuciati » (§ 18). Cuncerna dunque non solu i stabilimenti publichi chì dipendenu direttamente di u Statu, ma dinù tutti l'altri stabilimenti di u retale Eskolim, Seaska, Bressola, Diwan,

Calendreta, ABCM, Scola Corsa, chì u principiu stessu hè l'insignamentu in immersione. Sta decisione cunduce dunque non solu à interdisce l'insignamentu in immersione in i stabilimenti pubblici di u Statu, ma dinù à annullà à termine i cuntratti d'associu cù u Statu chì finanza i posti d'insignanti è assigureghja l'aiutu di e cullettività lucale per u so funziunamentu.

Ci saria d'altronde un trattamentu differenziale trà l'insignamentu in e lingue minuriarie di Francia (Brittone, Bascu, Corsu, Occitanu etc.) è a lingua inglese. Quella, saria spessu utilizzata cum'è unica lingua d'insignamentu o in furmatu bilingu in stabilimenti chì assigureghjanu u serviziu publicu di l'insignamentu o li sò associati. Allora chì l'insignamentu immersivu in lingue minoritarie di Francia hè pruibitu, l'insignamentu in inglese, sottu à tutte e so forme, saria tulleratu senza difficoltà. »

Inseme à u Cunsigliu di i diritti di l'Omù di e Nazione unite « Temimu chì l'adduzione è l'appiegazione di sta decisione possanu inghjennà danni impurtanti pressu à i diritti umani di e minorità linguistiche in Francia. »

Sta decisione di u Cunsigliu custituzionale hà pruvucatu impurtante manifestazione, in Corsica (parechje centinaia di persone mubilizzate davanti à l'Ispezzione d'Accademia di Bastia) ma dinù à u Paese Bascu (6 à 10 000 manifestanti in Baionna) è in Brittagna (10 à 15 000 manifestanti in Gwengamp).

Hà dinù suscitatu una presa di pusizione di u Presidente di a Republica, fattu ineditu, à prupositu di una decisione di u Cunsigliu Custituzionale. U 26 di maghju di u 2021, nant'à a so pagina Facebook ufficiale, Emmanuel Macron hà assicuratu chì « *nunda puderia intravà l'insignamentu immersivu in lingue regiunale* », è hà « *dumandatu à u governu è à u Parlamentu di truvà i mezi di garantisce a so trasmissione* ».

L'Educazione nazionale hà tandu publicatu una circularia nant'à l'insignamentu immersivu, datata di u 14 di dicembre di u 2021, cunfurtendu stu mudellu. S'agisce di un'apertura nova di u Ministeru di l'Educazione nazionale à sta forma di tramandera per e lingue dette regiunale, ma a so purtata ferma limitata, in sensu à un corpus ghjuridicu custante, isciutu da u passatu, assai marcatu da a logica di righjettu di ste lingue.

Sola una riforma custituzionale, senza dubbitu per mezu di u rinforzu di l'articulu 75-1 di a Custituzione chì indetta e lingue dette regiunale, puderia cunfurtà st'orientazione fendu statu di a necessità di tramandera di ste lingue per tutti i mezi, cumpresu l'insignamentu per mezu di l'immersione. Hè u sensu di a pusizione sprimata, à a dumanda frà altru di u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica è di a Presidente di l'Assemblea di Corsica, da l'Associu di e Regione di Francia l'8 di marzu di u 2022 in u libru intitulatu « *Ver'di una Republica di a cunfidenza* », chì indetta cum'è pruposta mirendu a prutezzione du e caratteristiche storiche, suciale è culturale di u territoriu, ch'ellu cunvene di « *Securizà l'insignamentu immersivu di e lingue regiunale, cumplettendu l'articulu 75-1 di a Custituzione di stu modu : « A Republica cuncorre à a difesa è à a prumuzione di e lingue regiunale, particularmente per mezu di u metudu di u so insignamentu immersivu. »*

Hè cusì chì l'insignamentu di e lingue dette regiunale saria pienamente cumpattibile cun l'affermazione di u francese cum'è lingua di a Republica, chì apparisce à l'articulu 2 di a Custituzione.

S'accatastanu cusì trè movimenti incumpattibili chì permettenu di capì a

situazione chì ùn pò cumpiace è chè no cunniscimu oghje : a sacralizzazione di u francese, perceptu cum'è standard garante di un'unità stituziunale ; a vuluntà d'aderisce à a sola visione demucratca prumossa à l'internaziunale, sia a prutezzione di e lingue minuritarie cum'è parte integrante di un patrimoniù culturale cumunu ; a risposta legislativa purtata da pruvà in Corsica di scioglie stu dilemma, per mezu di misure parziale è micca cumpiite.

Di pettu à stu paradossu impussibile à supranà nant'à a basa di i so soli sforzi, l'Assemblea di Corsica hà malgradu custruitu cù una permanenza rimarchevule chì ùn hà fattu chè rinfurzassi, pruposte è dispusitivi chì intendu di salvà è prumove a lingua Corsa.

Da l'8 di lugliu di u 1983, per mezu di una muzione diposta da Michele Castellani, à nome di u gruppu UPC, a prima Assemblea di Corsica avia dibattutu è vutatu una muzione diposta in favore di u bilinguismu è di l'insignamentu obligatoriu di a lingua corsa.

A deliberazione relativa à a nuzione di populu corsu n° 88-59 di l'Assemblea di Corsica di u 13 d'ottobre di u 1988, accerta l'esistenza « *di una cumunità storica è culturale viva (...) u populu corsu* », è prupone in particolare « *l'insignamentu di a lingua corsa da a materna è à tutti i livelli di u cursus sculare è univertariu cum'è materia schjetta dutata di mezi, di a cunsiderazione è di a piazza riservata à una lingua chì campa in cunfurmità cù e ricumandazione di a risuluzione di u Cunsigliu di l'Europa nant'à e lingue minuritarie o regiunale.* »

Una muzione di u 26 di ghjugnu di u 1192 nant'à l'ufficializzazione di a lingua corsa hè ghjunta nanzu à a deliberazione n° 05/112 AC di u 1^{mu} di lugliu di u 2005 di l'Assemblea di Corsica appruvandu l'orientazione strategiche per u sviluppu è a diffusione di a lingua corsa.

A deliberazione n° 11/187 AC di l'Assemblea di Corsica di u 29 di lugliu di u 2011 adduttegghja una muzione relativa à a dumanda di messa in opera di mezi ghjuridichi per un statu di cuufficialità di a lingua corsa.

U 17 di maghju di u 2013, l'Assemblea di Corsica adduttegghja a deliberazione n° 13/096 AC chì accunsente à e pruposte per un statutu di cuufficialità è di rivittulizzazione di a lingua corsa, difendendu a necessità di un arsenalu ghjuridicu specificu :

« *A cuufficialità significheghja l'inserzione di a lingua corsa in senu à u sistema ghjuridicu per mezu di a creazione di diritti linguistici territoriali è d'obblighi novi per tutti i puderi publichi è u settore privatu nant'à u territoriu isulanu* » [...]

« *I/ Principii Generali. Articulù 1 U prugettu di statutu :*

1. *U presente statutu intende di prutege, incuragì è nuralizà l'usu di u corsu in tutti i duminii è à garantì l'impiegu ufficiale di u francese è di u corsu à paru nant'à u territoriu di a Corsica.*

2. *L'ogettivi principali di u presente statutu sò questi qui :*

a. *Prutege è incuragì l'impiegu di u corsu da tutti l'abitanti, in tutti in duminii d'usu, ch'elli riguardinu a vita privata o publica,*

b. *Rende effettivu l'impiegu ufficiale di u francese è di u corsu, senza alcuna discriminazione pressu à tutti l'abitanti,*

c. *Nuralizà è incuragì l'impiegu di u corsu in e cullettività lucale, l'amministrazione, l'insignamentu, i media, l'industrie culturale, u mondu*

socioeconomicu è spurtivu,

d. Guaranti l'accessu à a cunniscenza è à a pratica di u corsu à tutti l'abitanti,

e. Definì i duveri di i puderi publichi da fà rispettà i diritti di l'inseme di i locutori ».

Per mezu di a deliberazione n° 15/253 AC di u 16 d'aprile di u 2015, l'Assemblea di Corsica adduttegħja u Pianu « Lingua 2020 ».

A vuluntà di l'Assemblea era d'organizà in u cuncretu, suscità è federà l'iniziative ingiru à 80 fisce-azione da permette a rivittulizazione di a lingua corsa in tutti i settori di a sucietà isulana.

U fattu ch'elli sianu ghjunti à e respunsabilità i naziunalisti corsi di dicembre di u 2015 hà inghjennatu un rinforzu di i dispusitivi operazionali esisenti è a messa in opera di dispusitivi novi, in particolare in risposta à sfide o inghjochi inediti.

A deliberazione n° 16/140 AC di u 23 di ghjugnu di u 2016 hà permessu l'adduzione di a cunvenzione di messa in opera di u pianu di sviluppu di l'insignamentu di a lingua è di a cultura corsa.

Una seguita di deliberazione mirendu u mantenimentu di i giovani professori stazianti di l'IUFM di Corsica (deliberazione n° 04/155 AC di u 25 di ghjugnu di u 2004, n° 11/192 AC di u 29 di lugliu di u 2011, n° 17/192 AC di u 27 di ghjennaghju di u 2017) anu cumplettatu a deliberazione n°17/192 di u 27 di ghjennaghju di u 2017 chì dà mandatu à u Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica ch'ellu neguziessi pressu à u Ministru di l'Educazione Naziunale a messa in opera d'un quadru nurmativu specificu per l'Accademia di Corsica.

In u frattempu, un gran'pianu di furmazione di l'insignanti in lingua corsa per frumà i professori di e scole di u primariu hè statu messu in piazza per mezu di una deliberazione n° 16/248 AC di u 28 d'ottobre di u 2016.

L'Assemblea di Corsica si hè dinù mubilizata è hà adduttatu una muzione per deliberazione n° 19/055 AC di u 22 di ferraghju di u 2019, in seguitu à a riforma generale di u basigliè di u 2019, detta Blanquer, elaborata senza cuncertazione è à l'effetti diretti dannighjosi nant'à a pulitica educativa cum'è nant'à a pulitica linguistica di nurmalizazione di a lingua corsa difesa da l'Assemblea di Corsica.

Era questione di ristabilisce un cuefficiente attrattivu d'al menu 10% in a nota finale di a specialità in lingua detta regionale.

U Presidente di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica avia in u frattempu interpellatu u Ministru di l'Educazione nant'à a quistione di a riforma di u basigliè è in modu più glubale nant'à a necessità di rinforzà l'insignamentu di a lingua corsa in u sistema educativu.

Infine, testi mirendu a nurmalizazione di l'usu di a lingua corsa in senu à a Cullettività di Corsica eranu adduttati.

U novu regulamentu internu di l'Assemblea di Corsica, adduttatu per mezu di una deliberazione di u 16 di dicembre di u 2021, cum'è quellu di u Cunsigliu Esecutivu di Corsica adduttatu l'8 di ferraghju di u 2022, indettanu chì « E lingue di i dibattiti sò u corsu è u francese ».

In u quadru di l'eserciziu di u cuntrollu di a legalità, u prefettu di Corsica tandu in funzione hà, in una lettera d'osservazione di u 10 di ferraghju di u 2022, ghjudicatu irricevibile l'usu di a lingua corsa, ma dinù a nuzione di « populu corsu », indittendu chì e duie dispusizione eranu « cuntrarie à a Custituzione ».

U ricorsu esigia dunque chì u regulamentu sia revisatu « caccendu e menzione relative à u 'populu corsu' è istituendu a lingua corsa cum'è lingua di dibattitu ».

U Cunsigliu esecutivu di Corsica è l'Assemblea di Corsica anu sceltu di ùn prucedu micca à ste currezzione, spiegendu per currieru in risposta à a lettera d'osservazione di u prefettu e ragione pulitiche è ghjuridiche di a pusizione ritenuta, ch'ella fussi per a riferenza à l'adopru di u corsu quant'è à a nuzione di « populu corsu ».

I testi cuntinueghjanu dunque d'appiegassi tale chè adduttati in a so versione originale.

Al di là di l'avanzate quì sopra ramintate è capitalizate à fil di decenni, u presente raportu d'orientazione vole permette un saltu quantitativu è qualitativu di e pulitiche pubbliche messe in opera à favore di a lingua corsa, ch'ella sia in termini di statutu quant'è in termini di pratiche suciale è sucietale.

C) L'azione attuale di a Cullettività di Corsica à favore di a lingua

In u quadru ghjuridicu quì sopra presentatu, a Cullettività di Corsica s'hè dutata di mezi umani, bugettarii è di dispositivi dedicati à a pulitica à favore di a lingua, è dinù d'indicatori di valutazione chì volenu permette a migliurazione custante è l'efficacità.

I principali documenti strutturanti ch'ella ci scrive a so azione sò :

1) U Cuntrattu di Pianu Statu-Regione

A fine di l'appiegazione è u bilanciù di u CPER 2015-2020

Quattru primure sò state definite in u quadru di u CPER 2015-2020 :

- A sparghjera d'un gran pianu di furmazione à destinazione di i persunali insignanti di u primu gradu
- U co-finanziamentu di u funziunamentu di i centri di sughjornu è di studii corsi o centri d'immersione linguistici
- A pruduzione è a diffusione d'arnesi pedagogichi perfurmanti
- L'aiutu à u sviluppu di i siti bilingui

In u primu gradu, à a rientrata sculare di u 2020, circa 11 000 elevi di u primu gradu sò scritti in filiera bilingua cosa raprisenta 45% di l'effettivi è una prugressione di 9 punti per raportu à u percentuale di u 2016.

À listessa data, l'Accademia di Corsica conta 156 scole cù una filiera bilingua, sia 60% di l'inseme di e scole di l'Accademia. U numaru di scole bilingue di 564 hè in gran crescita nant'à u listessu periodu, sia 45% di u numaru tutale di scole (36% in u 2016).

In u segondu gradu, più di 99% di i sculari di sesta seguitanu un insegnamentu in lingua è cultura corsa (92% in u 2016) è 30% trà di elli sò scritti in filiere bilingue (di più 11 punti per raportu à u 2016).

E risolze in persunale sò dinù crisciute, sò più di 300 prufessori chì anu pussutu seguità u gran pianu di furmazione in lingua corsa, cosa hà permessu, da una parte di sviluppà l'insegnamentu di a lingua corsa nant'à u modu estensivu è, da un'antra parte, d'abilità 152 insignanti per l'insegnamentu bilingu. À a rientrata di u 2020, 654 insignanti di u primu gradu eranu abilitati à insegnà in lingua corsa, sia 36,5% di l'effettivu glubale.

U bilanciu di a messa in opera di e misure di u CPER 2015-2020 facenu apparì :

- In positivu : una prugessione significativa di a diffusione di l'insignamentu di a lingua è di a cultura corsa ch'ellu si cunsideressi u numeru d'elevi concernati o a pupulazione di professori abilitati ;
- In negativu : fora di e sciffe furnite, pochi ritorni d'ordine qualitativu (pedagogicu) di l'Educazione naziunale nant'à i dispositivi messi in piazza (centri d'immersione, Gran Pianu di Furmazione in Lingua Corsa) ; procedure è un calendariu da rivede per l'aiutu à u sviluppu di i siti bilingui (es : suppressione di l'aiutu à i soggiorni linguistici fora di Corsica) ; un percentuale di cunsumu più pocu chè u previsunale in cosa riguarda l'Educazione naziunale chì integra à di le volte spese annesse da piattà sta debbulezza. Hè cusì chì per u CPER 2015-2020, l'Ediucazione naziunale palesa un percentuale di cunsumu di 60% contr'à 90% per a Cullettività di Corsica.

A Cullettività di Corsica è u Statu anu valitatu, nant'à u principiu, u fattu di perseguità è ampliificà sta pulitica à favore di u CPER 2021-2027.

A Cullettività di Corsica difende, in u quadru di e negoziazione in anda, un riforzu di i mezi bugettarii è umani (particularmente u duppiame di i crediti), d'una più grande trasparenza da a parte di u Statu nant'à i mezi cunsacrati è e differente statistiche, è d'una crescita di a valutazione.

A finalizzazione di u CPER 2022-2027 :

A cuntrattualizzazione pruposta da a Cullettività di Corsica in u quadru di u prossimu CPER accima i 30,8 M€ invece di 17,1 M€ per u CPER di prima, cù un ingagiamentu di a cullettività di Corsica di 19,7 M€.

Stu duppiame di i crediti dedicati à a lingua corsa in u quadru di stu prugramma cuntrattualizatu financerà in particolare l'ecchippamentu di e filiere bilingue, a pruduzione di risolze pedagogiche, a diversificazione di l'offerta immersiva è u pianu di furmazione di l'insignanti di u primu è u segondu gradu. Stu novu CPER hà dinù per ambizione d'integrà una primura sucietale puntendu certe misure presentate à destinazione di u gran publicu, cum'è a pruduzione di risolze pedagogiche è a furmazione per immersione.

E principale misure concernate sò :

- L'insignamentu

L'ogettivu serà di cuntinuà a strategia voluntarista à favore d'una generalizzazione di l'offerta d'insignamentu bilingu in u doppiu scopu di tramandera di a lingua corsa è di u sviluppu di e capacità intellettuale, linguistiche è culturale di l'elevi. L'insignamentu bilingu averà dinù da purtà l'elevi à l'amparera d'altre lingue, in particolare di u latinu è di e lingue rumaniche, è apreli à e culture mediterranee.

- A furmazione

In u primu gradu

Dipoi a so messa in opera in u 2016, u gran pianu di furmazione hà permessu di furnà più di 300 insignanti à l'insignamentu in lingua corsa è di cunduce 152 professori di es cole à l'abilitazione. In u filu dirittu di a circularia nant'à e lingue è e culture regiunale di u 14 decembre di u 2021 cunsacrendu a nuzione di bislinguisimu è accustendu u principiu di l'insignamentu bislingu per immersione, principii naturalmente ripigliati in a lettera quadru relativa à u dispositivu accademicu di l'insignamentu di a lingua corsa per u primu è u segundu gradu, u gran pianu di furmazione hè ricunduttu per u periodu di u presente CPER.

A generalizzazione di l'insignamentu dettu « estensivu » di trè ore in filiere standard, a pussibilità di prupone à termine una filiera bislingua in tutti e scole materne è elementarie di l'Accademia è u sviluppu di l'insignamentu di tippu immersivu ne sò ogettivi principali.

Pigliendu in contu e dispusizione di a nova lettera quadru di l'insignamentu di a lingua corsa in l'Accademia, hè ormai pussibile, per tutti l'insignanti di u primu gradu d'avè ricorsu à l'insignamentu di tippu immersivu in e filiere bislingue. A macchetta di u gran pianu di furmazione per u primu gradu cumporterà un tempu di furmazione dedicatu à stu metudu d'insignamentu.

Da falla, u Ministeru di l'Educazione è di a Giuventù mantene u so sforzu d'allucazione di mezi di rimpiazzamentu à l'Accademia di Corsica à ragione di 20 ETP à l'annu da assigurà in leia cù l'INSPE l'offerta di stazii linguistici è didattichi. A Cullettività di Corsica cuntinueghja per a so parte à sustene finanziariamente l'organizzazione di sti stazii.

In u segundu gradu

L'abilitazione in lingua corsa di l'insignanti di discipline non linguistiche averà da esse incuragita da una furmazione linguistica è didattica cum'è desidè. L'ogettivu serà di rinfurzà e filiere esistente in i cullegi è d'assigurà una cuntinuità di l'amparere in liceu.

Sta furmazione hà vucazione à esse dispensata nant'à situ, in senu à u stabilimentu o in u quadru d'aggruppamenti di stabilimenti senza lascia da cantu, quant'ellu si pò, aggruppamenti in retale. A furmazione hè cunfidata in senu à i stabilimenti à l'insignanti di lingua è cultura corse è à l'insignanti abilitati di discipline non linguistiche.

L'immersione :

I quattru centri di sugiornu è di studii corsi (centri di Bastia, L'Oretu di Casinca, Savaghju è Basterga) accoglienu in un quadru strasculare gruppi d'elevi è i so insignanti. Pruponenu attività chì favorizeghjanu un usu naturale di a lingua corsa è offrenu un'immersione chì pò andà sin'à una ghjurnata à settimana.

In u quadru di u CPER 2015-2020, l'Accademia di Corsica è a Cullettività di Corsica co-finanzanu u funziunamentu di sti soggiorni chì sò complementarii di l'insignamentu di a lingua è a cultura corsa.

U CPER à vene averà da permette di sustene dinù a creazione di dui novi centri di sugiornu è di studii corsi (un centru longu sugiornu è unu à ghjurnata), chì unu omancu in zona urbana hè destinatu in priorità à l'elevi scularizati in mezu rurale è di

montagna.

- L'ecchippamentu linguisticu :

A pruduzione d'arnesi pedagogichi in lingua corsa hè una forma d'ecchippamentu linguisticu. A Cullettività di Corsica vole allargà stu campu d'azione sustenendu altri attori, cum'è ad esempiu, l'editori privati, chì ne anu a capacità è pruducenu digià risolze linguistiche per l'amparera di a lingua corsa. A Cullettività di Corsica vole dinù allargà u publicu chì benefizierà di st'ecchippamentu cù a pruduzione di risolze gran publicu.

Sta pruduzione, quant'è a diffusione d'arnesi pedagogichi performanti hhè dinù stata sustenuta da l'Accademia di Corsica (CANOPE, Neuromediasoft per Ecoli, lega Corsa di Scacchi).

Sè a pruduzione di risolze pedagogiche « classiche » per l'amparera in/di a lingua corsa ferma una preoccupazione maiò perchè indispensabile à l'insignanti è à l'elevi, convvene dinù di fà un sforzu impurtante per sustene arnesi d'amparera muderni cum'è quelli chì permettenu a furmazione à distanza per esesmpiu. È convvene dinù di creà, anzi di trasfurmà certe risolze da addirizzassi à u gran publicu.

Hè di primura dinù d'aiutà à a creazione d'arnesi di nurnalizzazione linguistica sullicitendu esperti, è in priurità l'Università di Corsica per mezu di u Cunsigliu di a Lingua.

Anzi, hè prupostu in u duminiu di a pruduzione è a diffusione di risolze linguistiche, di sustene a creazione di :

- Risolze pedagogiche per l'insignamentu di u Corsu (CANOPE è edizione diverse)
- Arnesi di nurnalizzazione linguistica : lessichi tematchi, professionali, certificazione (travagli di u Cunsigliu Linguisticu in leia cù l'Università di Corsica)
- Arnesi numerichi di furmazione à distanza ;
- Per i siti bilingui :

Hè quistione di purtà sustegnu à e filiere bilingue è immersive di u primu è secondu gradu cun :

- Dutazione di funziunamentu à e filiere immersive è bilingue di u primu è secondu gradu
- Chjama à prugetti pedagogichi per e filiere immersive di u primu gradu
- Chjama à prugetti pedagogichi per e filiere bilingue di u primu è secondu gradu (quaternu di e cariche per cunvenzione)

2) U Pianu « Lingua 2020 »

Arnese di pianificazione, u pianu « Lingua 2020 » si sviluppeghja in giru à 3 assi principali :

- Un documentu dendu contu, è analizendu i risultati di l'inchiesta

sociolinguistica cumpurtendu una valutazione strategica di u pianu 2007-2013 è 2015-2020 è a custruzione di prospettive per u 2030 ;

- L'ogettivi di u pianu 2021 allistinati cù fisce-azzione, duminii per duminii ;
- U spergugliame di i mezi finanziariii, soprattuttu quelli esciuti di i programmi cuntrattualizati.

U Pianu Lingua 2020, tene per scopu di parvene per u più à a nurmalizzazione di a lingua corsa è di ghjunghje à u bislinguisimu per via di 5 ogettivi presentati di sottu :

- Permette à ognunu d'amparà u corsu, pocu importa a so età, a so situazione prufeziunale o u so ceppu ;
- Offre à ogni locutore un massimu d'occasione per fà usu di a lingua corsa ;
- Creà e cundizione d'offerta di servizii bislinguii da l'organisimi publichi è privati;
- Esse attente à a qualità di l'ecchippamentu di a lingua ;
- Assicurà u spannamentu di a Corsica, in Corsica è fora.

Per via di i cinque ogettivi operazionali citati nanzu, u documentu quadru di riferenza vole creà una dinamica in giru à a lingua.

Sintesi di sottu :

Objectif	Composantes	Actions
1. La revitalisation de langue Corse	1.1. Donner un statut de coofficialité à la langue Corse	Action n°1 : Fonder la politique de revitalisation linguistique concernant le bilinguisme sur un dispositif égal en droit entre le Corse et le Français
	1.2. La transmission familiale de la langue	Action n°2 : Développer la transmission familiale de la langue Corse
	1.3. Une éducation bilingue pour la corsophonie	Action n°3 : Transmettre la langue pour une jeunesse bilingue
	1.4. La Corsophonie des adultes	Action n°4 : Donner à tous les droits et les moyens de se former en langue Corse et de parler Corse
	1.5. La culture	Action n°5 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse
	1.6. Les médias	Action n°6 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse
	1.7. Sport et loisirs	Action n°7 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les sports et loisirs
	1.8. Les services publics	Action n°8 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les services publics
	1.9. Les entreprises	Action n°9 : Soutenir le développement d'un cadre de vie en langue Corse dans les entreprises
	1.10. La qualité de la langue Corse	Action n°10 : Soutenir l'étude de la langue corse et la production de ressources linguistiques
	1.11. Les technologies de langue	Action n°11 : Soutenir l'élaboration de logiciels en langue corse et pour la langue Corse
	1.12. La sensibilisation, la motivation et le désir de la langue	Action n°12 : Soutenir la construction de représentation positive de la langue Corse
	1.13. La promotion de la langue à l'extérieur	Action n°13 : Faire de la langue corse le support de l'épanouissement culturel et économique de la Corse en Méditerranée et en Europe

Parechji evenimenti da fà valè a lingua sò urganizati in st'andatura custì da a

Cullettività di Corsica : A Festa di a lingua, Linguimondi o i Premii (Fazi, Libru), Chì permettenu d'allargà torna di più l'impegnu di a direzione è d'assicurà un spergugliame annuale, territoriale è variu di a pulitica di prumuzione linguistica, avviata da a Cullettività di Corsica.

Un sustegnu sistematicu à tutte e manifestazione è iniziative à prò di a lingua hè assicuratu dinù.

3) L'organizzazione interna :

Da pudè permette a realizzazione di l'ogettivi, a direzione di a lingua corsa hà mudificatu a so strutturazione è a so organizzazione, per scumparte l'inseme di l'effettivi (à oghje 14 agenti) in trè servizii :

- U serviziu furmazione, incaricatu di e rilazione cù i servizii di u Statu, soprattuttu l'Educatione nazionale,
- U serviziu diffusione linguistica, incaricatu di mette in leia tutte l'azione di diffusione di a lingua corsa in tutti i settori di a sucetà,
- U Cunsigliu linguisticu, incaricatu di l'organizzazione d'evenimenti di prumuzione di a lingua corsa è di l'aspettu spertizia è usservatoriu di a lingua.

Per ciò chì concerna l'organizzazione amministrativa, a Direzione hè presente annantu à trè siti (Bastia, Aiacciu, Corti).

In quantu à i mezi finanziari, l'evuluzione di u bugettu di a cullettività dedicatu à a lingua corsa (di sottu) hè presentata dapoi u 2008 è hè smezata in dui tempi. Fin'à u 2012, annata di creazione di a direzione di a lingua corsa, stu bugettu hè per a maiò parte cunsacratu à u latu educativu (dutazione è ecchippamenti siti bilinguii, creazione di risolze pedagogiche).

BP	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Totale CP (M€)	0,950	0,950	0,955	1,350	1,855	2,333	2,530
Totale AE/AP (M€)	1,030	1,030	1,030	1,870	3,066	3,383	3,450

Dapoi u 2016, u bugettu di a direzione ùn s'hè piantatu di cresce per ghjunghje à supranà u nivellu annuale di 3 milioni d'€ in u 2019.

Sta crescita si mantene mentre l'annate chì seguitanu per tuccà i 3,5 M€ in u 2021, sia una crescita di 10 %.

BP		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
FCT	AE	2,865	4,982	5,797	4,000	4,600	3,125	3,900
	CP	2,345	2,460	1,900	2,560	2,573	2,835	2,300
INV	AP	0,853	0,893	1,000	0,750	1,100	0,840	0,840
	CP	0,486	0,601	0,500	0,680	0,818	0,700	0,800
Totale (CP)- M€		2,831	3,061	2,400	3,240	3,391	3,535	3,100

Sia l'evuluzione presentata sottu :

D) A leia trà i Corsi è a so lingua à i tempi d'oghje

Essendu arnesi ghjuvatoghji da ricaccià è aghjunghje dati interessanti, e cuntribuzione sterne, soprattutto l'inchiesta sociolinguistica di a quale u raportu sanu da truvà in appicciu, sò un arrebbu à l'analisi è à a decisione pulitica.

In tantu permettenu di cunfirmà per a grande parte ciò chè no custattemu è circhemu à mette in ballu dapoi parechji dicennii :

- U numaru di locutori cambia secondu e generazione, i cirondi, è i lochi d'usu.
- A megliurazione di a situazione di manera necessaria passa per u sforzu in parechji settori : piazza di a lingua ind'u sistema educativu ; accumpagnamentu familiare è assuciativu ; rende ghjuvatoghja a lingua ind'u mezu economicu è suciale ;
- L'usu immersivu ferma, cumu n'emu avutu a prova in parechji studii paragonati, u modu u più sicuru per sparghje a lingua è accresce u numaru di locutori.

❖ L'inchiesta sociolinguistica cumandata da a Cullettività di Corsica :

Cumandata da a Cullettività di Corsica per rendu contu di a vitalità di a lingua annantu à u territoriu corsu, l'inchiesta si vole fà spechju di a piazza di a lingua ind'a nostra sucetà.

L'inchiesta realizzata in lu 2021 cumporta 2 parte : una prima parte cumposta di personalità qualificate, interrugate di modu à precisà e dumande da pone à u gruppu ripresentativu di a pupulazione (1500 persone maiò ghjunte da tutte e parte di l'isula, à parità, cù età sfarente).

Trattati da i studenti di l'Università di Corsica, i quistiunarii so stati presentati in lingua corsa (versione Pumonte è cismonte) per quelle persone interrugate chì si sentianu capaci à parlà, in francese per quelli ch'ùn si ne sentianu a capacità.

L'ugettivu generale di u studiu era di cunfirmà o infirmà una quindicina d'ipotesi di travagliu cù u scopu di definisce a percezzione di e cumpetenze, di l'usu, di i mezi d'amparera è di a ripresentazione di a lingua corsa in Corsica.

1- Risultati principali

Dopu quì sò presentati i risultati li più significativi esciuti di st'inchiesta. U primu risultatu hè assai significativu : più di 40% di e persone interrugate anu vu lsutu risponde in corsu.

Maestria di a lingua

- 30% si dichjaranu bilingui ;
- 13% accertanu parlà è capisce lu bè;
- 20% dicenu capisce lu bè è parlà lu appena.

63% sò cunsiderati cum'è « locutori à u sensu largu » di u corsu, à quessi

s'aghjustanu 20% di « locutori passivi », chì u capiscenu ma ùn lu parlanu. Ssa prupurzione conta i 3 prufili chi seguitanu :

- Sò bilinguu ;
- Capiscu bè è parlu bè ;
- Capiscu bè è parlu appena.

Ssa prupurzione rinvia à un totale di locutori di più di 18 anni cumpresu trà **164 400** è **177 500**. Ssu sciffu deve esse presu precauzione : cuntabbiliseghja l'individii chì sò « locutori reali » o attivi è individii chì sò « locutori putenziali », chì anu una sperienza è/o una certa cuniscenza di a lingua ma ùn la praticanu micca.

Da pudè ottene una stima più sicura di u numeru di locutori, i cunsultanti anu prupostu d'interessassi à i « locutori attivi » chì, senza cuntà lu so livellu di maestria di a lingua, anu da cercà l'occasione chì si presentanu à elli di praticà lu à u cutidianu. À parte di sta definizione, si pò stimà a prupurzione di locutori attivi à **39,1%** di a popolazione maiò chi campa in Corsica. Currende à un totale di locutori attivi maiò in Corsica cumpresu trà **99 000** è **112 000** à l'ingrossu. A stimazione cintrale ritenuta hè dunque di **105 500** « locutori attivi ».

Una repartizione disparata trà i territorii

- Paese Aiaccinu 18% bilingui, 59% di locutori ;
- Centru Corsica 50% bilingui, 75% di locutori ;
- Paese Bastiacciu 36% bilingui, 70% di locutori ;
- Stremu Suttanu 25% bilingui, 35% di locutori .

Si nota una disparità impurtanta trà e zone pastorale o poche turistiche è e zone cù un sviluppu di a pupulazione forte.

L'usu à u cutidianu

- 2% dichjaranu parlà solu corsu à u cutidianu ;
- 34% dichjaranu parlà francese è corsu à u cutidianu ;
- 20% dicenu parlà francese è à l'occasione corsu.

Cumpetenze scritte vs. Cumpetenze urale

- 67% di i +50 anni contr'à 46% di -40 anni cunsidereghjanu capisce bè o benissimo una persona à l'urale ;
- 58% di i +50 anni contr'à 28% di i -40 anni cunsidereghjanu pudè tene una conversazione ;
- 13% di i +50 anni contr'à 24% di i -40 anni accertanu pudè scrive un testu.

E cumpetenze scritte sò debule, ma più presente ind'è i giovani, à lu cuntrariu di e cumpetenze urale.

Amparera è trasmissione di u corsu

- 94% di i genitori volenu chì li so figlioli parlessinu corsu ;
- 40% cunsidereghjanu chì si perdi a trasmissione famigliale ;
- 55% di i corsofoni parlanu corsu è francese à li so figlioli, $\frac{1}{4}$ u francese solu ;
- 72% di e persone ch'anu rispostu cunsidereghjanu ch'in casa si parla di menu

in menu corsu.

L'amparera percippita cum'è essenzialmente familiare cala ancu s'ella benefizieghja d'un parè assai pusitivu.

A scola è l'arnesi d'amparera di u corsu

- 34% di e persone ch'anù rispostu anù avutu un insegnamentu di a lingua corsa (da nutà 50% anù +50anni) ;
- 63% di quessi quì cunsidereghjanu l'amparera suddisfacente ;
- 93% l'anù cunsideratu cum'è assai impurtante per elli ;
- 68% cunsidereghjanu chì st'amparera ùn basta per ammaestrà a lingua ;
- 66% cunsidereghjanu ch'elli ci sò di più in più arnesi d'amparera ;
- 62% cunsidereghjanu chì u corsu hè di più valurizatu ind'è i media.

A scola hè vista cum'è utule è ancu indispensevule, ma ùn hè abbastanza è u bilinguisimu hè pocu, mentre chì l'arnesi à l'infora sò di più in più valurizati.

A lingua ind'è l'usi

- 37% di i locutori di u corsu si ghjovanu essenzialmente di u francese à u cutidianu ;
- 85% dichjaranu parlà corsu in famiglia, 71% in casa ;
- 40% di i locutori di i -25 anni u parlanu à u cutidianu contr'à 77% di i + 50anni ;
- 60% di quelli chì ùn parlanu solu francese sò donne ;
- 58% di l'omi contr'à 42% di e donne parlanu i 2 à u cutidianu.

U corsu hè una lingua di « gruppi » paralata in famiglia, in paese o frà persone chì sanu ch'elle ponu parlà frà di elle ; hè di più parlata da l'omi è persone anziane.

A ripresentazione di u corsu

- 52% di e persone ch'anù rispostu (locutori o nò) sò liate di manera forte forte (10/10) à a lingua corsa, 9% soli li danu un affettu debule (inf. à 5/10) ;
- 88% pensanu chì ghjè impurtante di salvà a lingua corsa ;
- 97% si dicenu fieri di pudè parlà lu ;
- 99% di e persone ch'anù rispostu cunsidereghjanu chì a lingua face parte di l'identità corsa ;
- 79% cunsidereghjanu chì ghjè una lingua à paru cum'è l'altre.

A lingua hè percippita cum'è essenziale è strutturante di a sucetà è la so salvezza hè vista cum'è necessaria, 71% di e persone ch'anù rispostu cunsidereghjanu chì a cuufficialità hè necessaria.

2- Interpretazione

Ci pare dunque esse un cunsensu suciale in giru à a lingua corsa, ancu s'è cala la so pratica. Malgradu què ùn si pò accertà ch'ognunu pensi listessa ind'a sucetà. S'è una

maiorità di a popolazione hè a favore di a lingua , ancu u bilinguisimu, e parolle ùn anu listessu pesu è definizione secondu e persone, certi ùn fendu listesse rilazione nant'à l'effeti o l'impegni..

Tutte e persone interrugate cunsidereghjanu chì a lingua hè un segnu forte di l'identità. A lingua hà persu a so funzione comunicativa ma a so funzione identitaria ella hè cresciuta. Porta un sentimu d'appartenenza, ancu s'è l'usu pò esse limitatu assai (« *una parolla, un dettu, una magietta basteranu* »), al di là di e cunfine isulane : cusì, da a parte d'unu di l'attori interrugati, i cuntinentali chì ghjughjenu in Corsica serianu mutivati per amparà u corsu, pensendu ch'ellu hè indispensabile.

Per quantu, malgradi i prugressi di i diversi supporti chì esistenu è i sustegni manifestati, un usu massiciu di u corsu ùn s'impone ancu di modu naturale in core à a popolazione. Un primu cuntattu cursufonu pare esse a cundizione prima à l'usu di a lingua.

A dimensione psicologica a paura di sbaglià si, parlà male, pò custituì un blucchime.

3- Cunclusionione

A prupurzione di locutori passivi presunta (à l'ingrossu 170 000) pare esse stata sopra stimata. Invece quella di i locutori attivi (105 000) corrisponde à i risultati di l'anziana inchiesta di u 2012, ma ssu risultatu ùn rende micca contu di e pratiche cutidiane di a lingua corsa. Difatti una parte impurtante di i bislingui ùn lu praticheghjanu di modu regolare.

L'inchiesta hà permessu di nutà chì a lingua hè percippita di manera pusitiva da a popolazione. Hè vista cum'è in periculu è l'azione chì anu per scopu di prumove la sò ghjudicate cum'è necessarie. E persone ch'anu rispostu pensany chì u corsu ùn hè abbastanza parlatu ind'a sucetà è chì a lingua aspessu hè praticata in privatu, in famiglia o cù l'amichi. A so piazza tende à sminuisce ind'a sucetà in particolare ind'è i più giovani è ind'è e femine, ma l'iniziative di i media è strutture da l'infora per prumove a lingua sò utule.

L'amparera di u corsu in iscola patte d'una pusizione favurevule è lu so rinforzu hè stimatu cum'è necessariu, ma abbastanza, à u sviluppu di a lingua. Cusì, a furmazione di l'insignanti in lingua corsa hè una pruposta formulata di manera impurtante da e persone interrugate (90%).

A trasmissione intergeneraziunale, marca impurtante di a vita d'una lingua, percippita cum'è essenziale hè indispensabile è benefizieghja d'una vuluntà pusitiva di i genitori (o à vene) : 55% accertanu parlà corsu è francese à i so figlioli, 11% solu u corsu. Quessi quì accertendu largamentu , quand'elli sò locutori vulè trasmette u corsu à li so figlioli, ancu s'è ind'i fatti ¼ di i locutori ùn parlerà chè francese cù li so figlioli.

À mezu à e pruposte fatte da e persone interrugate, quelle chì anu per ugettivu di megliurà l'insignamentu è a furmazione ghjunghjenu prime (cuntenutu di l'insignamenti, valorisazione di l'amparera sculare, bilinguisimu sculare). Per ciò chì tocca à i maiò, a creazione è a megliurenza di i dispusitivi chì esistenu digià (corsi, attelli), a prumuzione ind'è i media o dinù l'amparera à destinazione di i stranieri sò di longu mintuvate.

Tenendu contu di a parte impurtante di u travagliu realizatu ind'u duminiu di l'insignamentu, ci paria interessante di presentà in lu dettagli certi resultati è precisàli, cum'è u livellu di lingua.

➤ Per ciò ch'è cuncerna l'educazione :

• Primu gradu :

- L'insignamentu bislingu (annata sculare 2020-21)

• L'insignamentu bislingu cuncerna 44,6 % di l'elevi di u 1mu gradu spergugliati in 156 scole (61,7 %) ;

• Una prugessione di 9 punti di u numeru d'elevi in filiera bislingua in 5 anni (+ 1 600 elevi) ;

- L'insignamentu di a lingua (annata sculare 2020-21)

100 % di l'elevi cuncernati da l'insignamentu di a lingua corsa. Frà i quali, 55,2 % ricevenu un insegnamentu stensivu. U nivellu aspettatu (ghjunghju 2019)

• 23,77 % di l'elevi di u CM2 standardu ghjunghjenu à un nivellu A2 è 45,61 % di l'elevi in filiera bislingua ghjunghjenu à u nivellu B1.

- E risorse umane (periodu 2016-2021)

- 360 insignanti furmati ;
- 128 insignanti certificati ;
- 126 insignanti abilitati.

• Secondu gradu :

- L'insignamentu bislingu :

• 29 collegii pruponenu un insegnamentu bislingu ;

• 3 510 sculari seguitanu un insegnamentu bislingu in u 2020-2021 à u collegiu, imbulighjendu tutte e scole (sia à pocu pressu 27 % di l'elevi) ; ;

• Si rimbecca un mancu di leia trà a scola elementaria è u collegiu per fà vene d'astri sculari cursofoni ch'ùn eranu micca in figliera bislingua.

- L'insignamentu di a lingua :

• 8 595 elevi anu pussutu gode d'un insegnamentu in « Langue Vivante Régionale » di complementu mentre l'annata 2020-2021.

- E risorse umane :

• 303 persunali abilitati in Lingua è Cultura Corsa in u 2020 in collegi è licei.

- L'insignamentu Bislingu à u liceu

• U seguitu di e filiere bislingue ùn hè assicuratu ch'inde certi licei (3).

• Solu 100 elevi seguitanu una filiera bislingua in seconda à a rientrata di u 2020 ;

• U listessu annu, ùn eranu più chè 10 à seguità un insegnamentu bislingu in 1ma et 0 in terminale.

• L'insignamentu di a lingua : malgratu a creazione d'un gruppu di travagliu ch'è si vole esse fattu per rinfurzà a presenza di a lingua corsa à u liceu, u percentuale di i elevi ch'è studiegghjanu u corsu ferma debbule per raportu à quella ch'è si vede à u collegiu. Si tratta di solu 20,4 % di l'elevi di seconda è

14,6 % in 1ma è listessa in terminale (filiera bilingua è uzzione mischjate).

In u 2021, 29 elevi di terminale avianu sceltu u corsu cum'è insegnamentu di specialità.

- A furmazione per l'adulti :

A cullettività mette in piazza una furmazione per l'adulti induve 500 stazianti sò stati furmati è 180 sò stati certificati.

➤ Per ciò chì tocca à i vettori di cumunicazione ::

- Media :

A televisiò :

- Un partenariatu trà a Cullettività di Corsica è quattru media isulani hà permessu di furmà giornalisti cursofoni via cuntratti di prufeziunalizazione ;

- 23 % di i prugrammi di France 3 Corse ViaStella sò in lingua corsa. Una furmazione cuntinua hè pruposta à i giornalisti.

A radiu :

- Una convenzione partenariale hè zifrata cù RCFM per diffusà a lingua corsa ind'i prugrammi (u cuntenuutu hè di più ricercatu chè a quantità).

A stampa :

- A presenza di a lingua corsa hè messa à l'arrice (simbolica) ind' a stampa scritta è s'inciampa assai malgratu parechji partenariati cù magazini lucali.

- L'arnesi à u serviziu di a lingua :

- A cartula di a lingua corsa hè stata aduttata per permette d'aduprà a lingua in e cullettività pubbliche, intraprese, amministrazione è associ. In u 2021, 147 cumune, 5 intercumunalità, 27 stabilimenti publichi, 8 media, 28 intraprese, è dinù 58 associ avianu zifratu a cartula.

- E Case di a lingua :

E case di a lingua si volenu cum'un cuntrattu trà l'attori indiatu à u serviziu di a lingua è a CDC, per salvà, tramandà, sparte è dà accessu à a lingua corsa.

U scopu hè di prupone ind'un circondu, un prugramma d'attività in leia cù a lingua corsa accumulendu attori diversi.

St'inchiesta palesa di modu chjaru ch'ella ci hè una parte di a popolazione adulta in Corsica, 24% à pocu pressu, chì si dicenu in capacità di parlà u corsu ma chì ùn a ci la facenu micca sempre quand'ella s'affacca l'occasione.

I locutori reali, chî parlanu u corsu quand'elli u ponu, ripresentanu à pocu pressu 40 % à l'ingrossu di a pupulazione.

❖ U studiu di a rete **Network to Promote Language Diversity (2022)**

A rete Network to Promote Language Diversity (NPLD) vene di presentà un studiu cumparativu di i mudelli « d'educazione nu a lingua », chî mette in risaltu u bisognu di l'immersione, appughjendu si annantu à quattru esempi : U Paese Bascu, U paese di Gallia, A Britannia è l'Irlanda. U risultatu hè chjaru : l'insignamentu per via di l'immersione tutale hè a sola spera d'avvene per e lingue in periculu di sparizione, cum'elle sò classificate da l'UNESCO, frà e quale si trova u corsu.

U studiu cumparativu ma dinù i risultati ottenuti da i zitelli secondu à e forme di a so scolarizzazione è a sparera mentre u tempu sculare, in scola è fora di scola induve u zitellu hè ciuttatu trà a lingua minacciata è a lingua ufficiale duminante.

Ghjè cusì trà u bascu è u spagnolu, gallese è inglese, brittonu è francese è gaelicu è inglese.

À u paese bascu (Euskadi)

I baschi sò scumpartuti annantu à sette pruvince storiche : Labourd, Bassa Navarra è Soule ind'u Statu francese, a Navarra, è e trè pruvince di a cumunità Autonoma Basca, a Gipuzkoa, la Biscaye è l'Alava. Ind'a Cumunità Autonoma Basca, ci hè più di dui milioni d'abitanti, à l'ingrossu u terzu hè bascofunu (631 000) è ci si pò aghjunghje 356 000 locutori passivi secondu u studiu linguisticu fattu in u 2016.

U sistema educativu attuale hè in anda dapoi u 1982, data di l'autunumia ottenuta dopu à a caduta di u franchisimu. A lege annantu à a nurmalizzazione di l'usu di l'euskara dice u dirittu per tutti d'esse scularizati à paru in bascu quant'è in castiglianu è tene cum'è scopu « una cumpetenza pratica certa per e duie lingue ufficiale à a fine di l'educazione ubligatoria ».

Per quessa trè pussibilità sò pruposte à i parenti :

- Parcorsu A induve a lingua di struzzione è di vita sculare hè u castiglianu, induve u bascu hè seconda lingua ubligatoria ;
- Parcorsu B, induve ci hè u bislinguisimu generale ;
- Parcorsu D induve a lingua di struzzione è di vita sculare hè u bascu, è induve u castiglianu hè seconda lingua ubligatoria.

U parcorsu chî face una piazza maiò à u Bascu hè statu sullicitatu largamente da i parenti.

À a scola primaria, à principiu, in u 1985, u parcorsu B-spagnolu era magiuritariu (70 % di i zitelli), u parcorsu D-basculuntanu daretu (20 %) è u restu per u parcorsu B-bislingu (10 %). À u francà di l'annu 2000, dopu à 15 anni, e prupurzione eranu cuntrarie : u parcorsu D-basculuntanu accuglia 52 % di l'elevi, u parcorsu B-bislingu 30 % è u parcorsu A-spagnolu 18 %. Vint'anni dopu, in u 2019, i scarti sò torna scavati : parcorsu D-basculuntanu 77 %, parcorsu B-bislingu 18% è u parcorsu A-spagnolu menu di 5 %.

Ind' u secundariu a versura hè listessa : parcorsu A-spagnolu 73 % di i zitelli in u 1985, 6 % in u 2019 ; parcorsu B-bislingu 7,5 % in u 1985, 22 % in u 2019 : parcorsu D-bascu : 15 % in u 1985, 72 % in u 2019.

Trà i trè parcorsi i risultati ottenuti in termine di maestria di a lingua basca sò senza paragone pussibile :

- In parcorsu D-bascu, a percentuale di i zitelli chì ammaestranu u bascu in fine di scolarità vada da 56,4 % in l'insignamentu publicu à 67,5 % in l'insignamentu privatu.
- In parcorsu B-bislingu, a percentuale di i zitelli chì ammaestranu u bascu à a fine di a scolarità hè di 22,3 % ind' u publicu è 42,2 % ind' u privatu.
- In parcorsu A-spagnolu, e percentuale si sfondanu à 1,8 % ind' u publicu, è 12,4 % ind' u privatu.

Per fà contu, annantu à i trè parcorsi imbulghjati, 54,4 % di i zitelli baschi sortenu da u sistema sculare cù una maestria di a lingua basca invece chì solu 19,2 % venianu d' un mezu familiare induve u bascu hè praticatu.

Stu risultatu bonu hè in tuttu ligatu à u sviluppu di l'insignamentu per immersione, tantu ind' u privatu quant' è ind' u publicu.

Ind' u frà tempu a maestria di u castiglianu da i giovani baschi hè eccellente per 86,8 % d'elli, sia un risultatu chì supraneghja quellu di a Spagna sana chì hè di 77,3 %. Per i francesi, i studii mostranu un nivellu di cunniscenza bona di u francese, à a fine di a scolarità primaria, 79,3 %, annantu à a basa di sei criterii : sensu di e parulle, sintassa, maestria di l'infrasate, capiscitura di i scritti, capacità à a lettura, à u scrittu cum' è à l'urale.

À u Paese di Galle (Cymru)

U Paese di Galle conta 562 000 locutori di u gallesu per una pupolazione d' à pocu pressu trè milioni d' abitanti. A pianificazione linguistica decisa da u governu autonomu gallesu si dà per scopu di ghjunghje à un milione di locutori in u 2050 (Cymraed 2050).

U sistema educativu in anda data di u « Welsh Language Act » di u 1993 chì fissa un ubligazione d' uguaglià trà l'inglese è u gallesu è prevede in cunsequenza di favurisce u gallesu di punta à l'inglese largamente duminante.

Cum' è à u Paese Bascu u so sistema educativu prupone un insegnamentu « welsh-medium » induve u gallesu hè lingua d' insegnamentu è lingua di tutta a scolarità ; un modulu english-medium induve u gallesu hè insegnatu cum' è seconda lingua ; è un sistema mezanu bislingu, cù una graduazione chì vada da 20 % à 70 % per u gallesu. Di fatti si tratta d' un statutu di transizione da qualessu u gallesu piglia à pocu à pocu di più piazza ind' una scola, fin' à rimpiazza l'inglese passendu à un situ « welsh-medium » capu à parechji anni.

Annantu à 475 000 zitelli scularizati à u primariu è u secundariu in l' inseme di u Paese di Galle, 350 000 sò nu e scole classiche « english-medium », 80 000 (16,9 %) ind' a filiera immersiva « welsh-medium » è 50 000 per i siti bislinguii mezani. A parte d' elevi « welsh-medium » ind' u primariu hè di 21 %, l' immersione si sviluppa à

parte da e piccole scole.

U studiu di sti mudelli compie cusì : « L'educazione in immersione « welsh-medium » hè u metudu principale chì assicureghja chì i zitelli sò capaci di sviluppà e so cumpetenze in gallese, è di creà nuvelli locutori in gallese » ; « i zitelli chì anu seguitatu u parcorsu « gallese seconda lingua » ùn sò capaci di fà usu di e so cumpetenze acquisite quand'elli sò fora di a sala di scola ».

Per i zitelli chì anu seguitatu una scolarità « welsh-medium », a valutazione fatta à l'età d'11 anni mostra 80,3 % di i locutori chì ammaestranu u gallese. Per a maestria di l'inglese, 78 % riescenu e prove, contru à 72,7 % di i zitelli isciuti da una scolarità in inglese cum'è lingua veicolare.

In Britannia (Breizh)

L'UNESCO classifichighja a lingua brittonna à mezu à e « langues sévèrement menacées de disparition ». C'era 1,1 milione di locutori brittonni à principiu di u 20esimu seculu, sò 210 000 in u 2018, frà i quali 80 % anu più di 60 anni.

A lingua brittonna hè presente ind'è l'insignamentu secondu trè parcorsi : scole associative Diwan chì praticanu l'insignamentu per immersione ; nu e scole pubbliche bilingue ; nu e scole private bilingue.

U sistema Diwan scularizighja à l'ingrossu 4 500 zitelli, annantu à 20 000 chì ricevenu un insegnamentu significativu di u brittonu, l'astri sò scularizati nu e scole bilingue pubbliche (2/3) è private (1/3).

À a fine di u collegiu, in scola di 3esima, e valutazione danu una cumpetenza linguistica B2 per 65,4 % di l'elevi Diwan. Stu nivellu ciotta à 26,8 % ind'u bilingu publicu, è 18,8 % ind'u bilingu privatu. U nivellu di riescita à u brivettu hè di 99 % per a filiera Diwan, invece ch'ellu hè di 87,30 % à nivellu naziunale francese.

In Irlanda (Eire)

U gaelicu in Irlanda hè definitu come una lingua « minacciata à sparì di modu definitivu », ben ch'ella sia lingua cuufficiale cun l'inglese, è ben ch'ella sia una di e 24 lingue ufficiale di l'Unione Auropea.

40 % di l'irlandesi ponu parlà l'irlandese, è 4,2 % a facenu ogni ghjornu. Ind'una parte d'un territoriu bellu precisu, chjamatu Gaeltacht, induve campanu à pocu pressu 100 000 abitanti annantu à i 5 milioni d'Irlandesi, i dui terzi cunnoscenu è ponu sprimà si in gaelicu.

Nu e scole « English-medium », u gaelicu hè insignatu cum'è una seconda lingua ubligatoria. E scole « Irish-medium » sò assai più scarse, è u studiu face a differenza frà quelle chì sò stabbilite in Gaeltacht, è quelle chì sò ind'u restu di l'Irlanda.

A parte di zitelli di u primariu ind'una scola « irish-medium » hè debbule, 7,5 %. Ùn hè chè di 4,5 % ind'u secundariu, cù 2,5 % in immersione totale.

I risultati sò più chè chjari : nu e scole « english-medium », soli 2% di i zitelli parlanu currentemente u gaelicu à a so entrata in seiesima, nu e scole immersive, sta parte hè di 56%, parte chì cresce fin'à 75% quandu 'sse scole sò nantu à u territoriu Gaeltacht.

A messa in prospettiva storica di e mubilizzazione militante, popolare, è u ramentu di l'azione vulintarista di a Cullettività di Corsica dapoì a creazione di l'Assemblea di Corsica da u statutu particolare di u 1982, testimonieghjanu d'un fattu : a vulintà di salvezza è di sviluppu di a lingua corsa ferma oghje un' andatura pulitica maiò, spartuta da tutti.

E mosse indiate dapoì più d'un mezu seculu anu impeditu chì u peghju, chì era previstu, ùn ghjunghjessi : a sparizione di a lingua corsa hè stata francata.

Ma ùn anu pussutu permette d'accimà l'uggettivi chì oghje facenu cunsensu : assicurà a ricunniscenza statutaria di sta lingua è assicurà u so spannamentu, dendu li i mezi di ridiventà una lingua naturale d'usu ind'i tutti l'atti di a vita publica è privata, ind'a Corsica di u 21esimu seculu.

Sò i scopi ch'ella ci deve permette d'accimà a nuvella pulitica linguistica di a Cullettività di Corsica, chì hà vucazione à esse aduttata à u termine d'una dimarchja d'elaborazione, à l'insolcu di stu raportu d'orientazione.

Parti 2/ Pà una vera pulitica linguistica di a Cullittività di Corsica

Asisti una sfarenza impurtanti, chì v'aldilà di a simplici semantica, trà una pulitica à favori di a lingua è una pulitica linguistica.

I pulitichi missi in opara « à favori » di i lingui minoritarii aduniscini iniziativaii varii, senza custrinti è fora di u spaziu publicu ufficiali.

À cuntrariu, una pulitica linguistica abbisogna ch'eddu sichi cunferitu un statutu ufficiali à una lingua, identificata in u spaziu publicu è di ghjuvori in u quattru di l'atti ufficiali di a vita cutidiana.

Oghji a lingua corsa hè in una situazione di diglossia (cumpitenzi sfarenti di i lucutori lucali sionti ch'eddi parlini francesu o corsu) è di minoranza di pettu à u francesu.

I cundizioni ghjuridichi, pulitichi è sucioeconomici, com'è l'ivuluzioni demografichi di u ventesimu seculu anu pruvucatu u rinculu di a so pratica.

A rinascita di l'idea nazionalista corsa hà caghjunatu una rivalurizzazione relativa di i so raprisintazioni è a conquista d'arghjii novi d'usu di a lingua, in particulari dapo u Riacquistu di l'anni sittanta.

Una rialità cumpagna imponi dunqua una pulitica linguistica chì cuntribuisci di modu efficaci à l'ecchippamentu, à a normalizzazioni, à a prumuzioni è à a diffusioni di a lingua corsa, chì dà guaranzii di rispettu strettu strettu di i dritti linguistici di tutti i citatini.

A lingua corsa hè ricunnisciuta da elementu più visibili è più caratteristicu di l'identità cullettiva di i Corsi, in tantu chì cumunità storica è culturali uriginali.

A so pirmanenza ci custituischi, a so sparizioni ci cundannaria in tantu chì populu : « persa a lingua, persu u populu ».

A lingua corsa hè dunque di sicuru un strumentu di trasmissioni di a cultura è di i valori di a sucità corsa.

È sta funzioni apparisci ancu di più indispinsevuli rispettu à l'imbuschi è sfidi chì si pesani incù un'intensità senza misura di fronti à a sucità isulana.

A lingua corsa hè, pà una sucità corsa esposta à u risicu di spizzera suciali è culturali, più chè mai un cimentu nicissariu, capaci à dà una purtata effettiva à u cuncettu di cumunità di distinu : si nasci corsu, ma si pò sceglia dinò ad essa corsu, aldilà di u locu di nascita, di u culori di peddi, di a rilighjoni o di a scelta à ùn creda, di divintà corsu, participendu, in particolari, par via di a lingua, à u distinu di stu populu.

A lingua corsa hè dunque un attrazzu putenti di cuesioni suciali è d'integrazioni (divintatu ancu di più indispinsevuli in una sucità chì ricevi più di 5 000 novi abitanti à l'annu, frà i quali a più parti senza nissun ligamu anteriori incù a Corsica), è ancu di cumunicazioni, di criazioni è un vettori d'apartura, ch'ùn si pò spiccà di un prughjettu puliticu è di una citatinanza vulsuti com'è aparti annantu à u Meditarraniu, l'Auropa, è u mondu.

Malgratu i so carti maestri è l'iniziativi sbucinati dapu guasgi quaranta anni, malgratu un'unanimità di i forzi pulitichi annantu à u sughjettu, malgratu una cuscenza chjara di l'imbuschi ligati à a so salvezza è à a so sparghjera, oghji più chè mai a lingua corsa hè minacciata di sparizioni.

A so vita è u so sviluppu abbisognani l'uttinimentu di un statutu di cuufficialità.

A pulitica linguistica ch'eddu conta di pruona è di metta in opara u Cunsigliu esecutivu di Corsica hè puntiddata da dui pilastri neschi :

- L'uttinimentu di un statutu di cuufficialità pà a lingua corsa (a cuufficialità *de jure*) : i scentifichi sò d'accunsentu par di chì un statutu cumpagnu hè a cundizioni nicissaria, ben chì ùn abbasta, da garantiscia a vita di una lingua in situazioni di diglussia ;
- A missa in opara di una pulitica di cuufficialità *de facto* chì devi purtà a lingua corsa à turrà ad invistiscia l'insemu di i spazii di a vita publica è privata senza aspittà a cuufficialità *de jure*.

À u travagliu di custruzioni è d'uttinimentu di un statutu ghjuridicu di cuufficialità, chì imponi un'ivuluzioni di natura custituziunali, devi dunque sopraonasi un'azzioni vulintarista, ditarminata à favori di a lingua, chì in prima dipendi di a vulintà cullittiva di a sucità corsa.

A.A riaffirmazioni di l'ughjittivu di a cuufficialità *de jure*

Senza un statutu di cuufficialità pà a lingua corsa, ùn ci pudaria essa vera pulitica linguistica, nè soprattutto pulitica linguistica efficaci da veru.

Difinitu cun chjarezza in a dilibarazioni di u 2013, u cuncettu di cuufficialità di u francesu è di u corsu annantu à u tarritoriu amministratu da a Cullittività di Corsica hè prupostu com'è fundamentu di una pulitica di prisirvazioni è di difusioni di a lingua corsu ditarminata è efficienti.

Sta pulitica rispondi à quattru duveri :

- un duveru di mimoria à destinazioni di i generazioni chè ani impastatu sta lingua è a ci ani trasmessa ;
- un duveru à destinazioni di l'umanità sana sana : mantena a diversità linguistica hè un'imbusca maiori ricunnisciuta da l'UNESCO, chè hè quant'è prisirvà u geniu criativu umanu ;
- un duveru sucitali, chè u bislinguisimu favurisci l'imparera, l'agilità intillittuali, l'apertura, l'integrazioni è a parfurmanza economica ;
- un duveru à destinazioni di i citatini, chè u bislinguisimu apri à u plurilinguisimu è favurisci a riescita individuali, sculara è prufizionali.

A cuufficialità significheghja l'insirzioni di a lingua corsa in u sistema ghjuridicu, incù a criazioni di dritti linguistichi tarritorialii è d'oblighi par tutti i puteri publichi annantu à u tarritoriu isulanu.

Solu un statutu spificu parmitterà di pruteghja, incuraghjiscia è nurnalizà l'usu di u corsu in tutti i duminii è di garantiscia l'impiegu ufficiali di u francesu è di u corsu à parità annantu à u tarritoriu di Corsica.

À partasi da quì, i dui lingui, u corsu è u francesu, pudarani essa utilizati da lingui ufficiali annantu à u tarritoriu amministratu da a Cullittività di Corsica, essa impiigati à brada è senza discriminazioni da i citatini in tutti i so attività privati o publichi.

L'atti ghjuridichi sarani cuncipiti inde l'una è/o l'altra lingua ufficiali.

In cunfurmità incù a leghji n^u 94-665 di u 4 d'aostu di u 1994 relativa à l'usu di a lingua francesa è in u quattru di un statutu di cuufficialità, ugnunu t'avaria u drittu di :

- a) cunnoscia i dui lingui ufficiali ;
- b) sprimasi di modu indifarenti è senza scelta imposita in sti dui lingui ufficiali, à bocca è à u scrittu, in i so rilazioni cù i puteri publichi è in i so atti publichi è privati ;
- c) essa accoltu inde l'una è l'altra lingua ufficiali
- d) ùn pata discriminazioni riguardu à a lingua ufficiali ch'eddu utilizeghja.

Infini, ugnunu devi pudè addirizzassi à i tribunali da ch'eddi pruteghjini di modu ghjudiziaru u so drittu à utilizà a lingua di a so scelta in i situazioni di a vita currenti.

Si trattaria di un drittu individuali ricunnisciutu à u citatinu, micca di una custringta fatta à i tribunali da renda i so atti in lingua corsa.

Averebbe per curullariu l'obligu di l'insignamentu di u corsu ind'è l'insignamentu sculare, per duvintà una « lingua statutaria », secondu a terminulugia aduprata da i linguisti ch'è facenu a classifica di e lingue di l'Europa in 3 gruppi : « lingue statutarie », « lingue non (ancu) statutarie », « lingue sparite ». Ind'è lu so libru intitulatu La formazione dell'Europa linguistica, (BANFI 1993) l'autori classanu u corsu ind'è u secondu gruppu, quelli di e lingue ch'ùn sò (ancu) statutarie. U statutu attuale di u corsu sarebbe un'intermediariu, à meza-via frà lingue statutarie è lingue sparite.

U conferimentu di un statutu ghjuridicu di a lingua, tal ch'è a cuufficialità, hè dunqua un imperativu pà a costruzioni di una pulitica linguistica in i fatti.

B.A missa in opara di a cuufficialità *de facto*

Da metta in baddu una dinamica nova senza aspittà a cuufficialità ghjuridica, a Cullittività di Corsica devi praseguiscia a so pulitica di salvezza è di sparghjera di a lingua corsa, mubilizendu i vettori identificati com'è nicissarii pà a difusioni di una lingua.

L'amplificazioni di sta cuufficialità *de facto* rispondi à parechji esigenzi accumulativi :

- Assicura u rinforzu di a piazza di a lingua corsa senza aspittà u fruttu di u cumbattu puliticu purtatu pà a cuufficialità *de jure* ;
- Smustrà ch'è a sucità corsa sana sana si mubilizeghja annantu à un'imbusca alzata in priurità pulitica è sucitali ;
- Fà nascia sinergii è effetti moltiplicatori criendu una « scuzzulata in a prugrissioni linguistica » : crescita lestru u numaru di i spazii induva a lingua si parla naturalmenti, è ancu u numaru di i lucutori, denduli i mezi à eddi com'è à lucutori novi d'acquistà subbitu subbitu a capacità di trasmetta a lingua.

In sta perspittiva, u Cunsigliu esecutivu di Corsica pruponi d'organizà, in a nova pulitica linguistica di a Cullittività di Corsica, un rinforzu massicciu di l'aiutu à i prughjetti è azzioni arrimbatu à l'immirsioni linguistica.

I pruposti prisintati sottu què tendini à ghjuvà da pisti d'azzioni pussibili in u quattru di u ciculu di i travagli apartu da u raportu d'uriintazioni.

1° Rinfurzà a piazza di a lingua corsa in u sistema aducativu

Mintuvata in u studiu di drittu apparagunatu, l'efficacità di u sistema immirsivu porta à favuriscialu affin di praseguiscia l'ughjittivi di bilinguisimu è di crescita di u numaru di i lucutori ch'èdda s'attribuisci a Cullittività.

Par dilibarazioni n° 22/088 AC di u 30 di ghjugnu di u 2022, l'Assemblea di Corsica hà aduttatu un raportu strategicu annantu à a prumuzioni di l'immirsioni com'è attrazzu à sirvizi di l'imparera di a lingua corsa.

U sistema aducativu pò piglià parechji formi, in particulari pà a parti aducativa.

U Cunsigliu esecutivu di Corsica pruponi di purtà à tempu a generalizzazioni di

l'immersioni in un sistema pubblico, sistema pubblico che un rinforzo è a qualità sono di prim'ordine assoluta, è un sostegno determinato a l'immersione associativa, che i risultati sono un carattere stimolante innanzi a un sistema educativo pubblico sono dimostrati per le esperienze realizzate in i territori che anni sviluppati una esperienza in questo dominio.

- Un sistema educativo pubblico (primario, secondario e universitario) :

Parecchie sperimentazioni sono portate attualmente da sei scuole materne pubbliche di l'Accademia (U Viscuvatu, A Ghisunaccia ; Ponte Novu ; Bucugnà ; Aiacciu- S. Veil ; A Munacia d'Auddè), principiate tre anni fa e che concernano trecento e dodici allievi a una riammissione scolastica 2021/2022.

Questo sistema ha a parte da chiamate a candidature di progetti d'insegnamento immersione in i scuole materne bilingue, lanciato da un Ritturatu innanzi a l'Accademia.

A lingua corsa ha a tempo lingua insegnata è lingua principale d'insegnamento in a maggiori parti di i materie, in un ambiente scolastico adatto.

Sta misura appare in a convinzioni Stato-Collaborazione di Corsica relativa a un piano di sviluppo di l'insegnamento di a lingua corsa 2016-2021.

A lettera quattro di l'insegnamento di a lingua corsa inde l'Accademia per l'anno 2021/2022, di un mese di marzo, per l'insegnamento di un corso per immersione prevede una circolare di un 14 di dicembre di un 2021 che prevede e precisa le prospettive nuove per l'insegnamento di modo immersione.

Un sarebbe più appropriato solo solo a una scuola materna e potrebbe estendersi sincreticamente a un CM2, ma stiano a l'iniziativa pedagogica di l'insegnanti è a a descrizioni di i famiglie.

Un regolamento di l'aiuti attuali non prevede disposizioni specifiche per i siti immersione, ha per ciò che oggi sono previsti aiuti nuovi che saranno da essa messi in piazza in una prossima modifica.

Da notare che a riflessione dovrà purtutto di modo più fine non a a transizione fra CM2 e collegio, momento dove a sparizione di i scolari in immersione ha a più marcata.

Ci vorrà anche a mettere in bando dispositivi di valutazioni di sti strutture nuove, mettendo in prospettiva un numero di l'allievi accolti, i mezzi attribuiti, l'orientamento in i scuole bilingue in continuità di scolarità, un livello di lingua in fine di ciclo.

Infine, ci vorrà ad immaginare a seguito di i sperimentazioni temporarie per natura ma indispensabili a a diffusioni di a lingua, sbucando in particolari un piano di formazioni lingua corsa in un primo grado, includendo i professori di i scuole bilingue.

Ci vorrà ad adeguare periodi di formazioni in immersione e d'attribuirli i mezzi specifici.

St'orientamenti mirati d'essa travagliati tendono ad integrare a macchietta nuova di un CPER.

In tutti i casi, l'insegnamento pubblico per immersione avrà da binificarsi di un quadro giuridico stabile, di natura a permettere un suo sviluppo.

In ogni modu, u sistema aducativu publicu fora di l'immirioni tendi ad essa alimintatu da a pratica di a lingua, in u quatu di u campu di i cumpitenzi di a Cullittività è in particulari a furmazioni, l'accumpagnamentu, a valutazioni è a valurizzazioni di i parsunali in cuntattu direttu incù i publichi sculari o ghjovani :

- Agenti di a Cullittività chì intarvenini in i stabilimenti publichi lucali d'insignamenti, in i risturanti sculari in particulari è funziunarii tarritorialii isciuti da l'altri cullittività, purtati ad intarvena vicinu à l'alevi, in i stabilimenti sculari o in i centri di i sciali ;
- Agenti di i ciucciaghji ;
- Parsunali ATSEM ;
- Munitori di i centri di meza natura.

Par ciò chì tocca à u sistema universitariu, in u quatu di a cunvinzioni tripartita 2019-2020, l'Università di Corsica arreca risposti scientifici par trasferta di i so ricerchi à favori di u bilinguisimu è di u plurilinguisimu com'è vettori di sviluppu economicu è d'apertura versu u mondu.

In u quatu di a prossima cuntrattualizzazioni, a Cullittività è l'Università di Corsica s'impignarani à praseguiscia sta dinamica intornu à azzioni spicifici chì cuntribuiscini à sustena stu vettori identitariu forti.

Una cunvinzioni bilaterali Università di Corsica/Cullittività di Corsica chì porta nantu à l'uriintazioni strategichi in lingua è cultura corsa hè finalizendusi dinò.

A missa in opara di u Gran Pianu di Furmazioni in lingua corsa (GPFLC) sarà unu acchisi forti di l'azzioni in stu duminiu, appicciatu à una pulitica virtuosa di certificazioni è di furmazioni di i parsunali.

Si tratta d'identificà i bisogni chì vani in u sensu di u sviluppu glubali di a lingua corsa in a sucità da a missa in opara di un biplurilinguisimu rispittosu di l'identità di i Corsi è apartu annantu à l'Europa è u Mediterraniu.

L'azzioni di l'Università di Corsica t'hà in mira di cuntribuiscia à l'elaborazioni di una lingua corsa cumuna à l'usu di i prufiziunali. Frà i scelti pussibili in cunfurmità incù u pianu Lingua 2020 di a Cullittività di Corsica, pari intarissanti d'uriintà l'azzioni annantu à u tritticu chì favurisci u surghjimentu di una lingua corsa pulinomicu, pratica è cumuna è a missa in piazza d'attrazzi strutturanti utuli di primu accostu à l'insemu di l'attori di tarrenu :

- Una pulitica d'acquisti di fondi biblioteca è archivii numerizati (à scopi di ricerca è di preparazioni di i cuncorsi è di l'asamini) ;
- Una labellizzazioni è una certificazioni armunizati pà l'insemu di a sucità corsa (CLE, abilitazioni accademica, Università) ;
- Missa in linia di un quatu di rifarenza cumunu è pulinomicu di a lingua corsa (Certificazioni, lessicu è gramatica).

S'appiccica un prughjettu internu à l'Università, chì favurisci l'immirioni linguistica di i sculari in un ambienti urbanu : un spaziu d'immirioni linguistica dedicatu à a cultura corsa in u centru di trasferta didattica (prughjettu « Scola nurmali » d'Aiacciu).

Unica filiera di l'insignamentu superiori in misura di dà furmazioni in lingua corsa, a filiera Studii corsi pudaria essa allargata è rinfurzata.

A cuncertazioni incunturrevuli incù l'Università pudaria parmetta di rifletta à l'attrattività di a filiera, chì s'addirizza pà u più à i studenti chì si dirighjini versu l'insignamentu è à l'eventualità di a so allarghera.

L'uttinimentu di un diploma o di una certificazioni spificica in lingua corsa pudaria parmetta di valorizà a cumpitenza di u puntu di vista economicu è prufizionali in particolari.

- L'insignamentu immirsivu in u sittori assuciativu :

Strutturi assuciativi portani dinò prughjetti di filieri d'insignamentu immirsivu in lingua corsa. Hè u casu in particolari di l'associu Scola Corsa dapo sittembri di u 2021.

Scola Corsa hè un associu di leghji 1901 chì t'hà u prughjettu di crià un ritali d'insignamentu immirsivu in Corsica, annantu à u listessu mudellu chì quiddi chì assistini in Paesi bascu francesu o in Brittagna.

L'associu hè membru di u ritali Eskolim, criatu in u 2009 chì adunisci i scoli assuciativi d'insignamentu immirsivu è oghji i sei ritali di stabilimenti sculari assuciativi par immirsioni in lingua righjunali : Seaska (pà u bascu), Bressola (u catalanu), Diwan (u brittonu), Calendreta (l'uccitanu), ABCM ZweiSprachigkeit (pà l'alzazianu è l'alimanu currenti) è Scola Corsa (pà u corsu).

In sti scoli, l'alevi, à partasi da a materna, sò piazzati in un ambienti scclusivu in lingua corsa ad ogni mumentu di a so vita sculara (corsi, sciali, ghjochi, ristoranti sculari, vardaria, animazioni, surtiti sculari...). U ziteddu hè sempri in misura di senta o di praticà a lingua. A scelta di l'immirsioni tutali offri tandu da principiu i cundizioni di un veru bilinguisimu, da dà à ogni ziteddu l'uppurtunità di custruisca fundazioni cugnitivi ottimi.

Rispettu à l'elementi di drittu apparagunatu mintuvati prima, pari lighjittimu ed indispensvuli di sustena st'iniziativi.

Cusì, da instradà stu prughjettu ambiziosu, pà l'annata sculara 2021/2022, a federazioni Scola Corsa hà accumpagnatu un paghju di municipalità vulintarii, Bastia è Biguglia, da metta in piazza i primi spirimintazioni : missa à dispusizioni di parsunali, infurmazioni à i famigli, cuurdinazioni incù l'auturità è i sfarenti cullittività partinarii.

Pà a prima annata, u numaru di l'iscrizzioni era limitatu à 18 ziteddi è l'insignamentu cupria dui liveddi : i sizzioni di i chjuchi è di i mizani.

À a riintrata di u 2022, Scola Corsa hà fattu l'inagurazioni di a scola nova nantu à a cumuna di Sarrula è Carcupinu, chì porta tandu u numaru di i siti immirsivi Scola Corsa à 3 incù Bastia è Biguglia, incù 5 scoli materni : 3 sizzioni chjuchi è mizani è 2 sizzioni mizani è maiori, veni à dè un tutali di guasgi 70 alevi.

Hè utuli di pricisà chì a Cullittività di Corsica hà ancu accumpagnatu a cumuna di Sarrula pà l'acconciu di i località chì accugliarani a scola immirsiva, via una suvvinzioni di un muntanti di 150 095 € in u quattru di u dispositivu « dutazioni scola » privistu da u rigulamentu di l'aiutu à i cumuni. Stu sustegnu cuncerna i travagli d'acconciu di una sala di scola, di risturazioni, di una corti di ricriaziò è di una vardaria.

Da l'accoglienza à a risturazioni sculara passendu pà a vardaria è l'attività perisculari, in sti scoli materni, gratisi è laichi, a scolarità si faci sana sana in lingua corsa.

I parenti sò sullicitati solu da aderiscia à l'associu, à casu purtò un sustegnu libaru par aiutà u funziunamentu di l'associu chì adunisci l'insemu di i scoli.

A quistioni di u sustegnu finanziariu di u Statu, via una cunvinzioni pà a presa in carica di l'insignanti spintu un certu periodu, hè un ughjittivu cintrali pà l'associu.

Hè u sensu di a dilibrazioni n° 21/183 AC di l'Assemblea di Corsica di u 28 d'uttrovi di u 2021, chì dumanda à u governu d'adattà l'articulu L. 442-33 di u Codici di l'Aducazioni, rispettu à i cumpitenzi spicifici di a Cullittività di Corsica inde l'insignamentu di a lingua corsa è di u sustegnu purtatu pà quista dilibrazioni à a missa in piazza di st'ufferta d'insignamentu nova, da parmetta una riduzioni à 1 annu, di u tempu di cuntrattualizzazioni trà l'Aducazioni naziunali è l'associu Scola Corsa, pà a presa in carica di i misati di l'insignanti.

A Cullittività di Corsica tendi ad accumpagnà sti strutturi in pienu, ma ancu, s'è bisognu, i cumuni vulintarii da accoglia i scoli, in u quattru di i rigulamenti di l'aiuti in anda.

In u duminiu di l'immirzioni à destinazioni di u publicu scularu, a Cullittività di Corsica devi praseguiscia dinò i so travagli di mubilizzazioni di i strutturi in adeguazioni.

Frà i so priurità in a parti lingua corsa, i centri d'immirzioni linguistica, mintuvati in u quattru di u CPER, custituiscini un dispositivu d'appoghju impurtanti di a missa in opara di a pulitica di a Cullittività di Corsica inde l'insignamentu di a lingua corsa.

Attualmenti, i centri d'immirzioni di Cismonti (Savaghju, Loretu di Casinca, Bastia) sò gistiti da una cunvinzioni tripartita trà a Cullittività di Corsica, l'Aducazioni naziunali è l'associu PEP2B, allora chì a gistioni di u centru d'immirzioni di Bastelica hè assicuratu da un marcatu à boni di cummanda di a Cullittività di Corsica chì parmetti a gratuità.

Omu distingui i centri d'accoglienza à a ghjurnata è i centri chjamati di sughjorni longhi, chì pruponini una pinsioni cumpletta à i sculari è i so accumpagnanti. L'ughjittivu di a Cullittività hè di sicuru di favuriscia a criazioni di centri novi, ma dinò di rinfurzà a reti tarritoriali.

Trattendu di a criazioni di un centru à sughjorni longhi, a cumunità di Costa Verdi è a cumuna di E Valli d'Alisgiani hà prupostu à a Cullittività di Corsica in u 2019, un prughjettu di centru d'immirzioni linguistica nantu à u mudellu di i centri à sughjorni longhi di Savaghju è Bastelica, incù a missa à dispusizioni di i località di l'anziana scola è di bastimenti cumunali di E Valli d'Alisgiani. Stu centru parmittaria d'avè annantu à a costa uriintali un'ufferta capaci di stenda a so arghja sinamenti à u Meziornu suttanu di Corsica.

A dumanda di creazioni di un novu centru d'immersioni à a ghjurnata devi essa dinò una priorità. A scelta di a città d'Aiacciu par accoglie stu centru hè sustinuta da a Cullittività di Corsica è da l'Accademia di Corsica.

Una chjama à prughjetti « Lingua Corsa è Natura » hè prevista dinò incù u Parcu di Corsica (PNRC), chì t'hà animatori cursofuni à dispusizioni capaci di fà campà attelli in immersioni linguistica è ancu strutture d'accoglienza dedicati à tematici ambientali : a Casa di a Natura in Vizzavona, a Casa Marina in Galeria, a Casa di u Mele in Murzu, a Casa Paoletti in Nucariu.

Altri iniziative assistite sò tendite à sviluppasse, com'è l'Attelli di Pratiche Artistiche in lingua corsa in u primu gradu. Si tratta di sviluppà i pratici artistichi ind'è l'alevi di i scoli bilingui fendu di l'immersioni in lingua corsa un attrazzu di parfizzionamentu di a pratica linguistica.

Stu dispositivu cunnosce un veru successu : in u 2022, tocca 300 scoli par più di 5 500 alevi chì binifizieghjani di 3 500 ore di spustazioni à a lingua corsa in immersioni, incù un accumpagnamentu finanziariu di a Cullittività.

Hè prevista d'allargà u dispositivu ad altri settori (tematici scientifici è di meza natura) è di praseguisce a dimarchja in u sicondu gradu.

U sbucina di i dispositivi devi essa arricchitu è sviluppatu torna, in parallelu à una costruzione ambiziosa d'immersioni in i scoli pubblici à garantisce incù l'Accademia, à fianchi soi i scoli immersivi associativi mantinarani a so piazza inteva.

2° Turrà à scriva a lingua corsa com'è lingua naturali in u spaziu sociali

• A lingua corsa inde l'istituzioni

I sfarenti istituzioni sò destinati à sviluppà una pulitica d'esemplarità in a pratica linguistica, tutti l'amministrazioni à brada : Cullittività di Corsica, agenzie, uffizii è organismi satelliti, cumuni/intercumunalità, istituzioni consularii, centri di formazioni (CNFPT, AFPA, CFA, eccetera...).

U rolu di l'eletti di l'Assemblea di Corsica pari simbolicu quant'è fundamintali : un'inquadratura da misurà megliu l'usu di u corsu (stimatu à guasgi 3 % di i dibattiti di l'Assemblea inde l'inchiesta sociolinguistica) saria utulu.

L'eletti t'ani, incù a lighjittimità cunfidata da u suffraghjulu universalu è a visibilità di a so azzioni, una capacità alta à rinforzà a piazza di a lingua corsa inde l'istituzioni.

Tandu pudariani essa difiniti in cumunu, ughjittivi in termini d'usu di a lingua in a sprissioni publica di l'eletti, in i sessioni plenarie di l'Assemblea di Corsica in particulari, ma ancu in termini di formazioni à l'usu sistematicu di a lingua pà i non lucutori.

L'eletti lucutori pudariani participà dinò à sta dimarchja di formazioni è trasmetta tandu i so sapè.

Infini, a fattibilità di a missa in piazza di un sistema di traduzioni simultanea inde l'emiciculu avarà da essa studiata, com'è ciò chì si faci inde altri territorii, com'è in

Brittagna induva u Cunsigliu righjunali hà lancià d'aprili di u 2022 a spirimintazioni di un dispositivu chì assicureghja a traduzioni simultanea di i presi di parolla in brittonu o in gallo.

Tandu u carattaru sistematicu di l'usu di i dui linguai avarà da essa generalizatu in i cumunicazioni interni.

In internu, a furmazioni di i parsunali raprisintarà un'imbusca maiori. Moduli di furmazioni spicifichi pudariani essa cuncipiti incù i centri di furmazioni è di u CNFPT.

Tandu l'agenzi, uffizii è satelliti di a Cullittività di Corsica sarani invitati à impignassi in a missa in opara in i stabilimenti, di a pulitica linguistica vulsuta da a Cullittività di Corsica.

In stu casu certi azzioni efficaci sò dighjà stati missi in piazza è pudariani essa allistinati, valutati da priveda una generalizazioni dopu dibattitu à l'Assemblea di Corsica.

Si pudaria trattà di generalizà a firma di a Cartula à favori di a lingua corsa incù una diminsioni uparaziunali rinfurzata, di mutualizà i mezi da urganizà a furmazioni di l'agenti à a pratica di a lingua o di qualsiasi altra iniziativa chì parmittaria a so sparghjera.

Sta parti « pulitica linguistica » tindaria ad essa integrata in i cuntratti d'ughjittivi è di parfurmanza cunclusi trà a Cullittività di Corsica è i so Agenzi, Uffizii, è « urganisimi satelliti ».

- **Media è numericu :**
 - Pianu media lingua corsa

U pianu media vutatu in u 2017 cumencia à arricà i so primi risultati è parmetti di scopra un partinariatu rinfurzatù incù i media isulani via cunvinzioni pà un muntanti annincu tutali di 500 k€ di prughjetti audiuvisivi (emissioni pà i ziteddi, filmi, duppjamu, sottu titulerà, eccetera...) è numerichi (appiigazioni in lingua corsa par *smartphones*, punteddi multimedia, eccetera...) pà un muntanti vicinu à 300 k€.

Stu sustegnu purtatu à a parti sucitali hè andatu criscendu dapo u 2015.

Par indettu, l'azzioni di l'associu Fiura Mossa parmetti di misurà l'efficacità di stu genaru di dispositivu.

Cunveni ad incuraghjiscia u sviluppu di cuntinuti sfarinziati, adatti à i classi di ità è à i mezi di cumunicazioni di i sfarenti publichi.

Dopu à cinqui annati di missa in anda, u pianu media parmetti à l'attori isulani (CNI, RCFM, Radio Frequenza Nostra, Via Stella, Alta Frequenza, Telepaese, Paroles de Corse, eccetera...) di prupona di più lingua corsa in a so difusioni. Un'antra azzioni significativa hè a missa in piazza di un Diploma Universitariu « ghjurnalismu è cursufunia » via cunvinzioni trà l'Università di Corsica è l'ESJ di Lilla. Trè sissioni di u diploma universitariu ani parmissu à una vintina di ghjurnalisti di binifizia d'una furmazioni da pudè esercità u so mistieri in lingua corsa (RCFM ; ViaStella ; Alta ;

CNI ; Telepaese ; Corse-Matin).

Un travagliu pudaria spuntà mirendu a cuncipitura di una banca di dati, urganizendu a raccolta di a data, a so numerizzazioni, a so archiviera, ghjuvendusi di i cumpitenzi di a Cullittività è aldilà, in cullaburazioni incù l'attori.

- Appiigazioni, mezi novi di cumunicazioni

Pari utuli di praseguiscia è di crescita u sustegnu à iniziative chì parmettini a difusioni di a lingua, com'è l'appiigazioni da *smartphones* Di, rializendusi è purtata in cullaburazioni da a città di Bastia è a Cullittività di Corsica, chì devi pudè divintà un ecchippamentu ditarminanti à valori di dizziunariu ufficiali validatusi da u Cunsigliu di a lingua. St'appiigazioni cuntinara à basi di dati di u Dizziunariu U Muntese incù i so 80 000 intrati pruposti à u scrittu è à bocca, guasgi 300 000 intrati scumpartuti in lessichi di neulugisimi pà u più chì parmittariani d'adattà a lingua corsa à i bisogni linguaguaghji muderni, ma ancu un cunghjucatori sviluppatu da u ritali Canopé.

A basi di dati di u dizziunariu di U Muntese faci figura di rifarenza, un dizziunariu analogicu chì parmetti d'avvicinassi à u più di un traduttori autumaticu inuparanti par avali via i muturi di genaru Google Translate chì ùn pò alimintà di modu bastevuli l'algoritimi di ricerca è traduzioni, a cartugraffia cumpletta di a Corsica incù a tupunimia uriginali, i stradi di scuparta di u dispusitivu Osteria Spartuta è tandu u ritali di i cummircianti, artigiani è parsoni risorsi, guidi è accumpagnatori, mimorii vivi è di i sapè sparrucciati inde l'isula. L'appiigazioni hè sviluppata da pudè uttena currispundenzi trà u corsu è ottu linguai maiori.

Infini pudariani essa urganizati campagni di cumunicazioni da prumova l'usu di a lingua in a sucità, dopu analisi di i publichi mirati.

- **Rinfurzà u sustegnu à l'attori è à i territorii**

U scopu quì serà di favurizà l'irrigazione di a sucetà cù a sbucciata di prugetti à più pudè, purtati da l'attori, tenendu contu di a diversità di i territorii è di a necessità di territorializà l'azione à favore di a lingua, in particolare per via di u retale territoriale tessu da e Case di a Lingua.

Nant'à a basa tecnica di a chjama à prugetti, ci vulerà à accumpagnà ogni attore o reunioni d'attori (associ, individii, urganisimi) tenendu per uggettivu a messa in opera o a mutualisazione di mezi di manera à assicurà un prugramma d'evenimenti, d'attività cù finalità pedagogica (attelli d'amparera di è in lingua corsa) in immersione linguistica.

E Case di a Lingua, per via di a multitudine è a diversità di e cumetenze di i furmlatori (ind'è u duminiu di a lingua ma dinù quellu di a musica, di l'arti, di u graffisimu, di a fotograffia o di u mudellisimu, l'arti di u verbiu o e pratiche spurtive...) permette u sustegnu à a dinamica impresariale per via di a creazione di piattaforme di scambi.

Oghje, sò dece (Bastia, Aiacciu, Sartè, Migliacciaru, Moriani, Cervioni, Lisula, Corti, Lecci, Siscu), cù u dovere d'assicurà l'accessu à a lingua corsa attraversu moduli di furmazione aggruppati ind'è dipartimenti di furmazione, gestiti da un cuurdunatore per Casa.

Cusì serianu parechji à sorge i prugetti, in particolare :

. Un Cunservatoriu Populare : cù ssu prugettu di cunservatoriu, si puderia vede a concretizzazione di scole di cantu, ballu è di pratiche strumentale duve furmatori ricunisciuti ponu trasmette nant' à u mudellu tradiziunale Corsu ascultà/ripruode e pratiche tradiziunale è muderne di a creazione musicale nustrale ma dinù assicura a furmazione per d'altri generi musicali.

. L'Accademia d'Arte Creative : prupone moduli di furmazione à a fotografaffia, u disegnu è a pittura, ma dinù à l'arti di u verbiu cum'è u teatru o a literatura. Deve permette a furmazione ma dinù l'accompagnamentu à a prufessionalizzazione di u gran'publicu o di persone di u mistieru.

. Ciucciaghja : capace di guaranti à i zitelli di 3 à 12 anni quantità d'attività in lingua corsa strasculare è cusì cumpletta l'insignamenti sculari, publichi è assuciativi.

. Un Istitutu di Furmazione Prufeziunale : chì deve permette à i prufeziunali di parechji settori (cumerciu, cumunicazione publica, salute, sportu, insegnamentu, giornalisimu è animazione...) d'acquistà i lessichi è arnesi linguistici dedicati.

. Ambiu è Locu : capace d'assicurà a scupertà è a trasmissione di i sapè-fà liati à a terra, in partenariatu cù l'associ operendu in ssu settore.

. Scola Internazionale di e lingue : scumpartute nant' à l'inseme di e Case di a Lingua, in partenariatu cù e scole, i collegii, licei è l'Università, seria cuncippita cum'è unspaziu d'interfurmazione à e lingue duve i publichi sculari cum'è u gran'publicu ponu perfezzionà a so pratica di u corsu ma dinù di e lingue straniere.

L'interfurmazione à distanza per via di visiocunferenza cù gruppi in lu mondu sanu permette a furmazione simultanea à parechje lingue è arradicheghja u corsu in core à la so aghja linguistica di predilezzione (a Romania) chì conta 1 miliardu è mezu di locutori nant' à a pianetta è apre cusì a prospettiva di scambii linguistici, culturali, universitarii ma dinù turistici è ecunomici.

S'è un sò limitati i settori d'intervenzione pruiuritarii, certi parenu cum'è assai strategichi da favurizà a prumuzione di a lingua : u settore di a prima zitellina, a pruduzione literaria o pedagogica, i servizii d'aiutu à a persona, l'offerta di servizii di tippu cumerciale (resturazione, pruduzione visuale o audiovisuale artistiche o nò), ma senza limità a diversità di l'iniziative di creazione.

Ci vulerà à incuragisce a trasmissione intergeneraziunale, u cuntattu cù l'anziani piglia un sensu particolare quandu si tratta di cumunicà nant' à l'aspetti linguistici ma dinù culturali, tradiziunali di l'identità corsa.

Tutti i settori sò da piglià in contu, in particolare quellu di a pruduzione agroalimentaria identitaria, per quellu ci hè un interessu naturale à sviluppà iu mezi di cumunicazione in corsu è cusì risponde à u megliu à certes abitudine di cunsumazione. Per indettu, l'aiutu à a traduzione per cumunicà sottu à parechje forme (tichette, pubblicità diverse...) puderebbe esse simplificatu per l'intraprese chì producenu in Corsica via u retale di e Case di a Lingua, purtendu u- sustegnu logisticu è tecnicu necessariu, in cullaburazione cù a Direzione Lingua Corsa di a

Cullettività di Corsica.

Per cumpletta l'aspettu territoriale, l'accompagnamentu di e cumune è intercumunalità ind'è le so iniziative di prumuzione è difusione di a lingua ripresenta un inghjocu maiò.

Oramai prugetti purtati da e cullettività sò digià sustenuti da a cullettività di Corsica in lu quadru di dispositivi esistenti, cum'è a messa in opera di signaletiche in lingua corsa o a creazione d'appiegazione mobile bislingue.

Quest'accumupagnamentu puderà esse rinfurzatu.

U travagliu nant'à a micro è macro-tupunimia, digià principiatu, duverà esse perseguitatu è purtatu à termine.

Un travagliu di nurmalisazione di a tupunimia, frà quellu una parte maiò ùn hè arrigistrata ind'è e carte di l'Istitutu naziunale di l'infurmazione geografica è furestiera (IGF), hè indispensabile.

Un prugettu glubale di ritrascrizione in lingua corsa di i tupinimi di l'IGN via un situ internet cullaburativu hè statu iniziatu in lu 2017 (deliberazione n^u 17/179 AC di u 30 di ghjugu di u 2017) à traversu una convenzione di partenariatu frà a CTC è l'IGN.

Un quaternu di cariche hè statu elaboratu, pigliendu in contu e cumpetenze di parechje direzzione di a cullettività di Corsica per un accompagnamentu chì hà per scopu di permette di « *Mette in ballu una pittaforma Web cuntributiva per a realizazione di a basa di dati di i tupunimi corsi.* »

Ssu prugettu hè statu rilanciatu d'aostu scorsu.

U cumitatu di massiciu intervene dinù, per via di u so rigulamentu d'aiuti per sustene prugetti cum'è :

- U sviluppu di u centru in immersione di e Valle d'Alisgiani purtatu da a cumunità di cumune di a Costa Verde ;
- A reabilitazione d'un palazzu in Valle d'Alisgiani per l'alloghju di l'intervenanti di u centru immersivu ;
- A programmazione culturale in giru à a lingua corsa di l'associu Zia Mattea in lu Cruzini ;
- U finanziamentu di a signaletica basata nant'à a tupunimia in lingua corsa ;
- L'analisi linguistica di e varietà di corsu in ogni loca di pascura in muntagna è lu so studiu tupunomicu.

U prugettu d'una « Strada di a puesia è di u cantu : strada educativa patrimoniale è turistica » hè dinù in corsu di definizione in core di u cumitatu di massiciu : messa in valore di u patrimoniu immateriale (cantu, paghjelle, chjam'è rispondi, puesia scritta...), identificazione di parsunaghji storichi di le so opere, d'evenimenti è manifestazione in giru à u cantu è a puesia, ecc... Sta dimarchja puderà esse accompagnata di a creazione di novi arnesi munmerichi à destinazione d'un publicu sculare, ma dinù un publicu turisticu, di modu à valorizà a lingua corsa è lu so usu.

Per ciò chì tocca à l'attori culturali, chì anu sempre participatu cù fervore à a

priservazione di a lingua corsa, in particolare in lu quadru di u Riacquistu, seranu ben'intesa attori di prima trinca di a dimarchja di rinforzu di a piazza di a lingua corsa ind'a sucetà è d'una dinamica nova à favore di a lingua.

I mezi da mubilizà ingiru à u mondu associativu sò assai numerosi.

Per esempiu, l'inchiesta sociolinguistica mostra ch'è u cantu pò azzingà à a pratica effettiva di a lingua per quelli locutori passivi.

Fin d'avà, u settore associativu è culturale hè accumpagnatu di modu sistematicu da a cullettività di Corsica per via di parechji rigulamenti d'aiutu è dispusitivi.

A riflessione ingagiata deve permette di studià nove piste, migliurà ciò chi esiste è imaginà azione nove, cù a primura d'un sforzu sempre più forte à favore di a lingua è lu so usu in tutti i settori di a sucetà.

Ind'u duminiu di u sportu è a giuventù, i prugetti sustenuti duveranu favorizà a furmazione di i capizzoni (per esempiu l'educatori di i club spurtivi), a difusione naturale di a lingua fendusi di modu efficiente in cumplementu di l'insignamentu dispensatu ind'i sistemi sculari. Un dispusitivu di furmazione à l'addestramentu spurtivu in lingua corsa destinatu à e donne giovane hè statu previstu à fin d'avà da u Pianu d'azione à favore di a parità donne-omi di a cullettività di Corsica.

Ssa causa hè dinù stata messa in opera in lu quadru d'un prugettu innuvante prupostu da a cullettività di Corsica in lu 2019 : l'« Imbasciatrice è Imbasciatori Spurtivi di Corsica ».

Ssu dispusitivu pemette di mette in risaltu è sustene i giovani spurtivi isulani di altu livellu ch'è s'impegnanu, per via di stu titulu ufficiale, à participà à a difusione è trasmissione di i valori di u sportu ind'a Corsica sana è in particolare in direzione di i giovani.

A pratica di a lingua corsa ci tene una piazza impurtante postu ch'ella face parte di i criterii di selezione, è ch'è lu so usu hè incuragitu di modu forte in lu quadru di e missione è intervezione pruposte è ch'è una furmazione in lingua corsa, messa in piazza per tutti l'imbasciatori, hè presa in carica da a cullettività di Corsica.

Di modu più generale, u Cunsigliu esecutivu di Corsica vole integrà ind'è l'inseme di i rigulamenti di l'aiuti di a cullettività di Corsica, à destinazione di l'associ è l'intraprese un principiu di cundizionalità di l'aiuti in giru à a lingua corsa.

Ssu dispusitivu puderia esse pensatu in termini di riserva di performanza « lingua 9è cultura corse » : per esempiu, nant'un tutale d'aiutu teoricu eligivule di 100, 90 serianu cundizunati da criterii tecnici in rilazione cù a materia concernata da u rigulamentu di l'aiuti. I 10 chi fermanu serianu attribuiti in funzione di l'impegnu di u beneficiariu ind'è a messa in opera di a pulitica linguistica di a cullettività di Corsica.

Aldilà di u duminiu d'intervenzione attuale di a cullettività di Corsica, l'allarghera di a basa di locutori è locutrice è l'incuragimentu à diventà elli dinù trasmettitori deve esse accumpagnatu di a custruzione di sistemi di certificazione di risorse umane è pedagogiche.

A multiplicazione di i canali di trasmissione è di diffusione di a lingua, participendu à a custruzione o ricustruzione d'una cumunità linguistica, aiuterà dinù à l'integrazione sana è tutale di e persone ch'anù fattu a scelta di campà in Corsica, qualsiasi la so urigine.

- **A lingua corsa cum'è forza pè a prumuzione prufeziunale è ind'è l'attività ecunomica è suciale**

A pulitica linguistica di a cullettività di Corsica deve permette di valorizà a lingua corsa cum'è una carta maestra ind'è l'accessu à l'impiegù, in'a prugressione prufeziunale è cum'è un soprapìu corsu ind'è l'attività ecunomica (intraprese, turisimu).

Da rammintà chì u quadru ghjuridicu attuale pruibisce ogni valorisazione di a lingua corsa, de volte senza peura di u sprepositu : cusì, un patrone, publicu o privatu pò decide chì ammaestrà l'inglese o u chinese custituisce una cundizione leghjitima da pudè postulà à tal'impiegù, mentre chì a stessa esigenza d'ammaestrà u corsu serà considerata cum'è una discriminazione ind'u dispusitivui di u drittu attuale

I travagli ingagiati da u prisente raportu d'orientazione averanu in particolare vucazione à fà evolù u drittu pusitivu, ancu à drittu custituzionale custente.

Per indettu pare esse un'evidenza chì a pussibilità d'esige l'ammaestranza di a lingua corsa, o semplicemente u fattu di pudè cunsiderà cum'è un « soprapìu » ind'una candidatura, averebbe per risultatu di migliurà di modu cunsequente u caratteru incitativu di i dispusitivi d'amparera di a lingua.

Un sistema di « corsofunisione di l'impieghi », nant'u mudellu di valorisazione di u francese à u Québec puderia esse studiatu : l'imprese ponu esse titolarie di certificati specifici accertendu di e so capacità à funziunà in francese (documenti, interlocutori, ecc.), in uppusizione cù l'usu unicu di l'inglese.

Difatti, i publichi, custretti da u cutidianu, sottumessi da l'imperativi di scelte di furnazione uttimisate, ch'ella sia furnazione iniziale o cuntinua, anu bisognu d'un veru « interessu » à acquistà o migliurà a cumpetenza linguistica, per accede à l'impiegù cum'è per uttimisà a so carriera.

Permettendu à l'intraprese di truvà dinù un'interessu (eligibilità à l'aiuti, stampie, ecc.) un incuraggiamentu virtuosu à l'ammaestranza di a lingua corsa in lu mondu di u travagliu seria allora difatti una scianza di prugressione prufeziunale.

Difatti i dispusitivi esistenti o da reattivà, per l'intraprese dinù, truveranu di modu naturale un spaziu bellu più largu.

Mintuvemu quì u programma Impresa bilingua sviluppatu da l'ADEC permettendu d'aiutà l'imprese in particolare ind'è a traduzione di documenti è cuntenuiti, o dinù stampie cum'è « Qui si parlà corsu » chì puderianu ghjuvà à identificà i stabilimenti cù pratiche virtuose ind'u duminiu di a lingua è dopu à cuncippitura d'un quaternu di cariche precisu.

3°) Crea una dinamica istituzionale nova à favore di a lingua

- **Un'animazione pulitica è istituzionale ripensata : ver'di un « Parlamentu di a lingua » ?**

A pulitica linguistica noca di a cullettività di Corsica, chè avemu per ambizione d'elaburà è di mette in opera insieme, ind'u rispettu di e prerugative di l'urgani esecutivu, deliberativu è cunsultativi, averà di più scianza di riesce ch'ella puderà benefizià d'una animazione pulitica è istituzionale forte, larga è efficiente.

Ind'è quella prospettiva, ci importa di rammintà, dinù per interrughà torna a pertinenza à l'alba di l'inghjochi novi, quell'istanze esistente o evucate ind'è u duminiu di a pulitica à favore di a lingua corsa.

Per ciò chì tocca à l'esistente, ben'intesa ci vole à mintuvà u Cunsigliu di a lingua.

À principiu creatu in lu 2005, l'istanza era stata messa in piazza per aiutà à l'elaburazione di u pianu di sviluppu di a lingua corsa, cuntendu in particolare nant'à l'insignanti-cercadori di l'Università, in senu à un cumitatu scientificu.

U Cunsigliu era statu prima cuncippitu cum'è una struttura d'appoghju à l'elaburazione di ssu pianu.

Stallatu di modu ufficiale l'8 di dicembre di u 2012 in Corti, hè statu prisenatu cum'è un arnese cunsultativu missiunatu per aiutà l'Assemblea di Corsica in materia di salvezza è di prumuzione di a lingua corsa.

Cusì hè statu strutturatu in 5 collegii :

- Eletti,
- Universitarii,
- Sperti,
- Sucetà civile,
- Membri esterni.

Si cumpone di 6 cummissione :

- Educazione,
- Tupunimia,
- Prumuzione di a lingua ind'è i media,
- Suciolinguistica,
- Terminulugia,
- Literatura.

L'ultime duie cummissione so piazzate sottu à l'auturità di l'Accademia di i vagabondi.

Ogni cummissione hè presidata da un elettu.

Un cumitatu di rigiru hè à capu di u dispusitivu, cumpostu da u Presidente di u Cunsigliu, di u Presidente di l'Accademia di i vagabondi, di i presidenti è rapurtori di e sfarente cummissione, di i ripresentanti di a direzione lingua corsa. Ssu cumitatu seguita i travagli d'elaburazione è di valutazione di i piani di a lingua.

E missione di u Cunsigliu, seguità è valutà e pulitiche linguistiche, cuntribuì à u prucessu d'elaborazione linguistica è di prumove a lingua.

In assemblea generale, hè cunsultatu nant' à a pulitica linguistica.

A complessità di l'organizzazione ùn hà permessu à l'istituzione di viaghjà cum'ellu ci vulia, di modu efficiente.

Una ristrutturazione hè stata operata da una deliberazione di l'Assemblea di Corsica n° 17/291 AC di u 22 di settembre di u 2017.

Le duie istanze (Accademia di i vagabondi è Cunsigliu) sò state rimanighjate in una sola : u Cunsigliu.

I collegii sò stati cunservati, fora di quellu di e personalità di l'infora. Hè statu abbandunatu u cumitatu di rigiru è u numeru di cummissione ristrettu à 4 :

- cummissione di a tupunimia,
- cummissione di a terminulugia,
- cummissione di a literatura (numata Accademia di i vagabondi),
- cummissione di l'urtugrafia.

Diventatu un urganu independante, l'eletti ci particepighjanu ma solu in lu so collegiu è micca ind'i travagli di e cummissione.

A quistione di u spisà di i membri è la so pussibile remunerazione era stata posta à u studiu, u bon vulè essendu un frenu à a prufeziunalisazione di quella istanza essenziale.

Oghje, fora di a cummissione literatura mubilizata per a rimessa di i premii, e cummissione ùn s'adduniscenu più.

Tuttu tenbendu contu di ssu storicu, ma dinù di e custrizione nove chì pesanu nant' à a cullettività di Corsica (fusione di u 1^{mu} di ghjennaghju di u 2018 da finalizà ; prospettiva di riattaccamentu di e camere cunsulare da cuncretisà da quì à dui anni ; custrizione bugettarie maiò ; riflessione nant' à l'evoluzione di l'Agenzie è l'Uffizii ecc...), ci pare appuntu di riflette à parechji ipotesi d'uragnisazione nove.

U presente raportu d'urientazione ne face l'evucazione à l'accorta è di modu incumpletu, un travagliu scumpartutu di riflessione devendu esse purtatu quì dinù in lu quadru di u prucessu iniziatu da u dettu raportu.

U Cunsigliu puderebbe esse per esempiu ristrutturatu, mudificatu in lu so funzionamentu è/o a so cumpusizione o dinù integratu à un urganu più largu, tippu Uffiziu di a lingua.

➤ A pista d'una mudifica di u funzionamentu di u Cunsigliu :

Cum'è urganizatu oghje, u Cunsigliu ùn pò benefizià d'una visibilità è d'una efficacità di lu so funzionamentu, colpa à u caratteru ibridu di la so cumpusizione di lu so modu d'intervenzione.

Nè tuttu à fattu Cunsigliu Scientificu nemancu istanza di rigiru, puderebbe truvà efficienza essendu u batticore di l'elaborazione di a pulitica linguistica megliurendu la so architettura istituzionale è a messa in piazza d'una urganisazione amministrativa cullegata.

- L'ipotesi d'un stabbilimentu publicu amministrativu di tippu « Offiziu di a lingua » :

Ipostesi evucata in lu 2014 à l'uccasione di a visita di a Ministra di a Riforma di u Statu, di a Dicentralisazione è di a Funzione publica, ssa pista di riflessione puderebbe esse travagliata.

Qualsiasi l'uzzione ritenuta, a struttura puderebbe esse dutata d'una unità d'ingegneria, capace à riscattà una spertisia è accumpagnà e persone publiche o private intervenendu in lu settore.

Qualsiasi l'istanza scelta, ci vulerà à interessà si à a creazione d'un dizziunariu generale di a lingua corsa, basastu nant'à l'usu usservebule, urale è scrittu. Hè una cundizione di a qualità di l'arnesi pedagogichi prudutti, chì peccatu ùn sò mancu armunizati, aspessu pocu addatti à u principiu di pulinumia da l'impussibilità à arrebbà si annant'à opari di referenza (è dunque da u so parè nant'à l'appartenenza di tale o tal'elementu locale à a « lingua corsa »). Necessariamente ssu prugettu duverà esse l'ugettu d'un travagliu in cumunu cù l'Università.

- U rinforzu di i mezi bugettarii è umani

In lu quadru di i travagli à vene a quistione di i mezi umani è bugettari da mubilizà à u serviziu d'una nova pulitica linguistica, serà essenziale è ùn ne feremu l'ecunomia.

A vuluntà di rinforzà ssa pulitica tantu à livellu qualitativu chè quantitativu è u caratteru ambiziosu ammantatu da l'uggettivi perseguiti, abbisognaranu senza dubbità ne, una prugressione à livellu bugettariu è di e risorse umane.

Ssa dimarchja di crescita significativa di i crediti dedicati à a pulitica linguistica hè d'avà stata iniziata da u Cunsigliu esecutivu, à l'illustrazione di ciò chì hè previstu in lu quadru di u CPER à vene cun, cum'è ramentatu nanzu, una crescita di 50% di i crediti dedicati à a lingua.

Vistu a situazione bugettaria di a cullettività di Corsica assai custretta oghje, ssu dibattitu serà forse, assai cumplessu è in fine ci vulerà à piglià decisione forte, pò esse à l'incontru d'altre pulitiche publiche purtate da l'istituzione.

Ci vulerà à accurdassi da cercà l'inseme di i mezi mubilizevuli, è ancu per esempiu à livellu di i finanziamenti eurupei, di modu à cresce e nosce capacità bugettarie in ssu duminiu.

- Una generalisazione è un rinforzu di a valutazione

À l'usu di l'altre pulitiche publiche, è tandu di più chè un'antra, di pettu la so natura, l'uggettivi quantifichevuli assignati è di pettu à u cuntestu minacciosu chì pesa nant'à la so pratica è ind'è quellu ella si sparghje, a pulitica linguistica deve esse

sottumessa à una valutazione rinforzata.

A cullettività di Corsica, ind'u duminu linguisticu, deve formulà ugettivi qualitativi è quantitativi precisi è quantifichevuli, è dassi i mezi d'analisi è cuntrullà u rispettu di st'ugettivi è ammaestrà l'almanacchera di realizzazione.

In lu quadru di i dispositivi d'aiutu messe in opera oghje, e convenzione privedenu oramai mecanisimi di valutazione.

Ghjè u casu per esempiu di i media accumpagnati in lu quadru di u Pianu Media & Lingua Corsa, per qualessi un cumitatu di seguitu annincu hè urganizatu in prisenza di i ripresentanti di u media, u Cunsigliu esecutivu, di l'Assemblea di Corsica, di l'istanze consultative è di i servizi di a cullettività di Corsica.

Sse reunione permettenu di fà u puntu nant'à e cundizione d'esecuzione di a convenzione, di valutà a qualità di l'azzione messe in opera è di barattà nant'à piste pussibile di prugressione.

Eppuru, per u mumentu ssa pulitica di valutazione pare abbastanza debule è dunque hà vucazione à stendesi è rinforzà si.

Difatti, a crescita è u sviluppu d'aiuti ind'u settore di a lingua corsa, cum'è l'adopru di u principiu di cundizionalità di l'aiuti in leia cù l'usu o a prumuzione di a lingua ind'è l'altri settori d'intervenzione, deveranu à tutti i conti accumpagnassi di mezi supplementarii è ancu mecanisimi novi di cuntrollu è di valutazione.

Cunclusione

A pulitica linguistica hà per scopu di puntellà di modu glubale u nostru prugettu di sucetà, è più esse solu cum'ella hè stata fin'à avà un latu richjusu setturizatu.

Stu raportu avvia un ciculu di travagliu chì deve permette ci di spuntà annantu à l'elaburazione è a messa in opera d'una vera pulitica linguistica di a Cullettività di Corsica.

Sta pulitica linguistica vole accimà un ugettivu ambiziosu, ma legittimu è realistu : dà torna à a lingua corsa a so piazza è u so statutu di lingua naturale di i Corsi è di a sucetà corsa di u XXI^{esimu} seculu.

Un ugettivu ch'un minaccia o sminuisce mancu appena a piazza chi tene, di fatti è di dirittu, a lingua francese.

Una parte di a realizzazione di stu scopu, oghje cum'è eri, dipende di a nostra vulintà, individuale è cullettiva.

A lingua corsa un sera salvata da l'astri, è senza a brama da i Corsi di parlà la, di scrive la, di trasmette la, è di fà la campà ogni ghjornu.

Ghjè a cuuficialità di tutti i ghjorni, di a vulintà cumuna, di l'affermazione cullettiva, chì chì ghjè statu incalcatu in stu raportu è induve emu da duvè fà sbuccà e diferente idee hè traversu e scelte chì rimandanu di a nostra respunsabilità.

Una parte di l'ugettivu, quella chì rileva di a cuuficialità di ghjuru, dipende di l'esciuta di a neguzazione è di u raportu di forza puliticu à indià cù u Statu.

Certi pensanu ch'un statutu di cuuficialità permetterebbe di creà duie categurie di citatini, ciò chì serebbe una « ligna rossa » per a Republica Francese.

À questi quì, li serà ramintatu chì induve ci hè una vulintà pulitica, ci hè una strada custituziunale, ind'u duminiu linguisticu cum'è in tutti l'astri.

È soprattutu quelli di a ricunniscenza di diritti specifichi in materia d'accessu à l'impiecu, à a pruprietà fundaria, o ancu di a citatinanza.

Sera tandu ramintatu u considerente chì seguita, ricaciatu da a decisionedi u Cunsigliu Custituziunale n° 99-410 DC di u 15 marzu 1999, relativu à lege organica à la Nouvelle-Calédonie :

« 3. Cunsiderendu, in primu locu, chì nunda **s'oppone, sottu riserva di e prescrizione di l'articuli 7,16, è 89 di a custituzione, à ciò chì u putere custituante introduce ind'u testu di a custituzione di e dispuzizione nuvelle chì, ind'i casi visati, , si scartanu di ste regule o principii di valore custituziunale, ste derugazione chì ponu esse chè sottu intesi** ; Cusì hè ; **ne rimanda di fatti di e dispuzizione di u primu alineà di l'articulu 77 di a custituzione U cuntrollu di u Cunsigliu cutituziunale, ma dinù vistu l'orientazione definite da l'accordu di Noumea, u quale si scarta d'un certu numaru di regule o principii di valore custituziunale ;** »

L'accordi di Nouméa anu soprattutto permessu una ricunniscenza di e lingue Canacche cum'è lingue d'insegnamentu è di cultura, cù u francese.

Una ragiunata analoga hè stata tenuta da u cunsigliu custituziunale à l'occasione per sta volta di a decisione Un n° 2004-490 DC di u 12 di ferraghju 2004, Lege urganica annantu à u statutu d'autonomia di a Pulinesia francese :

*« 8. Cunsiderendu in primu locu, **chì nunda s'opponi**, sottu riserva di e prescrizione di l'articuli 7,16 è 89 di a custituzione, à ciò **chì u putere custituante di e dispuzione nuvelle chì, ind'u casu precisu, si scartanu di regule o principii di valore custituziunale ; chì, quantunque, a messa in opera di derogazione cusì ùn saperianu intervene chè ind'u quadru strittu necessariu à l'appiecazione di u statutu d'autonomia ; chì ghjè cusì di e dispuzione dittate in favore di a puluzazione lucale per raportu à u decesimu alineà di l'articulu 74 di a custituzione ;***

13. Cunsiderendu chì l'articulu 1 di a lege urganica, dopu à avè precisatu a cunfigurazione territoriale di a Pulinesia francese, ammentanu i principii generali appiechevuli hè gestitu da l'articulu 74 di a custituzione ; chì s'ellu ricunnosce questa quì cume « pays d'outre-mer », sta denominazione ùn cumporta nisun effettu di dirittu ; chè, in ste cundizione, l'articulu 1 ùn hè cuntrariu à a custituzione ;

Ste decisione spalancanu a via di una ricunniscenza custituziunale d'un statutu di a lingua corsa, quella à mezu à e rivendicazione eccenziale chì u scutinu universale ci hà datu mandatu da rende forma è realtà.